

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

**Séance publique du
Jeudi 02 octobre 2014**

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du jeudi 02 octobre 2014
18h00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Fonctionnement de l'assemblée

- 1 Modification du règlement intérieur du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier - Article L2121-8 du CGCT

Urbanisme et aménagement durable

- 2 Conclusion d'un projet urbain partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier et Kaufman & Broad pour une opération située 1 rue Jacques Halévy
- 3 ZAC Nouveau Saint Roch Agrément de candidature SOGEPROM SUD REALISATIONS - Lot 12
- 4 PAE MULTISITES MARQUEROSSE Convention ERDF et la Ville de Montpellier de raccordement pour l'alimentation électrique Autorisation de signer l'Avenant n°1
- 5 Foncier Quartier Centre Ancien square Coursindel Déclassement du domaine public communal
- 6 Foncier Quartier Centre Ancien square Coursindel Cession de la parcelle IZ 408 à la SAAM Concession d'aménagement Grand Coeur
- 7 Foncier Elargissement avenue Albert Dubout Aménagement rue Charles Perrault Acquisition propriété « NG Promotion – Opération Free Dom »
- 8 Foncier Quartier Croix d'Argent Les Jardins d'Anne - lot n° 53 Vente à M. et Mme WEYL
- 9 FONCIER Restauration de l'ensemble synagoga médiéval de la rue de la Barralerie Acquisition d'une partie de la propriété NUNEZ 2, rue de la Préfecture
- 10 Foncier Acquisition / Elargissement du trottoir Avenue de Maurin Propriété "SARL MELQUART"
- 11 Foncier Acquisition / Elargissement du trottoir Rue de la Galéra Propriété « Résidence l'Entracte »

- 12 FONCIER Acquisition / Elargissement du trottoir Voie Domitienne Propriété "Monsieur LOMBARDO"
- 13 FONCIER Parcelle CE 64 - 55 avenue François Delmas Vente d'un terrain à bâtir à la société "Les Nouveaux Constructeurs - Dominium"
- 14 FONCIER Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon Révision du décret de création Consultation des collectivités
- 15 Zones d'aménagement concerté Garosud et Garosud Extension Bassins de rétention Echange à l'euro symbolique de terrains avec la SERM Modification des emprises
- 16 Mise en vente de l'immeuble situé 18 rue du Bassin
- 17 DROIT DE PREEMPTION Préemption de la propriété CODISUD 396, rue Paul Rimbaud Convention Ville / Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM)

Tranquillité publique

- 18 Délégation de service public Fourrière automobile Avenant n°3 Modification tarifs 2014

Education

- 19 Ajustement des projets d'activités périscolaires portés par des associations
- 20 Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon D.R.A.C. dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (P.L.E.A.C.) - (Offres Culturelles 2014)
- 21 Classes à horaires aménagés musique : Convention Ville de Montpellier, Communauté d'Agglomération et Direction Académique de l'Hérault Avenant Année scolaire 2014/2015

Enfance

- 22 Avenant n°2 au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014
- 23 Crèche Joséphine Baker Délégation de Service Public Délibération de principe

Vie associative, Maisons pour Tous

- 24 Mise à disposition de salles dans les Maisons pour Tous.

Cohésion sociale

- 25 Approbation du rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité – Année 2013

Sports

- 26 Marathon de Montpellier Le dimanche 19 Octobre 2014 Convention d'occupation du domaine public
- 27 Activités de Gymnastique Convention de service Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale

Economie

- 28 CONVENTION DE PARTENARIAT LOCAL CitésLab, le Réseau d'amorçage de projets

Commémorations, état-civil, population

- 29 Centenaire de la Guerre de 14/18 Mise en valeur des plaques commémoratives, Monument aux Morts. Autorisation d'urbanisme
- 30 Recensement de la Population 2015 Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes

Culture

- 31 Agora des Savoirs 6ème saison Cycle de conférences 2014-2015
- 32 Dénomination du Théâtre de Grammont Théâtre des Treize Vents
- 33 Cinéma Municipal Nestor Burma organisation d'un concours de nouvelles liées au cinéma, dans le cadre du prix national Jean Lescure
- 34 Convention de partenariat pour l'organisation du cycle "projeté - architecture & cinéma" entre la Ville de Montpellier, la DRAC, l'ENSAM, l'Ordre des Architectes et la Maison de l'Architecture
- 35 Convention de mise à disposition de l'auditorium de la Panacée au Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des 13 vents
- 36 Théâtre Jean Vilar, programmation 2014-2015 Demandes de subventions
- 37 Théâtre Jean Vilar demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)
- 38 Boutographies 2014 Acquisition de tirages réalisés par Jan Q. Maschinski, lauréat du Prix du Jury

Montpellier au quotidien

- 39 Création d'une chaussée réservoir avenue Paul Rimbaud Autorisation de demande de subvention
- 40 Convention Constitutive de groupement de commandes Ville de Montpellier - Communauté d'Agglomération de Montpellier Autorisation de signer les documents Aménagement de réseaux nécessaires dans le cadre du PAE Saint- Lazare : Avenue de Castelnau, Avenue St-Lazare, Rue de Ferran, rond-point du Souvenir Français, avenue de la Reine d'Italie Réalisation des réseaux d'eaux pluviales Reprise des réseaux d'eaux usées et d'eau potable
- 41 Convention de remise par GrDF à son concédant de canalisations de gaz combustible abandonnées Rue Aristide Olivier
- 42 REDEVANCE SPECIALE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES 2014 Convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier

Relations internationales

- 43 Mandat spécial, présentation de missions opérationnelles de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

- 44 Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les avenants aux conventions d'occupation du domaine public Approbation de redevances minorées

Ressources humaines

- 45 Réforme du régime des concessions de logement
- 46 Modifications du tableau des effectifs

Finances et patrimoine

- 47 Convention de servitude de passage au profit de E.R.D.F Parcelle cadastrée HW 98
- 48 Convention de servitude de passage au profit de E. R. D. F Quartier Méditerranée (secteur 3)
- 49 Convention de servitude de passage au profit de E. R. D. F Parcelle cadastrée HW 100
- 50 LES DIMANCHES DU PEYROU: Marché à la Brocante et aux Antiquités - Modification Tarifaire
- 51 Attribution et modification d'attribution de subventions - Exercice 2014
- 52 Admission en non-valeur Exercice 2014

Désignation de représentants, affaires juridiques

- 53 Commission Communale des Impôts Directs Complément à la liste de contribuables proposée par le Conseil Municipal le 22 mai 2014 (DCM n° 2014/185)
- 54 Commission d'Evaluation des Transferts de Charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Désignation des représentants de la Ville
- 55 Maison de la Justice et du Droit (MJD) Désignation du représentant de la Ville
- 56 Adoption de l'avenant à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier (G.I.P – D.S.U.A Montpellier)
- 57 Protection fonctionnelle de Monsieur Philippe SAUREL, Maire de Montpellier

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du 02 octobre 2014

Procès-verbal

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric De SAINT-JOUAN, Henri De VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Fabrice PALAU, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Max LEVITA.

Absents :

Informations de **Monsieur le Maire** : Je souhaiterais vous faire part d'un certain nombre d'informations liées à la ville de Montpellier. Tout d'abord rendre hommage à Laurent PROUGET qui nous a quittés, la voix du stade de la Mosson. Au nom du Conseil municipal, j'ai fait un communiqué et envoyé une gerbe pour les obsèques. Ensuite, à un événement malheureux, succède un événement heureux. Notre collègue conseillère municipale, Anne-Louise KNAPNOUGEL, a mis au monde une jolie petite fille il y a 4 jours. Elle porte le délicieux prénom de Sofia.

Applaudissements.

En votre nom, je leur ai rendu visite. La maman et le papa vont très bien. Je les ai rencontrés à la clinique Saint-Roch et ils me chargent de vous transmettre toute leur amitié. Évidemment.

Mme BRISSAUD, j'ai rendu hommage à M. PROUGET.

J'aimerais vous indiquer que j'ai reçu cette semaine plusieurs courriers. Tout d'abord une lettre de M. Jean-Pierre MOURE, président du groupe PS Europe Écologie les Verts progressistes et apparentés du Conseil municipal de Montpellier. Elle est signée de Jean-Pierre MOURE, Mustapha MAJDOUL et Patrick VIGNAL. Je vous lis cette lettre :

« Dans un esprit de sérénité et de relance du dialogue, de rapprochement entre les différentes positions, Jean-Pierre MOURE, avec l'accord de Mustapha MAJDOUL et de Patrick VIGNAL, député et directeur de la campagne des dernières municipales, a proposé de prendre la présidence du groupe PS Europe Ecologie les Verts

du Conseil municipal de Montpellier. Le groupe s'est réuni ce jour en présence de Jean-Pierre MOURE, Mustapha MAJDOUL et Patrick VIGNAL. Ce dernier a accepté la présidence du groupe PS Europe Ecologie les Verts du Conseil municipal de Montpellier pour faire valoir ce que de droit. »

Je prends acte, M. MOURE, du changement de président du groupe socialiste Europe Ecologie les Verts. Désormais, le président du groupe sera M. Patrick VIGNAL, député de l'Hérault et conseiller municipal de Montpellier.

J'ai ensuite reçu un courrier daté de ce jour de M. Fabrice PALAU, adjoint au maire de la ville de Montpellier. Je vous en fais également la lecture : « Monsieur le Maire, pour des raisons personnelles et professionnelles j'ai l'honneur de vous présenter ma démission de mon poste d'adjoint au maire et de mes fonctions d'élus de la liste Montpellier c'est vous. Fabrice PALAU. » Acte est pris de la décision de M. PALAU. Il est évident qu'il ne s'agit pas là d'une démission venant d'un malentendu pour cause politique mais parce que j'ai demandé, comme cela était prévu lorsque j'ai composé la liste, à M. Fabrice PALAU de rejoindre mon cabinet. Il prendra donc les fonctions de collaborateur de cabinet auprès de Mme Fanny ERVERA, directrice de cabinet, dans les jours qui viennent, le temps que le Préfet acte la démission de M. PALAU au Conseil municipal de Montpellier. C'est donc Mlle Sophia AYACHE, n° 46 sur la liste, qui prendra la place de M. Fabrice PALAU. C'est une histoire de Soph(f)ias ce soir.

Applaudissements.

J'aimerais ensuite vous présenter, je l'ai fait hier à l'Agglomération et j'aimerais le faire ce soir à la Ville, le nouveau directeur de la SERM et de la SAAM, M. Christophe PEREZ, à qui j'ai demandé d'être présent à nos côtés. Il aura la difficile fonction de reprendre en main les deux organismes importants pour l'aménagement de la ville et de l'Agglomération que sont la SERM et la SAAM. *Applaudissements.*

Je vous communique maintenant plusieurs informations pêle-mêle. J'aimerais féliciter tous ceux qui ont participé à l'excellent classement de la ville de Montpellier en tant que deuxième ville du pays pour l'accueil des étudiants. Montpellier est second derrière Toulouse parce qu'elle attire les étudiants du pays tout entier. Les critères ont été donnés et il s'agit là de faire le point sur le coût de la vie des étudiants à Montpellier. Même si dans la statistique proposée le coût du logement pèse lourd dans le porte-monnaie des étudiants, grâce aux mesures que nous avons prises avec M. EL KANDOUSSI et Mme GIANIEL, vice-présidente de l'Agglomération chargée des transports, en réduisant pour les jeunes de 16 à 26 ans le prix de l'abonnement annuel pour le tram de 245 € à 196 €, autrement dit une baisse de 50 € par mois, nous avons pu conserver notre excellente place au niveau national. Donc, merci à tous ceux qui ont participé au mieux-vivre des étudiants à Montpellier qui sont au nombre de 60 000.

J'aimerais vous signaler aussi que les discussions avec la ville de Palerme sont au beau fixe. Le maire de la ville, Leoluca ORLANDO, a accepté de discuter en vue de la création du jumelage de Montpellier et de Palerme. Nous n'avions pas de ville en Italie. Ce pourrait être le premier jumelage de Montpellier métropole. Évidemment, il faudra toiletter un peu les jumelages anciens qui sont très coûteux pour la ville et dont les résultats sont encore, pour certains, à démontrer. Il est important que Montpellier puisse regarder le bassin méditerranéen qui est son aire de proximité historique, économique, culturelle et immédiate. Nous avons comme villes jumelles, Tibériade en Israël, Bethléem en Palestine, Tlemcen en Algérie, Fez au Maroc, Barcelone en Espagne. Il ne nous manquait finalement qu'une ville italienne et c'est chose faite avec Palerme. Je me rendrai à Palerme à la fin du mois de janvier, deux jours aller-retour. Pour les choses importantes, nous n'avons pas besoin de grandes heures pour se les décrire. Je ferai l'aller-retour à Palerme pour voir mon collègue maire de Palerme qui a été élu sur une liste apolitique, qui est plutôt divers gauche mais qui a été élu sans étiquette politique et qui mène la gouvernance de Palerme dans l'esprit citoyen qui nous caractérise.

Je voudrais ensuite vous indiquer plusieurs points concernant la gestion de la ville. J'ai relancé le recrutement d'un Directeur général des services. À ce jour, j'ai rencontré pour cela deux ou trois candidats. J'en rencontrerai sept de plus, durant les quinze jours à venir. J'en aurai donc vu dix et ce, pour chercher la personne susceptible d'assurer la direction générale des services de la ville de Montpellier.

Le mois d'octobre verra une nouvelle formule de notre journal municipal. Je l'ai apporté en séance, Mme JAMET,

comme hier soir vous m'avez indiqué que le nombre de caractères pour la prise de parole de l'opposition était réduit. Voilà. Il aura cette forme, un peu comme le journal de l'Agglo. Il comportera une rubrique spécifique pour les conseillers municipaux de l'opposition. Nous aurons l'occasion d'en reparler tout à l'heure, au moment du vote du règlement intérieur. Le premier numéro de ce journal municipal sera édité en octobre et se poursuivra en même temps que celui de l'agglomération, dans un souci évident de rapprochement des formats. Nous verrons bien ce que nous ferons l'an prochain.

Quelques petites informations supplémentaires. Je suis en train de déposer auprès des services de l'État et de la DRAC le classement du quartier d'Antigone au titre du patrimoine du XX^e siècle. C'est une chose importante. Vous savez que La Grande Motte a été classée patrimoine du XX^e siècle. J'ai d'ailleurs contribué à ce classement, en tant que membre de la commission régionale du patrimoine et des sites. J'ai également contribué au classement de l'université Paul Valéry et des grilles Vasarely qui bordent la place de la voie Domitienne. Toujours dans le cadre du patrimoine du XX^e siècle. Nous ferons à l'État la proposition de classer l'ensemble du quartier d'Antigone qui a une spécificité architecturale permettant de l'espérer.

Enfin, concernant la salle Louis Feuillade sur le grand mail, à la Paillade. Il fut un temps où certains pensaient que cette salle, à l'origine une salle de cinéma, pouvait être attribuée sous une forme ressemblant à la délégation de service public, à une association pailladine. Je n'ai jamais partagé ce point de vue. Je pense qu'il faut conserver du service public sur le grand mail à la Paillade et que c'est à la ville de gérer cette salle comme elle l'a été durant de nombreuses années. En relation avec le théâtre Jean Vilar, la Maison Pour Tous et la Mairie annexe. J'ai donc demandé au Préfet d'annuler la délibération de l'ancien Conseil municipal de Montpellier afin de pouvoir recommencer sur la salle Louis Feuillade un projet cohérent et associant tous les lieux de culture et tous les lieux sociaux du quartier du sud de la Paillade. Cet acte est très important. Parce que si l'ANRU 2 se met en place, il est nécessaire que les collectivités puissent faire montre d'une action en termes de service public, sur tous les quartiers de la ville concernés par l'ANRU. Si nous voulons avoir une aide de l'État, il nous faut montrer que la ville apporte aussi sur ces lieux du service public. C'est le but de la réunion que j'ai faite à Paris et dans laquelle l'ANRU s'est engagée au titre de l'ANRU 2 d'apporter son aide importante concernant la restructuration de l'entrée de la Paillade, à côté de l'ancien McDonald's et le début du grand mail situé au-dessous de la tour d'Assas. Une entrée de quartier et la destruction de cet urbanisme brutal qui est propice à beaucoup de lieux de non-droit.

Ensuite, et je voudrais le dire gentiment car ce soir je n'ai pas envie de polémiquer. M. DELAFOSSE, j'ai reçu d'un journaliste de la ville dont je tairai le nom, une copie de mail dans laquelle vous vous désignez comme maire adjoint délégué à l'urbanisme de la ville de Montpellier. Il est daté d'il y a trois jours. Je le dis gentiment, ce n'est pas grave, c'est un oubli. Je vous demande d'y faire attention car il n'y a qu'une adjointe à l'urbanisme dans cette ville, c'est Stéphanie JANNIN.

Enfin, pour terminer les informations, j'ai rendez-vous le 10 octobre à midi avec le Président de la République. Dans l'intervention que je ferai auprès de lui, je mentionnerai l'ensemble des besoins de la ville de Montpellier mais aussi de toutes les infrastructures qui nous sont nécessaires. J'ai eu une longue conversation avec François HOLLANDE après avoir eu Manuel VALLS et Bernard CAZENEUVE. Mais j'ai eu aussi beaucoup de ministres et de secrétaires d'État. Marylise LEBRANCHU et d'autres secrétaires d'État qui ont été solidaires de la ville de Montpellier pendant les événements météorologiques qui ont dégradé de nombreux lieux dans la ville, dans l'agglomération et dans la région. Très clairement, l'attitude du Gouvernement, même si je ne suis pas toujours d'accord avec lui, a été d'une correction exemplaire. Mille pompiers supplémentaires ont été envoyés par Manuel VALLS, la visite du Ministre de l'Intérieur et la présence du Président de la République. Le rendez-vous que j'ai le 10 l'attestera. Vous savez, dans des instants comme cela, M. DUMONT, les intempéries ne sont ni de gauche ni de droite. Je remarque également ceux qui ne me téléphonent jamais. J'aime bien quand on me téléphone et je retiens aussi quand on ne me téléphone jamais. Cela s'appelle la solidarité. C'est indépendant des couleurs politiques. D'ailleurs, M. Jean-Luc MOUDENC, UMP, Maire de Toulouse, m'a appelé immédiatement et a mis à ma disposition du matériel si j'en avais besoin. M. MOUDENC est un homme du monde, il sait vivre. M. JEANJEAN à Palavas a fait la même chose, ainsi que M. BOURREL, divers gauche à Mauguio. M. ARNAUD à Lunel, divers droite, a fait pareil. M. COMMEINHES, le nouveau sénateur brillamment élu, sans parler de M. GRAND qui a été présent dans tous les instants. Voilà, c'est indépendant des couleurs politiques. Cela s'appelle le savoir-vivre et la solidarité. À l'agglomération, lorsque nous avons vu Lamalou qui était sous les flots, nous avons voté hier soir 100 000 € d'aide matérielle afin de pouvoir soutenir les communes sinistrées. Je n'ai pas demandé de quelle couleur était le maire de Lamalou, je ne le connais pas, je ne connais pas sa couleur politique

et je ne veux pas la savoir, ce n'est pas mon problème. J'ai eu son épouse parce qu'il était sur le chantier. L'aide a été votée à l'unanimité. Donc, c'est simplement pour dire qu'il y a des manières de faire et que les citoyens remarquent tout cela. Il ne faut pas les prendre pour des pigeons, vous savez. Parfois, ils se réveillent et ils expriment leurs souhaits, ils l'indiquent en silence, dans les urnes. Merci à tous les employés municipaux qui ont travaillé durant les inondations, merci au directeur des services, M. PONS de VINCENT qui a été présent toute la nuit. Merci à mon cabinet, Mme Fanny ERVERA, Mme Simine NAMDAR et tous les membres de mon cabinet qui sont à la tribune. Ils ont été présents sur tous les fronts. Merci au SDIS et aux services de l'État. Merci aux employés de l'agglomération qui ont fait un boulot de fou et merci à la SMN, à Louis NICOLLIN. Merci au MHB qui a participé à sa façon. Donc, quand on veut donner des signes de solidarité, on est capable de le faire. Merci à tous les élus qui ont été présents et notamment au Centre Communal d'Action Sociale qui a ouvert ses portes et pas seulement le CCAS. Tous ceux qui ont ouvert les portes des gymnases, qui ont gardé les écoles ouvertes avec Isabelle MARSALA, qui ont gardé le lycée Mendès-France ouvert, la crèche avec Annie YAGUE, le CCAS avec Patricia MIRALLES, et qui se sont battus pour que les Montpelliéraines et les Montpelliérains puissent avoir un peu d'espoir dans cette nuit qui a été très difficile pour certains de nos concitoyens. Je ferai état de tout cela au Président de la République. Je lui ferai état aussi du fonctionnement des institutions dans le sud de la France. Évidemment, je ferai un rapport lorsque je reviendrai.

Enfin et pour conclure, je souhaite informer le Conseil municipal des délégations qui ont été accordées à des élus de la majorité municipale. Valérie BARTHAS-ORSAL aura comme délégation les fêtes de Saint-Roch. Dominique MARTIN-PRIVAT aura les cérémonies du 14 juillet. Ce sont des arrêtés qui ne demandent pas à être votés mais je souhaitais vous les indiquer en début de séance.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 24 juillet 2014

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Adoption de l'ordre du jour du Conseil municipal du 02 octobre 2014

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur le Maire : Nous allons maintenant adopter l'ordre du jour qui comporte 57 affaires. Avez-vous des observations à formuler sur l'ordre du jour ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

Le point suivant traite de la synthèse des décisions du Maire distribuée sur vos bureaux et dont vous pouvez prendre connaissance. Avez-vous des observations à formuler ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

Je vous informe que le prochain Conseil municipal aura lieu le 6 novembre à 18 heures. J'ai décidé hier soir en séance, avec les 31 maires de l'agglomération, de proposer une séance spéciale du conseil d'Agglo le 24 à 16 heures à l'hôtel d'Agglomération, pour voter le passage en métropole si nous avons la majorité requise. Je laisse terminer le processus démocratique. Ce soir, à l'heure où je parle, trois communes sont en train de voter dans les conseils municipaux. Nous en avons quinze qui sont favorables et une défavorable. Ce soir, sur les trois, peut-être qu'une votera et deviendra la seizième. Il n'empêche que je ne prendrai pas la parole sur ce point car j'attendrai que l'ensemble du processus démocratique dans toutes les communes soit terminé afin de pouvoir, ensemble, proposer un conseil d'agglomération extraordinaire dans lequel nous modifierons, si la majorité nous le permet, les statuts de l'agglomération de Montpellier qui deviendra métropole. Je passe donc à l'affaire n° 1 de l'ordre du jour qui concerne le fonctionnement de l'assemblée.

Alex LARUE : Monsieur le Maire, j'aurais aimé avoir plus d'informations sur les audits qui ont été diligentés à votre demande et notamment sur la SERM. Ce serait bien que nous puissions avoir une séance dédiée à ces audits.

Monsieur le Maire : J'ai commandé de nombreux audits. À peine trois ont eu des rapports provisoires et pour certains, j'ai dû changer les organismes car ils ne se sont pas avérés compétents pour aller jusqu'au bout. Lorsque j'aurai les attendus de ces audits, je vous en ferai part. Sur les trois rapports provisoires que j'ai et qui ne concernent ni la SERM ni la SAAM, je n'ai pas grand-chose de plus que ce que nous connaissons déjà mais j'en référerai au Conseil municipal car c'est de l'argent public qui les a financés.

Alex LARUE : Je vous en remercie.

Monsieur le Maire : M. DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE : Merci de me donner la parole. Très rapidement, vous avez fait allusion à une disparition. Vous avez fait un communiqué de presse dans ce sens mais je voudrais publiquement, et je pense que vous le partagerez, avoir une pensée pour Bernardo SECCHI, Grand prix de l'Urbanisme, qui a accompagné Montpellier et de très nombreux Montpelliérains sur la réflexion concernant l'avenir de la ville et qui a produit un document accessible et consultable. Je tenais à avoir une pensée pour lui et vous remercier d'avoir rendu un hommage public dans la presse sur son approche car je crois qu'il s'agit de l'une des grandes figures qui est venue travailler à Montpellier.

Monsieur le Maire : Oui, Monsieur DELAFOSSE, et d'ailleurs cela représente une prochaine rubrique dans le journal municipal. Chose que nous avons souhaitée avec Mme JANNIN car même si nous présenterons à la fin du mois de novembre un projet d'urbanisme concernant les grandes orientations politiques ville et agglomération, le travail de SECCHI et VIGANO est un bon travail. C'est un bon travail mais la commande était restreinte. Nous ne faisons pas de l'urbanisme dans une grande ville uniquement sur le territoire communal en oubliant le grand territoire. Ce n'est pas possible. Ce n'est pas une vision honnête de l'urbanisme. Donc, nous allons, avec Mme JANNIN, proposer un certain nombre d'orientations politiques qui mêlent à la fois, les recommandations que nous pouvons avoir sur le territoire de la ville mais aussi sur le territoire de l'agglomération et même au-delà, parce que lorsque nous parlons d'une ligne de TGV, nous en parlons à la fois sur l'agglomération mais aussi sur les afférences des autres agglomérations voisines.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

M. LANNELONGUE entre en séance (avec la procuration de M. DOMERGUE).

1- Modification du règlement intérieur du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier - Article L2121-8 du CGCT

Selon les termes de l'article L2121-8 du Code général des collectivités territoriales : « *Le Conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation* ».

Outil de régulation qui assure l'organisation démocratique de l'assemblée délibérante, le règlement intérieur fixe notamment les modalités suivantes :

- Le fonctionnement des différentes réunions préalables à la tenue des séances du Conseil municipal, la présentation et l'examen des questions orales « ayant trait aux affaires de la commune »,
- L'organisation du débat d'orientations budgétaires et les engagements pluriannuels envisagés,
- La consultation des projets de contrats soumis au vote du Conseil municipal,
- La création de missions d'information et d'évaluation,
- Les modalités de constitution d'un groupe politique, les moyens mis à disposition des élus et l'exercice du droit à la formation.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de clarifier l'exercice du droit d'expression des conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité municipale, en modifiant l'article 52, désormais intégré dans un titre X relatif à cette expression. Il est ainsi rappelé que le droit d'expression des conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité municipale est un droit individuel, pouvant être ou non agrégé dans une expression commune à plusieurs conseillers.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

d'approuver la modification du règlement intérieur du Conseil municipal, joint en annexe à la présente délibération.

Monsieur le Maire : Vous avez pris connaissance de ce document, vous l'avez lu, avez-vous des observations à formuler ? Je vais prendre les intervenants les uns après les autres. Par contre, nous avons, à la fin du Conseil municipal, une affaire qui concerne la commission d'évaluation des transferts des charges. Lors de la conférence des présidents, j'ai fait une proposition aux présidents de groupe qui étaient présents, ils l'ont acceptée. Cependant, le groupe UMP n'était pas là. Il a une autre idée sur la question. Nous l'aborderons en son temps mais cela prendra du temps car il faudra faire des votes et il y a plusieurs listes. Je vous propose donc de la mettre en dernier afin que nous ayons le temps d'en parler. Vous êtes d'accord Mme JAMET ? Cela va dans votre sens. Je propose donc que l'affaire 54 soit traitée en dernier. Je mets aux voix la proposition. Contre ? Abstention ? Adoptée à l'unanimité.

Donc, nous revenons aux modifications du règlement intérieur. Mme JAMET a demandé la parole. Mme JAMET, vous êtes la seule à prendre la parole, nous allons vous écouter avec attention.

France JAMET : Je reviens effectivement sur la polémique qui s'est engagée entre nous depuis hier, à propos, non pas forcément de l'adoption de cette nouvelle règle de fonctionnement du règlement intérieur, mais notamment sur le droit d'expression des opposants. Je vous l'ai dit hier, le règlement intérieur que vous avez fait adopter, aurait pu aussi, au demeurant, paraître vertueux. Il semblait faire une certaine place, en tout cas une application assez large des droits des opposants, de l'opposition et du débat dans le fonctionnement. Sauf que, hier, à 11 h 40, nous avons reçu un ultimatum du service de la communication de Montpellier qui nous a demandé de réduire de 40 % l'espace qui était dédié à chacun des groupes. L'UMP s'en trouve fort satisfait, le PS je ne sais pas, j'espère que la même colère les anime. En tout cas, je trouve dommage que ces critères soient vraisemblablement d'ordre essentiellement esthétique car la nouvelle formule ne permet pas de laisser trop de place aux droits de l'opposition. Je rappelais hier que, sur un journal de l'Agglo qui fait 49 pages, je crois, et celui-ci qui en fait 40, cela donne une demi-page sur 40 et une demi-page sur 50. Je suis étonnée que vous n'ayez pas eu l'idée d'agrandir ces droits. Si la pagination ne nous permettait pas de nous exprimer correctement, premièrement, ce que vous nous demandez d'acter ne nous donne aucune certitude pour la suite sur ce droit d'expression qui pour nous aujourd'hui se réduit à 244 espaces et caractères, c'est-à-dire rien. En étant gentils et sympathiques, nous mettons deux phrases, nous disons bonjour, merci d'être venu et à demain. Cela ne suffit pas. J'invite tous ceux qui nous écoutent à nous rejoindre sur le site Internet. Il y a eu une jurisprudence à Versailles que tout le monde met en avant mais elle a sacralisé le principe selon lequel le droit d'expression de l'opposition peut aussi s'inscrire sur le site Internet de la collectivité, dans les magazines, dans la lettre du maire et même dans les bilans du mandat. C'est dire si la loi préserve quelques possibilités à l'opposition. Je vous ai interpellé là-dessus hier. Je suis étonnée que des raisons d'esthétique réduisent la parole de l'opposant. Je ne reviendrai pas sur la charte Anticor car cela vous agace. Cependant, il me semble que d'un point de vue éthique, d'un point de vue démocratique, dans l'esprit qui semble vous animer depuis le début de ce mandat, il serait bon, sinon de nous donner des assurances sur les droits d'expression de l'opposition mais au moins, en tout cas, par exemple, de nous donner la possibilité, à l'avenir, de nous exprimer sur le site Internet, sur vos lettres et sur la propagande que vous diffusez à l'envi comme d'ailleurs beaucoup de vos prédécesseurs, tout au long de l'année.

Monsieur le Maire : Merci Madame JAMET pour votre intervention. Je vais vous rassurer. Je vais vous rassurer d'abord sur le plan mathématique et ensuite sur le plan démocratique. Sur le plan mathématique : nous avons réduit l'expression de tous les groupes en termes d'occupation de pages parce que nous avons réduit également la taille du journal. Mais votre texte, rassurez-vous, est intégralement retranscrit.

France JAMET : Non. Nous avons pour notre groupe 467 espaces et caractères. Notre texte commence par « Trois pas en avant, trois pas en arrière, deux sur le côté, deux de l'autre côté. Durant sa campagne, M. SAUREL clamait son amour exclusif pour Montpellier ». Et cela se termine par : « En avant, en arrière, de côté, sur quel pied danse-t-il ? ».

Monsieur le Maire : Sur quel pied danser ? C'est cela.

France JAMET : Pourquoi nous avoir incités tous à réduire ?

Monsieur le Maire : Parce que cela faisait référence à la réduction du format du journal.

France JAMET : Vous avez changé d'avis ?

Monsieur le Maire : Pas du tout. Regardez, la maquette est là, je l'ai apportée exprès.

France JAMET : Alors je vous donne la lettre de votre service.

Monsieur le Maire : Mais qui a signé cette lettre ?

France JAMET : C'est quelqu'un qui parle au nom de son chef de service. Vous voulez que je vous la donne ? Je ne citerai pas de nom car je ne veux pas en faire une affaire personnelle.

Monsieur le Maire : Apportez-la-moi, Mme JAMET. Je n'ai pas eu cette lettre. Il y a un circuit parallèle dans cette mairie. Mme ERVERA, avez-vous eu ce mail ? Mme JAMET, vos vœux sont exaucés, votre texte y est. D'ailleurs, il ne s'agit pas du mail de la Mairie. Demain, ce sera comme aujourd'hui, démocratie, démocratie. Par contre, je vais vous parler de mathématiques maintenant. Je suis obligé. Étant un passionné et un fidèle serviteur de la République et de ses valeurs démocratiques, lorsque j'ai pris en main le Conseil municipal de Montpellier, l'étiage minimum pour la construction des groupes politiques était de cinq. Je considère que nous pouvons combattre sur le plan des idées et des positionnements politiques, mais ce n'est pas en faisant fermer le bec aux uns et aux autres qu'on exprime ses positions et que l'on peut combattre celles des opposants. Afin que chacun puisse s'exprimer, j'ai donc descendu le niveau à trois représentants, ce qui vous a permis de constituer un groupe. Là, regardez comme j'ai eu raison, Mme JAMET. Grâce à cette règle, le groupe socialiste et Europe Écologie les Verts, aujourd'hui, a constitué un groupe au nombre de trois. D'ailleurs, il y a un truc que je ne comprends pas. Il faudra l'expliquer. Si un groupe de trois est constitué par M. MAJDOUL, M. VIGNAL et M. MOURE, il faudra que ceux qui sont à côté d'eux sur les bancs de cette assemblée m'expliquent où ils sont. S'ils fabriquent un deuxième groupe, s'ils sont indépendants, s'ils ne cautionnent pas la politique du parti socialiste, parce que cette situation est ambiguë. Je n'aime pas les situations ambiguës. J'aime bien quand c'est clair. Alors je leur demande de spécifier leur position politique. Merci de reprendre les propos à la lettre de Martine AUBRY. Nous nous amusons, mais il faut quand même travailler. Je mets aux voix le règlement intérieur.

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 9

Adopté à l'unanimité.

2- Conclusion d'un projet urbain partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier et Kaufman & Broad pour une opération située 1 rue Jacques Halévy

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, la Ville de Montpellier incite à la requalification de ses quartiers en favorisant la mixité urbaine et sociale avec la création de logements notamment sociaux, d'activités et de commerces. La mutation urbaine des parcelles OC 159, 160, 161, 162, situées 1 rue Jacques Halévy, s'inscrit dans cette perspective.

Ces parcelles sont d'une superficie d'environ 3 468 m², desservies par la ligne 2 du tramway (arrêt les Sabines), face à la ZAC des Grisettes, dans le quartier Croix d'Argent. Elles sont occupées aujourd'hui par une maison d'habitation et un entrepôt. Dans ce contexte, un projet prévoyant la construction d'un ensemble d'habitations est porté par le promoteur Kaufman & Broad.

Ce projet consiste en la démolition du bâti existant pour réaliser 26 logements (dont 20% seront affectés au logement social), conçus en maisons duplex ou en individuels superposés, ils seront répartis en deux îlots articulés autour de deux patios. Une demande de permis de construire a été déposée dans ce but par Kaufman & Broad (demande enregistrée sous le n° PC 14 V0007).

Ce projet immobilier s'inscrit dans l'esprit de réaménagement et de renouvellement du quartier souhaité par la municipalité. Il implique cependant la réalisation d'aménagements de voiries.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par Kaufman & Broad, les articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du code de l'urbanisme permettent la conclusion entre les promoteurs et la Ville d'un contrat de projet urbain partenarial, dont le projet de convention est joint en annexe.

L'objet de ce projet urbain partenarial est de permettre la prise en charge financière par le promoteur d'une partie des aménagements de voiries desservant l'opération, l'autre partie étant prise en charge par la Ville de Montpellier.

Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention joint en annexe à la présente délibération, ils consistent principalement :

- la suppression de la haie de cyprès et du grillage existants ;
- à l'aménagement d'un trottoir d'environ 2,50 m et d'une chaussée ;
- à la reprise du réseau pluvial qui sera enterré afin de pouvoir être circulé et permettre d'accéder à l'entrée prévue pour cette opération.

L'ensemble des aménagements prévus correspond à une surface à réaménager ou à créer estimée à 550 m².

La mise en œuvre des travaux nécessaires à cette opération immobilière a été chiffrée à la somme de 277 200 € HT (coût global des travaux de voirie et de réseaux).

La convention de projet urbain partenarial propose donc de mettre à la charge du promoteur une part de ces aménagements :

- 85% du coût des réaménagements de voiries au droit de l'opération,
- 100 % du coût des travaux de reprise du réseau pluvial.

Selon cette répartition, le montant mis à la charge du promoteur s'élève ainsi à 255 420 € HT, correspondant au total à 92,14 % du coût HT de l'opération d'aménagement.

Ladite convention sera passée entre la Ville et Kaufman & Broad. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du projet urbain partenarial, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par le promoteur. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part communale) pour une durée qui ne peut excéder 10 ans. Dans le cas d'espèce, au vu des participations prévues par la convention, il est proposé de prévoir une durée d'exonération de la part communale de la Taxe d'Aménagement sur le périmètre concerné de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise en œuvre d'une procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du code de l'urbanisme ;
- D'approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial, et notamment le montant de la participation des constructeurs, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial, tels que joints en annexe ;

- D'exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part communale) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'adjoint délégué, à signer la convention de projet urbain partenarial telle qu'annexée à la présente délibération, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Stéphanie JANNIN : Monsieur le Maire, chers collègues. Il s'agit d'un projet urbain partenarial liant la ville de Montpellier à Kaufman & Broad qui, concrètement, verra s'élever une opération de 26 logements rue Jacques Halévy et l'objet de ce CUQ est que le promoteur finance une partie des espaces publics qui sont aux droits de son opération. Nous sommes dans un cas assez classique mais je tiens à préciser que de cette manière, nous activons des fonds privés pour réparer les espaces de la ville, c'est une procédure particulièrement intéressante.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

3- ZAC Nouveau Saint Roch Agrément de candidature SOGEPROM SUD REALISATIONS - Lot 12

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Nouveau Saint-Roch a été initiée afin de valoriser une friche ferroviaire du centre-ville en réalisant, dans le respect des principes du développement durable, un quartier mixte à vocation dominante d'habitat collectif de qualité (de 1300 à 1500 logements dont 30% environ de logements sociaux) avec des bureaux, des commerces et des équipements publics (parking,...) et privés (hôtels,...) .

Par ailleurs, elle doit également accueillir un parc urbain d'environ 1,2 ha .

Ce nouveau quartier est très bien desservi par les transports publics : gare Saint-Roch, en cours d'extension et de modernisation, 4 lignes de tramways, ...

La Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC Nouveau Saint Roch par délibération du 4 mai 2009 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de SOGEPROM SUD REALISATIONS en vue de la cession de terrains permettant, sur le lot 12 de la ZAC, la réalisation de logements étudiants et de commerces. Il est précisé pour information que les terrains appartenant à la SERM et sur lesquels porte la demande d'agrément ne constituent pas la totalité du terrain d'assiette du lot.

Dénomination du candidat : SOGEPROM SUD REALISATIONS
80 place Ernest Granier
CS 19501
34 960 Montpellier

Localisation : ZAC Nouveau Saint-Roch
Lot 12

Parcelles cadastrées : section EX n°690 partie, 692 partie, 694 partie

**Surface de la partie du lot objet
de la demande d'agrément :** 443 m² (superficie totale du lot 1 042 m²)

Nature du projet : logements étudiants

**SDP envisagée sur la partie du lot objet
de la demande d'agrément :** 1 267,10 m² SDP

SDP maximale autorisée : 1 363 m² SDP

La SERM précise que la candidature de SOGEPROM SUD REALISATIONS prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de SOGEPROM SUD REALISATIONS pour la construction de logements étudiants et de commerces sur le lot 12 de la ZAC Nouveau Saint-Roch ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

4- PAE MULTISITES MARQUEROSE Convention ERDF et la Ville de Montpellier de raccordement pour l'alimentation électrique Autorisation de signer l'Avenant n°1

Le PAE (Programme d'Aménagement d'Ensemble) multisites Marqueroise a été créé par délibération du conseil municipal du 6 novembre 2006, modifié par délibération du conseil municipal du 26 mars 2007 et par délibération du 7 février 2011.

Ce PAE prévoit, en vue de finaliser l'urbanisation du quartier Marqueroise, des travaux d'équipements publics avec l'élargissement et l'aménagement du boulevard Paul Valéry, de la rue Bachelard et d'une partie de la rue Marqueroise ainsi que la création et le renforcement des réseaux humides et secs.

Pour le raccordement des nouvelles constructions au réseau électrique, l'évolution de la législation relative à l'urbanisme (Loi Solidarité Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000, Loi Urbanisme et Habitat du 3 juillet 2003) et à la distribution de l'électricité (Loi de modernisation du service public de l'électricité du 10 février 2000) a conduit à la mise en place d'un nouveau dispositif de financement des créations, extensions et renforcements des réseaux électriques. Les communes sont donc depuis le 1er janvier 2009 placées au centre des décisions en matière de raccordement électrique dans le cadre des autorisations d'urbanisme et doivent participer au financement de ces travaux à hauteur de 60 %, 40 % étant pris en charge par ERDF.

C'est dans ce cadre que la Ville de Montpellier a approuvé par délibération du conseil municipal du 14 décembre 2009 une convention de raccordement pour l'alimentation électrique du PAE multisites Marqueroise avec ERDF. Cette convention, établie sur la base d'une estimation des constructions dans le PAE, a permis de prévoir les modalités techniques et financières de raccordement du secteur dont le montant estimé par ERDF s'élevait pour la Ville à 131 785,98 € TTC.

Depuis 2009, le PAE est entré en phase opérationnelle et les travaux de raccordements électriques des constructions réellement réalisées ont été effectués par ERDF et payés par la Ville pour un montant de 76 481 € TTC, soit un coût inférieur à celui prévu dans la convention précitée (131 785,98 € TTC).

Aujourd'hui, il est nécessaire de réactualiser cette convention au regard des projets en cours et de la nouvelle estimation des constructions à venir dans le PAE Marqueroise. Aussi, il convient d'établir un avenant à la convention initiale qui précise les nouveaux travaux de raccordement à prévoir dans les futurs secteurs d'aménagement du PAE pour un montant de 76 396,75 € TTC.

Le coût global pour la Ville du raccordement électrique du PAE multisites Marqueroise devrait s'élever à 152 877,75 € TTC soit 76 481 € correspondant à la convention initiale et 76 396,75 € à l'avenant n°1.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention jointe en annexe de la délibération entre ERDF et la Ville définissant les nouveaux travaux de raccordement électrique et les conditions financières de leurs réalisations,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à l'urbanisme, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 65

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

5- Foncier Quartier Centre Ancien square Coursindel Déclassement du domaine public communal

La Ville a acquis le 28 juin 1950 auprès de la Société Immobilière de Gestion le terrain d'assiette désormais cadastré IZ 408, situé le long de l'avenue de la Liberté, entre les rues Saint Antoine, Saint Etienne et Pierre Fermaud dans le quartier de Figuerolles, en vue d'y installer initialement un asile de nuit.

Lors de la démolition du bâtiment de l'asile municipal, après son transfert dans le quartier de La Paillade, la Ville a aménagé sur ce site un square public de quartier, le square de l'Abbé Coursindel.

Etant donné l'usage constaté de ce square, il a été décidé après concertation de procéder à sa fermeture et à sa désaffectation, effective depuis le 8 juillet 2012. Depuis lors, la parcelle IZ 408 est en nature de terrain nu, en friche et totalement close.

Un nouveau square public, mieux situé en termes de centralité de quartier, a été aménagé à proximité, rue du Père Bonnet et est désormais ouvert au public.

Dès lors, il paraît intéressant pour la Ville, dans le cadre de sa gestion de patrimoine, de valoriser le terrain d'assiette de l'ancien square de l'Abbé Coursindel en rendant possible sa mutation ultérieure.

En ce sens, il est proposé que ce bien, désaffecté matériellement depuis 2012 mais appartenant toujours formellement au domaine public communal, soit déclassé dans le domaine privé de la Commune.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de déclasser la parcelle cadastrée IZ 408 du domaine public communal pour la transférer dans le domaine privé de la Commune;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Il s'agit de l'échange que nous avons réalisé, entre le square du Père Bonnet à Figuerolles et le square Coursindel toujours à Figuerolles. Le square Coursindel est une enclave. Il faut y construire, sinon, c'est un lieu de non-droit. Pour fabriquer un square équivalent, le square du Père Bonnet, en montant à gauche, ce doit être entre le 49 et le 51 du boulevard Figuerolles, juste en face de la Maisonnée, vous avez là un petit square qui a été créé par la ville et qui compensera l'urbanisation du square Coursindel. Je mets aux voix.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

6- Foncier
Quartier Centre
Ancien square Coursindel
Cession de la parcelle IZ 408 à la SAAM
Concession d'aménagement Grand Cœur

La concession d'aménagement Grand Cœur confiée par la Ville à la SAAM pour la période 2013-2020, prévoit la valorisation dans le cadre d'un programme de logements sociaux, de la parcelle propriété de la Ville cadastrée IZ 408.

D'une contenance de 1191 m², cette parcelle est située en zone urbaine 1U1-1 du PLU et autorise ce type d'opération.

Ce foncier, situé le long de l'avenue de la Liberté, entre les rues Saint Antoine, Saint Etienne et Pierre Fermaud, dans le quartier de Figuerolles, était anciennement occupé par le square de l'Abbé Coursindel, lui-même déplacé rue du Père Bonnet, et a désormais fait l'objet d'une désaffectation puis d'un déclassement du domaine public communal.

Il est proposé par la SAAM d'acquérir ce terrain en vue de l'aménager, puis de le céder à ACM dans le cadre d'un programme de logements sociaux.

Ce programme prévoit la création d'une dizaine de logements accolés pour une surface de plancher développée d'environ 820 m².

La SAAM devra avoir procédé au préalable à l'ensemble des aménagements de réseaux et voirie nécessaires à la réalisation du programme ACM pour un montant prévisionnel de travaux de l'ordre de 70 000 €.

Une servitude de passage public piéton sera conservée en limite Nord du programme entre les rues Saint Etienne et Saint Antoine, en parallèle à l'avenue de la Liberté.

Le prix de vente proposé est de 105 000 € HT, suivant évaluation de France Domaine, étant pris en considération les travaux de voirie et de réseaux à la charge de la SAAM au titre de la concession d'aménagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de procéder à la cession à la SAAM de la parcelle communale cadastrée IZ 408 au prix de 105 000 € HT suivant l'évaluation de France Domaine ;
- de régulariser l'acte de vente en l'étude notariale qui sera désignée par l'acquéreur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document nécessaire à l'exécution de cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

7- Foncier
Elargissement avenue Albert Dubout
Aménagement rue Charles Perrault
Acquisition propriété « NG Promotion – Opération Free Dom »

La société NG Promotion a réalisé une opération immobilière sur la parcelle cadastrée EY 725 d'une contenance de 1 569 m², rue Charles Perrault.

Conformément à l'emplacement réservé C32 du plan local d'urbanisme (PLU), la parcelle nouvellement cadastrée EY 779 (116 m²) a été détachée de l'assiette foncière de la future copropriété afin de permettre l'élargissement de l'avenue Albert Dubout.

D'autre part, la parcelle EY 778 (113 m²) a également été détachée de l'assiette foncière de la future copropriété, pour faciliter la giration des véhicules de collecte des ordures ménagères.

Il est proposé d'acquérir ces deux emprises d'une superficie totale de 229 m² pour en assurer leur gestion. Ces cessions seront réalisées à titre onéreux au prix de 70 €/m², soit 16 030 € (seize mille trente euros) pour 229 m².

Par courrier du 25 août 2014, la société NG Promotion a accepté les conditions de la transaction.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville, sur la ligne « acquisition terrains – nature 2111 – chapitre 908 ».

Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la société NG Promotion.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir les parcelles nouvellement cadastrées EY 778 (113 m²) et EY 779 (116 m²) au prix de 70 €/m², soit un total de 16 030 € (seize mille trente euros) pour une superficie totale de 229 m², afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de l'avenue Albert Dubout correspondant à l'emplacement réservé C 32 du PLU et de permettre la gestion de l'espace de giration des véhicules de collecte des ordures ménagères ;
- de saisir Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

8- Foncier
Quartier Croix d'Argent
Les Jardins d'Anne - lot n° 53
Vente à M. et Mme WEYL

La Ville de Montpellier a acquis à titre gratuit, le 15 janvier 1990, 10 jardins familiaux dans la copropriété « Les Jardins d'Anne », située lieudit Mas Tandon et cadastrée OA 18, en zone agricole A du plan local d'urbanisme (PLU).

Ces lots ont été mis à disposition de particuliers par la Ville dans le cadre de conventions d'occupation précaire.

Cinq lots n°1, 3, 6, 8 et 44, situés dans l'emprise du projet de doublement de l'autoroute A9, ont été vendus à l'Etat le 26 novembre 2012.

Considérant que la Ville n'avait plus d'intérêt particulier à conserver les autres lots dans le patrimoine communal, le Conseil municipal a également accepté de vendre deux lots, n°40 et 67, à leurs occupants respectifs par actes de vente des 26 mars et 23 avril 2012.

La Ville reste à l'heure actuelle propriétaire de trois lots dont deux sont occupés.

M. et Mme WEYL occupent le lot 53 d'une superficie de 454 m², l'utilisent comme jardin et souhaitent désormais s'en rendre propriétaires.

France Domaine a évalué cette parcelle au prix de 8 200 € soit 18 €/m², prix identique aux cessions intervenues pour la vente des lots aux locataires en 2012.

Etant donné que la cession est sollicitée par le locataire actuel du terrain, que son utilisation est conforme à l'usage de jardin partagé, il a été proposé par la Commission des cessions immobilières de la Ville réunie le 9 septembre dernier de ne pas mettre ce bien en vente publique, donnant priorité au locataire occupant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la vente du lot 53 de la copropriété « Les Jardins d'Anne » à M. et Mme WEYL, au prix de 8 200 €, conforme à l'estimation de France Domaine ;
- de confier la rédaction de l'acte de vente à Maître SALLES, notaire des acquéreurs, à Montpellier ;
- d'autoriser le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

9- FONCIER

Restauration de l'ensemble synagoga médiéval de la rue de la Barralerie Acquisition d'une partie de la propriété NUNEZ 2, rue de la Préfecture

La Ville a engagé la mise en valeur de l'ensemble synagoga médiéval de la rue de la Barralerie, classé au titre des monuments historiques, qui constitue un témoignage marquant de l'histoire de Montpellier.

Préalablement à la mise en vente de leur entier appartement situé 2 rue de la Préfecture et cadastré section HR n° 361, Monsieur et Madame Léonardo NUNEZ ont sollicité la Ville sur l'intérêt qu'elle pourrait porter à leur bien.

Dans le cadre du projet de restauration de l'ensemble synagoga médiéval, la seule acquisition de la salle de bains de l'appartement de Monsieur et Madame NUNEZ serait opportune, l'acquisition de l'entier logement ne présentant pas d'intérêt pour la Ville.

Cette salle de bains a été construite en surplomb de la venelle qui longe l'arrière du mikvé, or une des actions du projet de restauration visera à dégager cette venelle historique par démolition des constructions adventices qui ont été édifiées en surplomb de ce passage.

Les propriétaires ont donné leur accord pour céder à la Ville cette partie de leur appartement pour un montant de 22 358 € TTC, conforme à l'évaluation des Services Fiscaux, et pour la prise en charge par la commune des frais de reconstitution d'un équipement similaire dans leur appartement pour un montant de 24 022,93 € TTC, d'après le devis n° 2014/5 établi par l'entreprise MARTIN MULTI TRAVAUX.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à l'acquisition du local à usage de salle de bains propriété des Epoux NUNEZ, situé dans l'immeuble du 2 rue de la Préfecture, à détacher de la parcelle cadastrée section HR 361, pour un montant de 22 358 € TTC, conforme à l'avis des Services Fiscaux ;
- de prendre en charge les frais de reconstitution d'un équipement similaire dans leur appartement pour un montant de 24.022,93 € TTC ;
- de confier la rédaction de l'acte authentique d'acquisition à Maître GRANIER, notaire à Montpellier, désigné par les vendeurs;
- de prélever les crédits nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme "Action foncière" n° 2013I27 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous actes ou documents relatifs à cette affaire et à déposer toutes demandes d'autorisation d'urbanisme nécessaires à la réalisation des travaux à venir.

Monsieur le Maire : La petite synagogue du XI^e siècle prouve la présence de la communauté juive depuis l'origine de la ville dans Montpellier. Elle a fait l'objet de deux campagnes de fouilles par le grand archéologue Christian MARKIEWICZ pour qui nous allons financer cette année la dernière campagne de fouilles qui se fera en 2015 et qui permettra d'exploiter l'ensemble du site archéologique pour ne rien oublier dans ce lieu qui est un lieu particulièrement prisé et mieux connu aujourd'hui à en voir la fréquentation qu'il a eue lors des très belles journées du patrimoine qui ont été organisées dans la ville de Montpellier. Qui demande la parole ?

Michaël DELAFOSSE : Monsieur le Maire, c'est évidemment une très bonne chose. Vous aviez évoqué lors des informations du Conseil en juin, je crois, que vous aviez écrit au Premier Ministre pour envisager le classement de Montpellier au patrimoine mondial de l'Unesco. C'est un des éléments essentiels, comme tout à l'heure vous avez fait référence au patrimoine du XX^e siècle pour Antigone, c'est une très bonne chose également. Où en sommes-nous, que vous a dit le Premier Ministre et comment comptez-vous mettre en œuvre cette démarche ?

Monsieur le Maire : Hier, nous avons voté à l'Agglomération et d'ailleurs, ce serait bien que les élus de la ville assistent au Conseil d'agglomération. Cela leur permettrait d'avoir une vision holistique de la politique générale du secteur. Hier, j'ai annoncé que nous allions classer l'ensemble de l'agglomération comme territoire d'art et d'histoire. Cela recouvrira à la fois le centre-ville mais aussi les lieux emblématiques patrimoniaux de l'Agglo. Que ce soit la cathédrale de Maguelone, le château de Castries, les deux sites archéologiques de Lattara et le Castellans de Murviel les Montpellier, toutes les petites églises romanes du XII^e siècle qui sont des merveilles architecturales avec leur cintre roman, leur faîtage en dents d'engrenage sous les génoises. Nous allons donc demander au Premier Ministre de nous accorder le label « Territoire d'art et d'histoire » et à l'intérieur de ce territoire, nous proposerons certains sites classés à l'Unesco. La déclaration que j'ai faite au Premier Ministre était une déclaration d'intention. Nous passons à l'action avec le Territoire d'art et d'histoire. Qui souhaite s'exprimer ? Je mets aux voix.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

10- Foncier
Acquisition / Elargissement du trottoir
Avenue de Maurin

Propriété "SARL MELQUART"

La société « SARL Melquart » a réalisé une opération immobilière avenue de Maurin sur les parcelles cadastrées ER 119 et 120.

Conformément à l'emplacement réservé C 17 du PLU, la Ville de Montpellier propose d'acquérir les parcelles nouvellement cadastrées ER 502 (10 m²) et ER 504 (9 m²), propriété de SARL MELQART, afin de permettre l'élargissement d'une partie du trottoir devant l'opération, avenue de Maurin.

Cette cession sera réalisée à titre onéreux au prix de 60 €/m², soit un montant total de 1 140 € pour 19 m², montant disponible au budget de la Ville sur la ligne « Acquisition terrain nu ».

La SARL Melquart a donné son accord sur les termes de la transaction.

Il est proposé de saisir le notaire du vendeur, Maître Daudet à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir une emprise de 19 m² cadastrée ER 502 (10 m²) et ER 504 (9 m²), nécessaire aux travaux d'élargissement d'une partie du trottoir situé avenue de Maurin, auprès de SARL Melquart, au prix de 60 €/m², soit un montant total de 1 140 € ;
- de saisir le notaire du vendeur, Maître Daudet, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la ville,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

11 – Foncier Acquisition / Elargissement du trottoir Rue de la Galéra Propriété « Résidence l'Entracte »

Dans le cadre des différents programmes immobiliers qui se sont réalisés angle rue de la Croix de Lavit et rue de la Galéra, la Ville a déjà acquis certaines parcelles pour permettre l'aménagement des espaces publics, notamment une place et des emprises de trottoirs le long de la rue de la Galéra.

La copropriété « Résidence l'Entracte » réalisée sur les parcelles TK 43 et TK 79 a accepté de céder à l'euro symbolique, à la Commune, les emprises nécessaires permettant la poursuite de cet aménagement, à savoir les parcelles nouvellement cadastrées TK 94 (4m²) et TK 95 (12 m²).

L'assemblée générale de copropriétaires en date du 28 mars 2014 a validé cette cession à la Ville, et a donné tous pouvoirs au syndic pour procéder à toutes les formalités nécessaires au transfert de propriété.

Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de la copropriété « Résidence l'Entracte ».

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir à l'euro symbolique les parcelles cadastrées TK 94 (4 m²) et TK 95 (12 m²), afin de permettre la poursuite de l'aménagement d'un trottoir le long de la rue de la Galéra, auprès des copropriétaires représentés par leur syndic ;
- de saisir Maître Vincent CAPELA-LABORDE, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

12- FONCIER

Acquisition / Elargissement du trottoir

Voie Domitienne

Propriété "Monsieur LOMBARDO"

Dans le cadre d'une opération immobilière située Voie Domitienne, la Ville de Montpellier souhaite élargir une partie du trottoir, afin de sécuriser le cheminement piéton au niveau d'un carrefour très dense.

Cet aménagement nécessite l'acquisition foncière d'une emprise d'environ 9 m² à extraire de la parcelle MT 172 propriété de Monsieur Jérémie Lombardo.

Il s'agit d'acquérir la nouvelle parcelle cadastrée MT 525 de 9 m².

Il a été négocié l'acquisition de cette emprise au prix de 60 €/m², ce qui représente un total de 540 € pour 9 m², montant disponible au budget de la Ville sur la ligne « Acquisition terrain nu ».

La Ville aura à sa charge la reconstitution d'une partie du mur de clôture, en retrait. Les travaux seront financés sur la ligne budgétaire « travaux suite PC ».

Monsieur Jérémie Lombardo a donné son accord sur les termes de la transaction.

Il est proposé de saisir le notaire du vendeur, Maître Terrin à Prades le Lez, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir une emprise de 9 m² cadastrée MT 525, nécessaire aux travaux de mise en sécurité piétonne d'un tronçon de trottoir, Voie Domitienne, auprès de Monsieur Lombardo, au prix de 60 €/m² soit un montant total de 540 € ;
- de prendre en charge le coût de la reconstitution de la portion du mur de clôture qui sera édifié en retrait ;
- de saisir le notaire du vendeur, Maître Terrin à Prades le Lez, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

13- FONCIER
Parcelle CE 64 - 55 avenue François Delmas
Vente d'un terrain à bâtir
à la société "Les Nouveaux Constructeurs - Dominium"

Par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2014, la Ville a décidé la mise en vente publique sur cahier des charges d'un terrain à bâtir d'une superficie de 887 m², situé 55 avenue François Delmas et cadastré CE 64, au prix de 450 €/m² de surface de plancher suivant avis de France Domaine, en vue de la réalisation d'un projet de construction de qualité aussi bien sur le plan architectural que de son insertion dans l'environnement.

Le bien a été mis en vente en juillet 2014, après publicité dans la presse et sur le site internet officiel de la Ville.

Treize dossiers ont été retirés et deux propositions d'acquisition ont été déposées.

La commission consultative des cessions immobilières réunie le 9 septembre 2014 a retenu la proposition de la société « Les Nouveaux Constructeurs – Dominium ».

Le programme prévoit la réalisation, sur ce terrain et les parcelles riveraines sous maîtrise foncière du promoteur, d'un immeuble collectif de logements comportant un socle en R+2 et deux attiques en R+4.

Le projet, travaillé par l'architecte Jacques Ferrier, propose une typologie variée de logements, du T2 au T5, visant une clientèle intergénérationnelle d'investisseurs et de propriétaires occupants. En termes de composition, le projet développe un front bâti harmonieusement architecturé en bordure de l'avenue François Delmas, ménageant en cœur d'îlot un jardin à destination des futurs habitants de l'opération.

Les données architecturales et programmatiques développées dans l'offre ne revêtent qu'un caractère prévisionnel et devront être travaillées en détail dans le cadre de l'élaboration du permis de construire.

Le prix proposé est de 450 €/m² de surface de plancher pour une superficie prévisionnelle déclarée de 1 500 m², soit un prix de 675 000 € net vendeur.

Ce prix sera réactualisé à la signature de l'acte de vente définitif au prorata de la surface de plancher réellement autorisée au titre du permis de construire. Cet acte sera réitéré par les parties après l'obtention du permis de construire purgé de tout recours.

Un compromis de vente avec versement d'un dépôt de garantie d'un montant de 12% du prix de vente sera dans un premier temps signé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la vente par la Ville de Montpellier à la société Les Nouveaux Constructeurs – Dominium du terrain à bâtir d'une superficie de 887 m² situé 55 avenue François Delmas et cadastré CE 64, au prix de 675 000 € (six cent soixante quinze mille euros) net vendeur pour une surface de plancher prévisionnelle de 1 500 m², ledit prix devant être réactualisé à la signature de l'acte définitif de vente au prorata de la surface de plancher réellement autorisée au titre du permis de construire ;
- de dire que la vente sera réitérée par acte authentique rédigé par le notaire de l'acquéreur à ses frais ;
- d'autoriser la Ville à faire recette du montant de cette vente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

Révision du décret de création Consultation des collectivités

Par ordonnance du 8 septembre 2011, les articles du code de l'urbanisme (L.321-1 à L.321-28 et R.321-1 à R.3321-22) régissant les établissements publics d'aménagement (EPA) et les établissements publics fonciers (EPF) ont été modifiés afin de mieux distinguer le régime juridique qui leur est applicable, en précisant leurs compétences, leurs missions et en rénovant leur mode de gouvernance.

Ces dispositions visent principalement à harmoniser les statuts de l'ensemble des établissements et, en particulier pour les plus anciens :

- à clarifier et sécuriser le droit applicable aux EPF,
- à préciser le rôle de l'Etat dans leur gouvernance, avec notamment la prise en compte de ses orientations stratégiques dans le programme pluriannuel d'intervention (PPI) de chaque établissement et la présence de représentants au sein de leur conseil d'administration,
- à recentrer leur action sur un objectif prioritaire - la production de logements - tout en luttant contre l'étalement urbain.

Le décret n°2008-670 du 2 juillet 2008 portant création de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR) doit donc être modifié en conséquence.

L'aboutissement de ce nouveau décret nécessite, en préalable, la consultation pour avis du conseil régional, des conseils généraux, des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre compétents en matière de plan local d'urbanisme (PLU), ainsi que des communes de plus de 20 000 habitants non membres de tels établissements.

Dans le cadre de cette procédure, suite à la demande du 9 septembre 2013 de Monsieur le préfet de région, la Ville avait émis un avis favorable tacite au projet de décret.

La Ville est à nouveau sollicitée par le Préfet, par courrier du 6 août 2014, afin de donner son avis sur deux nouvelles modifications substantielles au projet de décret précédemment soumis en septembre 2013 :

- D'une part, l'obligation de garantie par les collectivités des emprunts contractés par l'EPF a été supprimée, dans l'article qui concerne les ressources de l'établissement. En contrepartie, l'article 2 du décret a été modifié, son deuxième alinéa a été complété par la phrase suivante :

"Pour les opérations passées pour le compte des collectivités territoriales, de leurs groupements, ou de leurs établissements publics, ces conventions prévoient obligatoirement le rachat des biens dans un délai déterminé et, le cas échéant, la garantie de l'emprunt souscrit."

La mention de l'obligation de rachat des biens dans les conventions figure donc maintenant explicitement dans le projet de décret et la garantie d'emprunt devient négociable.

- D'autre part, l'article 4-1 du projet de décret précise désormais que les filiales et prises de participation dans lesquelles un EPF détiendrait plus de la moitié du capital seront soumises au contrôle économique et financier en application de l'article 23 du décret n° 55-733 du 26 mai 1955.

Dans le cadre de conventions opérationnelles, la Ville de Montpellier a confié trois missions d'acquisitions foncières à l'EPF-LR afin de s'assurer la maîtrise foncière de trois secteurs en vue de leur urbanisation future :

- convention opérationnelle "La Baume" signée le 24 février 2011,
- convention opérationnelle "Les Grèzes" signée le 22 septembre 2011,
- convention opérationnelle "ZAC du Coteau" signée le 3 mai 2011.

Les modifications apportées au projet du décret de création de l'EPF-LR ne sont pas de nature à affecter les missions et engagements pris respectivement par cet établissement et la Ville dans les conventions actuelles et vont dans le sens de la souplesse contractuelle et du renforcement de la transparence du contrôle de l'action publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable aux deux modifications introduites dans le projet de révision du décret portant création de l'établissement public foncier du Languedoc-Roussillon proposées par courrier de Monsieur le Préfet de Région le 6 août 2014 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Stéphanie JANNIN : L'établissement public foncier EPF est un établissement qui fait du portage foncier pour les collectivités dans le cadre des opérations d'aménagement. L'EPF a une antenne dans chaque région. Donc, nous agissons évidemment avec l'EPF Languedoc-Roussillon. L'EPF national a décidé d'harmoniser ses statuts indiquant qu'il doit maintenant y avoir obligatoirement un engagement de la part de la collectivité de racheter, à l'issue du portage, les terrains qui ont été portés. Il s'agit d'une pratique qui avait déjà lieu en Languedoc-Roussillon et qui faisait déjà partie des statuts de l'EPF Languedoc-Roussillon. Donc, pour nous, aucun changement si ce n'est l'obligation réglementaire de passer ce principe en Conseil municipal. D'autre part, l'EPF inscrit que les filiales et prises de participation dans lesquelles un EPF détient plus de la moitié du capital, seront soumises au contrôle économique et financier, en application de l'article 23, etc. C'est un objectif de transparence financière auquel nous ne pouvons être que favorables.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

15- Zones d'aménagement concerté Garosud et Garosud Extension

Bassins de rétention

Echange à l'euro symbolique de terrains avec la SERM

Modification des emprises

La Ville de Montpellier est propriétaire de terrains situés lieudit Mas de Tandon, dans la ZAC Garosud extension et dans l'emprise de réalisation des bassins de rétention du Rieucoulon, sous maîtrise d'ouvrage SERM pour le compte de la Communauté d'Agglomération.

La SERM est propriétaire de terrains situés avenue de Maurin dans la ZAC Garosud et dans l'emprise de réalisation des bassins de rétention de Combemale à réaliser sous maîtrise d'ouvrage communale.

Compte tenu de l'intérêt général que présentent les installations destinées à la lutte contre l'inondation, la SERM et la Ville sont convenues de procéder à un échange à l'euro symbolique des terrains concernés.

Ledit échange a été approuvé par délibération du Conseil municipal du 1^{er} octobre 2012, sur la base du parcellaire suivant :

Terrains appartenant à la Ville à céder à la SERM: Parcelles OB 18 (1 917 m²) et OB 20 (8 621 m²).

Terrains appartenant à la SERM à céder à la Ville: Parcelles OK 4 (5 299 m²), OK 5 (10 048 m²), OK 133 (19 701 m²) et OL 69 (6 626 m²).

Ultérieurement à la délibération du Conseil municipal du 1^{er} octobre 2012 précitée, les emprises foncières concernées ont dû évoluer afin de permettre le déplacement de l'aire de stockage des matériaux des services techniques municipaux, provisoirement aménagée sur une parcelle destinée à être commercialisée. Ladite aire de stockage a été réaménagée en partie sur la parcelle OB 20 (propriété Ville) et la parcelle OB 19 (propriété SERM).

Il convient donc de prendre une nouvelle délibération afin de valider la modification des emprises échangées entre la Ville et la SERM, dans la mesure où l'emprise cédée à la SERM par la Ville sur la parcelle OB 20 est désormais réduite, et la Ville devant acquérir en sus une partie de la parcelle OB 19, non comprise dans le périmètre initial et propriété de la SERM.

Le parcellaire concerné appartenant à la Ville à céder à la SERM est désormais le suivant :
Parcelles OB 18 (1917 m²) et OB 20p (7 202 m²).

Le parcellaire appartenant à la SERM à céder à la Ville est désormais le suivant :
Parcelles OK 4 (5 299 m²), OK 5 (10 048 m²), OK 133 (19 701 m²), OL 69 (6 626 m²), OB 19p (229 m²).

Les services fiscaux ont confirmé leur accord sur les termes de cet échange à l'euro symbolique le 9 juillet 2014.

Les travaux d'aménagement des bassins de la ZAC Garosud extension sous maîtrise d'ouvrage de la SERM doivent être lancés fin 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'échange à l'euro symbolique entre les parcelles propriété de la Ville, cadastrées OB 18 (1 917m²) et OB 20p (7 202 m²) et les parcelles propriété de la SERM cadastrées OK 4 (5 299 m²), OK5 (10 048 m²), OK 133 (19 701 m²), OL 69 (6 626 m²), OB 19p (229 m²) ;
- de confier la rédaction de l'acte authentique au notaire mandaté par la SERM sur la ZAC Garosud extension ;
- d'autoriser le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Donnez-nous un petit aperçu de cela, Mme JANNIN car ce sont des ouvrages hydrauliques qui permettent l'écrtage des crues.

Stéphanie JANNIN : J'ai un plan ici mais je suppose que tout le monde ne pourra pas le voir. En fait, il s'agit de la zone Garosud sur laquelle nous faisons un échange à l'euro symbolique entre des terrains qui appartiennent à la SERM et des terrains qui appartiennent à la Ville, de façon à ce que chacun puisse régler ces questions hydrauliques sur des terrains plus favorables au niveau géographique et qui correspondent aux opérations que portent les uns et les autres.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 3

Ne prennent pas part au vote : 5

>Les administrateurs de la SERM : Madame MIRALLES, Messieurs LEVITA, KRZYZANSKI, PALAU et TORTORICI.

Adopté à l'unanimité.

16- Mise en vente de l'immeuble situé 18 rue du Bassin

Au terme d'une procédure de bien vacant et sans maître fondée sur les articles L 1123-1 et L1123-3 du code général de la propriété des personnes publiques, la Ville a incorporé dans le domaine privé communal un

immeuble situé 18 rue du Bassin, cadastré LM 57, constitué d'une maison avec jardin à réhabiliter, d'une surface utile d'environ 140 m², dont 70 m² habitables sur une parcelle de 225 m².

Considérant que ce bien, compte tenu de sa superficie et sa configuration ne peut être aménagé en vue d'être affecté à un équipement public, le Conseil municipal, par délibération en date du 17 février 2014, a autorisé la Ville à procéder à la mise en vente publique de cet immeuble, situé en zone 1U1-4fw du plan local d'urbanisme et comprise dans un périmètre de protection des monuments historiques.

France Domaine ayant évalué la propriété au prix de 70 000 € (+ ou – 20%), le prix plancher de la mise en vente a été fixé à 85 000 € HT.

Les modalités de mise en vente retenues étaient les suivantes :

- Insertion d'un avis de publicité dans la presse locale et sur le site internet de la Ville,
- Envoi d'un courrier d'information à la Chambre des notaires,
- Remise d'un cahier des charges de cession aux intéressés comportant l'obligation d'acquérir le bien en vue de la réhabilitation du bâti et du maintien de la fonction résidentielle.

Les critères de sélection de l'acquéreur proposés étaient les suivants :

- Qualité du projet envisagé eu égard aux règles d'urbanisme et à son insertion dans l'environnement spécifique du secteur lié à la proximité de l'église de Celleneuve (6 points)
- Solvabilité et garanties bancaires apportées (2 points)
- Prix de vente proposé (2 points)

A l'issue de la procédure, aucune offre d'acquisition n'a été proposée, compte tenu du coût prévisionnel des travaux de réhabilitation et de réaménagement des espaces intérieurs de conception vétuste, du fait de la covisibilité avec le monument historique de l'église de Celleneuve qui engendre des surcoûts de travaux conséquents selon dires d'architecte communiqués lors de la première mise en vente.

Il paraît donc opportun de procéder à une nouvelle mise en vente publique, selon les modalités de publicité et de sélection des offres retenues lors de la première procédure, avec diminution du prix, conformément à l'avis de la Commission consultative des cessions immobilières qui s'est réunie le 18 juin 2014.

Il est proposé de fixer le prix plancher de mise en vente à 56 000 € HT soit 70 000 € moins la marge de négociation des Domaines de 20 %, les candidats étant libres de proposer un prix supérieur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la mise en vente publique de l'immeuble cadastré LM 57, situé 18 rue du Bassin, selon les modalités de publicité et de sélection des offres décrites ci-dessus, au prix plancher de 56 000 € HT conforme à l'évaluation réalisée par France Domaine le 16 janvier 2014,
- D'autoriser le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à ce dossier.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

17- DROIT DE PREEMPTION

Préemption de la propriété CODISUD

396, rue Paul Rimbaud

Convention Ville /

**Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
(ACM)**

Par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006, le droit de préemption urbain a été instauré sur le territoire communal.

Dans ce cadre, une déclaration d'intention d'aliéner a été notifiée à la Ville le 24 juillet 2014 par Maître CABANIS, notaire à MARSILLARGUES (34), concernant la vente d'un immeuble propriété de la Société CODISUD, sis 396 rue Paul Rimbaud, cadastré section MS 67, pour un montant de 1 750 000 € dont 70 000 € de frais d'agence.

La Ville a été sollicitée par l'Office public de l'habitat de la Communauté d'agglomération de Montpellier (ACM) en vue d'exercer le droit de préemption sur cette vente.

ACM envisage d'y réaliser une résidence sociale, après rénovation et mise aux normes de l'ensemble des appartements.

La préemption a été effectuée au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, conformément à l'avis délivré par les Services Fiscaux.

Le prix de vente raisonnable de cet ensemble immobilier et les loyers versés par les locataires commerçants au titre de deux baux commerciaux permettent d'équilibrer une opération de logement social.

La Ville a exercé son droit de préemption par décision n° 2014/0318 au prix de 1 750 000 €, frais d'agence compris.

Une convention est en conséquence nécessaire entre la Ville et ACM pour que ce dernier agisse en qualité de tiers payeur à l'acte d'acquisition initial et qu'il se porte acquéreur en "*deuxième main*" du bien.

La rédaction des actes authentiques, acte d'acquisition par la Ville et acte de revente immédiat à ACM, sera confiée à Maître CABANIS, notaire à MARSILLARGUES (34), rédacteur de la déclaration d'intention d'aliéner, en participation avec l'office notarial de Maître BONNARY, désigné par ACM, notaire à MONTPELLIER (34), et l'ensemble des frais relatifs à cette affaire seront pris en charge par ACM.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter la convention entre la Ville et ACM prévoyant l'acquisition de l'immeuble "Le Cévenol", sis 396 rue Paul Rimbaud, cadastré section MS 67, pour un montant de 1 750 000 €, frais en sus, acquisition qu'ACM financera intégralement en qualité de tiers-payeur à l'acte de vente entre la Ville et la Société CODISUD ;
- d'accepter dans un second temps la cession à titre gratuit de ce bien au profit d'ACM, opérant compensation entre le prix payé par ACM en qualité de tiers-payeur à l'acquisition par la Ville et le prix de vente à ACM par la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer l'ensemble des actes et documents nécessaires à l'exécution de cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

**18- Délégation de service public
Fourrière automobile
Avenant n°3**

Modification tarifs 2014

Par délibération du 07 novembre 2011, le conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile. La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service par convention de Délégation de Service Public pour une durée de six ans à compter du 1^{er} janvier 2012.

La convention de délégation précise dans son article 46 que les tarifs de fourrière sont fixés sur la base de l'arrêté interministériel du 2 avril 2010 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles. En cas de nouvel arrêté interministériel, il est prévu que les tarifs seront modifiés en conséquence.

Par délibération en date du 29 mai 2012, un avenant n°1 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles. Par délibération en date du 22 juillet 2013, un avenant n°2 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 21 mai 2013 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

La présente délibération a pour objet la passation d'un avenant n°3 suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 26 juin 2014 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles afin d'actualiser les tarifs fourrière 2014.

La revalorisation des tarifs réglementés, proposé par cet arrêté, concernent les frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières :

Frais d'enlèvement : ancien tarif 115,10 € / nouveau tarif 116,56 €

Frais de garde journalière : ancien tarif 6,10 € / nouveau tarif 6,18 €

Les nouveaux tarifs seront applicables à compter de la notification de l'avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°3 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière municipale, tel qu'annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer cet avenant n°3 ainsi que tous les documents se rapportant à cette affaire.

Pour : 62

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

19- Ajustement des projets d'activités périscolaires portés par des associations

Par délibération du 24 Juillet 2014 le conseil municipal a voté l'attribution de subventions pour 145 projets associatifs visant à l'organisation d'activités périscolaires. Il convient de réaliser des ajustements.

1) Annulations de subventions

Lors de la mise en place des ateliers à la rentrée scolaire, certains projets ne seront pas réalisés, ce qui justifie les annulations suivantes :

Code	Nom structure	Titre projet	Montant
2265	ASSOCIATION CULTURELLE DES	DECOUVERTE DES INSTRUMENTS	21 000 €

	BERBERES DE KABYLIE	DE MUSIQUE A CORDES PINCEES	
5095	LES CHIENS ANDALOUS	PROJET D'EDUCATION A L'IMAGE CINEMA	6 700 €
3461	CONVERGENCES 34	SOUTIEN A LA SCOLARITE ET DEVELOPPEMENT DES CENTRES D'INTERETS DE L'ENFANT - CROIX D'ARGENT	880 €
	YAPAD'LEZ'ARTS	CONTES A ECOUTER ET A PARLER	4 200 €
474	ASSOCIATION LA GERBE	PROPOSITION D'ANIMATIONS POUR TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRE	45 900 €
6049	CELLULE ARTISTIK'	PREMIER PAS DANS L'ART A L'ECOLE PRIMAIRE	10 300 €
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	LA LUDOTHEQUE A L'ECOLE	7 000 €

2) Attributions de subventions

Afin de compenser les projets qui ne seront pas réalisés, il est proposé l'attribution de nouvelles subventions comme suit :

Code	Nom structure	Titre projet	Montant
	YAPAD'LEZ'ARTS	CONTES A ECOUTER ET A PARLER	300 €
474	ASSOCIATION LA GERBE	PROPOSITION D'ANIMATIONS POUR TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRE	29 000 €
6049	CELLULE ARTISTIK'	PREMIER PAS DANS L'ART A L'ECOLE PRIMAIRE	1 360 €
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	LA LUDOTHEQUE A L'ECOLE	3 500 €
5988	LES FILMS DE LA CRIEE	INITIATION A LA PHOTO ET JEUX AUTOUR DE L'IMAGE	5 950 €
1531	LECTURA E OC	LECTURA E OC	1 500 €
	EDUQUER CREER DIVERTIR CULTIVER ECDC	ARCADEMIE	8 000 €
5371	LA COMPAGNIE RIBOSOME	THEATRE RE-CREATIF ET CORPOREL - INITIATION AU THEATRE CORPOREL ET VOCAL	3 000 €
5844	LES DES-CALES : CLUB ASSOCIATIF LUDO-ENVIRONNEMENTAL	DECOUVERTE ET CREATION DE JEU A VOCATION EDUCATIVE	1 000 €
5844	LES DES-CALES : CLUB ASSOCIATIF LUDO-ENVIRONNEMENTAL	EVEIL ET EDUCATION PAR LE JEU DE SOCIETE	1 800 €
	TCHOUTCHAK COMPAGNIE	INITIATION THEATRE	5 000 €
5775	STEELDRUM - LANGUEDOC	PERCUSSIONS DU MONDE, CHANTS, CONTES ET DANSES TRADITIONNELS	1 700 €
1783	OCTOPUS EXPRESSION	ATELIER THÉÂTRE PATRIMOINES	5 600 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	THEATRE CITOYEN	1 250 €
5554	COMPAGNIE THEATRE DU SUD	PROJET DE THEATRE DANS LE CADRE DE LA REUSSITE EDUCATIVE	10 000 €
5537	MOM'ART FACTORY	LES COULISSES D'UN TOURNAGE	2 350 €
5537	MOM'ART FACTORY	MON ATELIER SURREALISTE	2 750 €
5537	MOM'ART FACTORY	LA MUSIQUE PAS A PAS	1 000 €
5537	MOM'ART FACTORY	HISTOIRES D'ICI ET D'AILLEURS	400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, fonction 922

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider des modifications et des affectations de subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ;
- De prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2014 sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Isabelle MARSALA : Il s'est avéré que certaines associations qui ont été recrutées sur les temps du TAP ne pouvaient pas assurer leur mission. Cela était dû à une mauvaise compréhension du dossier ou un changement de structure de leur association. Donc, elles se sont désistées et nous avons trouvé d'autres associations pour prendre leur place à peu près à somme égale et sur les mêmes temps de travail. Nous avons gardé de toute façon un certain nombre d'associations dans notre pool qui nous permettront de pallier ce genre de problème qui peut arriver tout au long de l'année. C'est le premier cas.

Monsieur le Maire : Merci Isabelle MARSALA. Merci également à M. DAYRE, M. PONS de VINCENT et à toute l'administration municipale du service de l'éducation pour le bon résultat, même si cela accroche un peu ici ou là. C'est un très bon résultat néanmoins.

Clare HART : Sur le plan national, dans les milieux associatifs actuellement, il y a quelques soucis sur l'accès des enfants en situation de handicap aux activités périscolaires. Il faut donc faire très attention car les associations, les Paralysés de France, etc. sont en train d'aller vers le Défenseur des Droits pour signaler cela. En fait, il s'agit d'une question d'accès après l'école. À un moment donné, les AVS et les ASH ne prennent plus en charge parce que cela dépend directement de la Préfecture. Cela passe donc entre les mains des collectivités et ces enfants risquent l'exclusion de ces activités périscolaires car ils ne sont pas accompagnés dans les activités diverses et variées qui leur sont proposées. Donc, sur le plan national, il y a déjà eu quelques signalements auprès du Défenseur des Droits. Il est nécessaire de faire attention localement afin de ne pas nous retrouver dans cette situation.

Isabelle MARSALA : Nous sommes mis à l'abri de ce genre de problème car nous avons travaillé en amont surtout avec des associations de sports qui pouvaient intégrer des enfants handicapés. Donc, cela a bien été prévu en amont. Le seul problème qui restait en suspens était sur des classes CLIS qui avaient du mal à s'intégrer sur cet horaire dans la mesure où ce sont des enfants qui sont récupérés très souvent en système ambulance, à l'heure où les activités devraient commencer. Nous avons opté pour la politique suivante : intégrer aux activités tous les enfants avec lesquels c'était possible, comme les autres enfants, avec des animateurs particuliers qui sont sur ce projet.

Pour : 62

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

M. MAJDOUL sort définitivement de séance.

20- Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon D.R.A.C. dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (P.L.E.A.C.) - (Offres Culturelles 2014)

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative et du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle, la Ville de Montpellier s'engage à promouvoir la mise en place d'activités éducatives culturelles dans le temps scolaire en partenariat avec la Direction Académique (DA) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Cette démarche concertée dans le domaine de l'éducation artistique et de la culture scientifique vise à garantir la qualité des intervenants et la pertinence de leurs apports, en articulation avec le programme scolaire et les priorités éducatives, ainsi qu'une juste répartition des actions sur les écoles et les quartiers.

Pour 2014, dans le cadre de cette démarche concertée, la DRAC propose à la Ville de Montpellier l'attribution d'une subvention représentant sa contribution à l'ensemble des actions culturelles proposées par les écoles de la Ville de Montpellier. La Ville de Montpellier s'engage à reverser aux associations porteuses des projets des écoles, en plus de sa propre participation, la part attribuée par la DRAC.

Pour aider les écoles à mener à bien leurs projets, les subventions Offres Culturelles ont été votées sur le budget 2014 de la Ville pour un montant global de 57 892 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon, au titre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC), année scolaire 2014/2015, pour un montant de 18 900€,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Isabelle MARSALA : C'est une chose classique qui est renouvelée chaque année. Dans le cadre de la réussite éducative de la Ville, nous avons une convention avec la DRAC qui nous aide, d'une part à situer la pertinence des associations culturelles et d'autre part, à budgétiser les offres culturelles. Il s'agit d'un livret que nous remettons à toutes les écoles, en acceptation avec le rectorat, pour leur présenter les possibilités d'intervention dans le cadre scolaire, en temps scolaire, d'associations éducatives. Je ne sais pas si j'ai été très claire. Je reprends : nous recevons des associations, nous les aidons à regarder celles qui sont les plus pertinentes au niveau éducatif, nous en formons un catalogue que nous proposons au rectorat qui le propose à son tour aux écoles. Ces dernières peuvent choisir dans ce catalogue d'associations, ce qui peut correspondre à leurs projets pédagogiques sur le terrain.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**21- Classes à horaires aménagés musique : Convention Ville de Montpellier,
Communauté d'Agglomération et Direction Académique de l'Hérault
Avenant Année scolaire 2014/2015**

Écoles Gambetta et Auguste Comte

Dans le cadre d'un partenariat entre la Ville de Montpellier et la Direction Académique de l'Hérault, il avait été convenu en juin 2010 d'un réaménagement des classes à horaires aménagés musique dans les écoles Gambetta et Auguste Comte.

Les classes CHAM sont conçues et organisées en partenariat avec le Conservatoire Régional de l'Agglomération de Montpellier, l'enseignement musical est intégré dans le temps consacré à l'enseignement général afin de renforcer et de développer la capacité d'expression et de création des élèves. Une convention de partenariat entre la Ville, la Communauté d'Agglomération et l'Education Nationale a été rédigée pour préciser l'organisation pratique de ces classes.

Ainsi, il est convenu le dispositif suivant :

- la Direction Académique garantit le fonctionnement pédagogique et délègue aux directeurs des écoles susnommées la responsabilité des élèves du cursus CHAM,
- le dispositif des classes CHAM est prévu pour les élèves à partir du CE1 après inscription,
- ces inscriptions sont réalisées par la Ville de Montpellier sur le secteur commun à ces deux écoles et la répartition des élèves est réalisée en concertation avec les directeurs des deux écoles, la Ville de Montpellier et la Direction Académique.

Conditions d'admission dans le cursus CHAM :

- les classes CHAM sont ouvertes à partir du CE1 à tous les élèves domiciliés dans l'agglomération de Montpellier par la diffusion d'une large information,
- les modalités d'accompagnement des élèves pour les trajets AR entre les écoles et le Conservatoire sont définies ainsi que les responsabilités respectives.

Pour l'année scolaire 2014-2015, un avenant précise les modalités d'accompagnement des élèves :

- les responsabilités lors des déplacements des élèves
- le personnel effectuant les déplacements est composé d'un enseignant et deux animateurs de la Ville sur le trajet entre l'école Auguste Comte et le Conservatoire à 13h30 et d'un enseignant et trois animateurs de la Ville entre l'école Gambetta et le Conservatoire à 13h30
- les animateurs sont proposés et rémunérés par la Ville de Montpellier. Sur le temps hors scolaire d'accompagnement des élèves, les enseignants sont rémunérés par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser la signature de la convention et de l'avenant entre l'Académie de Montpellier, la Communauté d'Agglomération et la Ville de Montpellier
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Isabelle MARSALA : Les classes CHAM sont des classes particulières que nous avons positionnées sur deux écoles de Montpellier au sein desquelles l'enseignement est lié avec l'enseignement rectorat sur des temps musique avec le conservatoire. Cela demande une convention particulière car il y a des horaires aménagés, déplacement des enfants, recrutement d'un personnel particulier. Nous renouvelons cette expérience qui s'est avérée très favorable permettant une mixité dans les écoles concernées.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

22- Avenant n°2 au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014

Par délibération du 16 décembre 2011, le Conseil Municipal a autorisé la signature du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) entre la Ville et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2014. Par délibération du 16 décembre 2013, le Conseil Municipal a autorisé la signature d'un premier avenant au CEJ pour intégrer des nouveaux projets et poursuivre la politique du développement de l'offre d'accueil sur le territoire Montpelliérain.

➤ **Pour le Volet Enfance**

Le Contrat Enfance Jeunesse prévoyait la création de 211 places dans les établissements municipaux, 84 places associatives et 9 réservations de berceaux. Le premier avenant au CEJ 2011-2014 a notamment permis d'augmenter l'offre d'accueil de 36 nouvelles places associatives.

D'ici l'échéance du contrat, des nouvelles actions, retenues par la Ville et la CAF, vont être créées. Elles doivent faire l'objet d'un deuxième avenant au Contrat Enfance Jeunesse afin de bénéficier du financement municipal qui s'opère soit sous la forme d'une prestation de service d'un montant de 1,70 € par heure facturée, soit d'une prestation forfaitaire déterminée.

Ces nouvelles actions sont :

- **Projet SAFI – Adages : création de 4 places**

Ce projet de création de 4 places au sein d'une crèche familiale, gérée par Adages, permettra d'accueillir des enfants dont les familles sont en insertion professionnelle et sociale. L'action consiste à accueillir les enfants pendant une durée temporaire de 3 mois, renouvelable une fois, le temps de trouver un mode d'accueil en crèche collective. La Ville participe au fonctionnement des 4 places sous la forme de prestation de service horaire ainsi qu'au financement d'un poste de coordination sous la forme d'une prestation forfaitaire actualisée annuellement.

- **Création du Lieu d'Accueil Enfant Parent (LAEP) la Pompignane - Association Cité Famille**

Création d'un Lieu d'Accueil Enfant Parent dans le quartier Pompignane (action de soutien à la parentalité) dont l'ouverture est prévue en octobre 2014. L'association occupera les locaux Manuel PAZOS, mis à disposition par la Ville, 3 heures par semaine. La Ville participe au financement de cette action sous la forme d'une prestation forfaitaire annuelle forfaitaire actualisée annuellement.

- **Extension du multi-accueil « Ginkgo Biloba » - ALPJ : création de 2 places**

L'Association Languedocienne Pour la Jeunesse souhaite augmenter sa capacité d'accueil de 2 places supplémentaires en horaires classiques au sein de la crèche collective Ginkgo Biloba (36 à 38 places au total). L'association a déjà reçu un avis favorable de la PMI pour l'ouverture de ces 2 places supplémentaires. Afin d'augmenter leur taux d'occupation, l'association a fermé les places en horaires atypiques à partir du 01/09/2014.

➤ Pour le Volet Jeunesse

Dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse, la Ville de Montpellier, en partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, s'est engagée à poursuivre son effort en faveur des Accueils de Loisirs Sans Hébergements (ALSH). La modification des rythmes scolaires et la scolarisation des mercredis matins entraînent une forte demande de places maternelles et élémentaires en ALSH.

En conséquence, il est proposé la création de 104 places maternelles et 97 places élémentaires par l'extension de l'offre d'associations gestionnaires et de l'offre municipale. Ces 201 places s'ajoutent aux 2 719 existantes et se répartissent de la façon suivante :

TRANSFERT :

- Transfert de 20 places du secteur Mosson vers le secteur Croix d'Argent : avec le maintien de l'ALSH associatif des FRANCAS sur le secteur de la Mosson, il est proposé le transfert de 20 places ouvertes sur ce quartier vers le quartier de la Croix d'Argent au regard de la forte demande de ce secteur. Ces places augmenteront l'offre associative sur ce quartier du gestionnaire UFOLEP.
- Transfert de 25 places gérées par l'association Espace Parallèle à l'association MUC Vacances. Ces places, issues de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement géré par l'association Espace Parallèle sur le secteur Port Marianne, n'ont plus lieu d'être, compte tenu de la fermeture de la structure. Il convient donc d'attribuer les 25 places conventionnées à l'association MUC

Vacances qui souhaite développer son action sur ce secteur, dans les locaux du groupe scolaire Blaise Pascal.

CREATIONS :

Secteur Port Marianne :

- MUC Vacances 25 places élémentaires

Secteur Centre

- Vacances Evasion 32 places maternelles
- ALSH Municipal 8 places maternelles

Secteur Croix d'Argent

- UFOLEP 32 places maternelles
36 places élémentaires

Secteur Cévennes

- FRANCAS 32 places maternelles
36 places élémentaires

Le financement municipal se fait sous la forme de prestations de service d'un montant de 3.05€ par journée enfant pour les maternelles et de 2.29 € par journée enfant pour les élémentaires.

Que ce soit pour le Volet Enfance ou pour le Volet Jeunesse, les modalités de ce financement municipal, dont le principe et le contenu ainsi que les obligations des associations gestionnaires, sont prévus par le CEJ, sont également précisées pour chaque association par une convention signée entre la Ville et l'Association.

Afin d'assurer le financement des nouvelles places créées, il convient d'établir une convention de partenariat pour les nouveaux projets ou un avenant à la convention pour les projets existants. Comme pour le CEJ, son avenant permet à la Ville de percevoir une participation financière de la CAF à hauteur de 55% pour le financement municipal de ces nouvelles places.

Après examen, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter le principe de la signature d'un deuxième avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014, sous réserve de la participation financière de la CAF telle que citée ci dessus ;
- d'approuver les termes des conventions de partenariats et des avenants qui prévoient les modalités de financement de ces actions ;
- de prévoir le financement municipal des nouvelles places associatives, créées au titre de l'avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014;
- d'autoriser le transfert et la création des places et la modification de conventionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Annie YAGUE : Monsieur le Maire, chers collègues. Dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse, nous avons trois nouvelles actions qui seront ajoutées. Le projet SAFI, la création d'un lieu d'accueil enfants-parents qui est un travail particulier sur la parentalité et une troisième aide à l'extension du multi-accueil Ginkgo Biloba avec une création de deux places.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**23- Crèche Joséphine Baker
Délégation de Service Public
Délibération de principe**

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil Municipal a programmé la construction de la crèche Joséphine Baker, établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial, dans le quartier Ovalie.

En date du 7 février 2011, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la gestion de la crèche Joséphine Baker dans le cadre d'une délégation de service public. Le recours à la délégation de service public pour la gestion de la crèche Joséphine Baker a été une solution permettant en effet d'offrir des places d'accueil aux familles de ce quartier en pleine croissance démographique, tout en conservant une maîtrise publique de ce service par la collectivité. A l'issue de la procédure de désignation du futur délégataire, le Conseil Municipal a confié par convention le 26 mars 2012 la gestion de la crèche Joséphine Baker à la Mutualité Française de l'Hérault pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} septembre 2012.

Cette convention de délégation de service public arrivant à son terme le 31 août 2015, il a été engagé une nouvelle réflexion sur le choix du mode de gestion à adopter à partir du 1^{er} septembre 2015.

En s'appuyant sur l'expérience récente de gestion déléguée de la crèche Joséphine Baker, ces deux années de délégation ont mis en évidence les avantages suivants :

- Réponse à un besoin d'accueil important sur ce quartier sans la contrainte liée au recrutement du personnel qualifié souvent très difficile à trouver sur le territoire.
- Intérêt économique : les exigences réglementaires imposées par la CAF et la Direction de la Protection Maternelle Infantile et de la Santé (DPMIS) génèrent des coûts en constante augmentation : fourniture des repas et des couches, réalisation des contrôles de sécurité et sanitaires obligatoires (sécurité incendie, analyse de la qualité nutritionnelle, de l'air ...) qui se répercutent sur les 32 établissements d'accueil que gère déjà en direct la Ville.

Par une approche contractuelle, analyse et négociation en début de convention, le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise des coûts (participation de la Ville assise sur la fréquentation horaire des enfants dont le montant est déterminé sur toute la durée de la convention).

- Echanges et retour d'expériences entre une structure spécialisée et la coordination « Petite Enfance » de la Ville : des échanges réguliers sur les différentes pratiques telles que l'accueil des enfants, les relations avec les familles ou encore le partage des projets pédagogiques, ont pu être mis en place pour établir une égalité de traitement des enfants dans tous les établissements de la ville.

Compte tenu de ces avantages, il est proposé de renouveler la gestion en Délégation de Service Public pour cette crèche.

Conformément à l'article L1411-4 du C.G.C.T, la Commission Consultative des Services Publics Locaux a été consultée sur ce projet de gestion déléguée ainsi que le Comité Technique Paritaire.

Le Conseil Municipal, aux termes de la loi, doit maintenant se prononcer sur le principe du renouvellement de cette délégation, dont les grandes lignes sont définies ci-après et précisées dans le rapport de présentation joint en annexe.

- Le service sera exploité par voie d'affermage, avec un contrat conclu pour une durée de 6 ans, à compter du 1^{er} septembre 2015.
- Le délégataire versera à la Ville une redevance pour le loyer correspondant aux locaux qu'elle met à sa disposition. Le délégataire assurera l'entretien et la maintenance des locaux et des équipements ainsi mis à sa disposition, dans le respect des normes de sécurité et d'accessibilité.
- Le délégataire gèrera la mission de service public qui lui sera confiée sous sa responsabilité et à ses risques et périls. Il assurera la responsabilité de la relation avec les usagers, dans les conditions prévues au cahier des charges et rendra compte de sa gestion à la collectivité conformément à la loi (art L 1411-3 du CGCT).
- En contrepartie, il percevra pour son propre compte les recettes d'exploitation : participations des familles calculées selon la tarification prévue par la Caisse Nationale des Allocations Familiales, la Prestation de Service Unique de la CAF, la participation de la Ville telle que définie dans la convention (dont le montant sera déterminé lors de la négociation du futur contrat).

- La Ville conserve le contrôle du service et, conformément aux dispositions légales, pourra mettre fin à la délégation de manière unilatérale en cas de faute grave du délégataire ou pour motif d'intérêt général sous réserve d'indemnité.

En conséquence, vu les avis de la Commission Consultative des Services publics Locaux et du Comité Technique Paritaire, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la gestion de la crèche Joséphine Baker dans le cadre d'une délégation de service public ;
- D'approuver les orientations principales et les caractéristiques de la délégation telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation joint en annexe ;
- De décider le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui conduira à la désignation du futur exploitant de la crèche Joséphine Baker ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Annie YAGUE : Il s'agit donc ici de la crèche Joséphine Baker qui est en DSP. Depuis le 7 février 2011, le Conseil municipal avait approuvé le principe de la gestion de cette crèche en DSP. Celle-ci se termine en septembre 2015 et nous lançons un appel d'offres sur une nouvelle DSP que nous reconduirons pour 6 ans.

Monsieur le Maire : C'est très clair.

Pour : 61

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

24- Mise à disposition de salles dans les Maisons pour Tous.

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une subvention en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2014/2015, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 38 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 13995 €.

Les associations concernées sont :

MPT G.BRASSENS : Alisé (910€), Balthazar (190€), Resto du cœur (735€), Génération Hauts de Massane (455€), Association A4 (165€), Tiens bon la barre (435€), Les Films de la Criée (245€), Les Miles reflets (455€), Los Bailes del sol (455€), Panache (165€), Karaté shotokan alésia (245€), De fil en aiguille (245€), Soliloque Théâtre (245€)

MPT M.MERCOURI : Camap (140€), Club franco polonais (245€), Eurogrèce (455€), A Tout théâtre (165€), Club Pyramide (245€), Compagnie des Sherpas (165€), Apaj (490€)

MPT ST EXUPERY : SMH (575€)

MPT M. COLUCCI : Raiponse (165€), MATK (1785€), Ticonodo (110€), Creche RIMBAMBELLE (110€), Cie ROSA PARIS (275€), Rire en cœur (165€), Devenet (455€)

MPT M.PAGNOL : Croix Rouge (910€), AEDE BGE (165€), Cpnem (220€) Atout Tarot (220€)

MPT J.RICOME : TAC (245€), Somis (910€)

MPT F VILLON : Essor (110€)

MPT G.SAND : Association Culture physique fondamentale (245€), Country Patchwork (245€), Rire Clowns pour enfants hospitalisés (350€).

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 19 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3905 €.

Les associations concernées sont :

MPT F VILLON : MLJAM (165€), BGE Cité lab' (55€), Montpellier Scrabble (165€)

MPT F.GUILLERME : Des mains pour le faire (55€)

MPT M.MERCOURI : Euro-Grèce (110€), Haction (110€), CID International (110€), Comité de quartier du Millénaire (165€), Compagnie des Sherpas (220€), Jazz à tous les étages (110€)

MPT M.PAGNOL : Cercle Philatélique Numismatique Cartophile de Montpellier (220€), Ylang-Ylang (220€), Comité de quartier de la Chamberte (220€)

MPT VOLTAIRE : CAC ST FRANCOIS (495€), Comité de quartier PASQUIER DON BOSCO (440€)

MPT R.PARKS : AFCID (110€) Plateau neuf (440€), Evolustyle (220€)

MPT G.BRASSENS : Comité de quartier des Hauts de Massane (275€).

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Gérard CASTRE : Merci Monsieur le Maire. Chers collègues. Dans le cadre des sollicitations pour mise à disposition à titre gracieux de salles de la Maison Pour Tous, cette dernière permet aux associations à but non lucratif de bénéficier de salles pour les actions en lien avec l'animation des quartiers, l'action sociale et culturelle. Cela concerne 38 associations pour une mise à disposition annuelle, pour un montant de 13 995 € et 19 associations, à titre gratuit pour un montant de 3 905 €.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

25- Approbation du rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité – Année 2013

La Loi du 11 février 2005 pour « *l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées* » a été adoptée dans l'objectif de donner une nouvelle impulsion à l'intégration dans la société des personnes en situation de handicap (moteur, sensoriel, mental, psychique) et à mobilité réduite.

Une des dispositions de la Loi est la mise en place de Commission Communale pour l'Accessibilité (article 46), obligatoire pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants. Pour la Ville de Montpellier, cette commission a été créée par délibération le 26 juillet 2010 et la première séance plénière a eu lieu le 15 septembre 2011. Selon l'article L. 2143.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rôle de la CCA est :

- de dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant sur le territoire communal, de la voirie, des espaces publics et des transports,
- d'élaborer des propositions de nature à améliorer l'accessibilité sur la commune,
- d'organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

Ladite commission est composée à parité d'élus et de représentants de la société civile nommés par Monsieur le Maire. Y siègent 7 élus, 5 associations liées au handicap, un représentant des bailleurs sociaux et une association représentant les usagers.

La CCA a comme obligation d'établir un rapport annuel. Ce document a de multiples vocations. Il doit permettre de formaliser l'état d'avancement de la mise en accessibilité du territoire, de capitaliser les actions, d'informer les associations représentants les personnes handicapées, de faire remonter les difficultés et/ou les besoins mais également de mesurer les évolutions d'une année sur l'autre.

Ainsi, le présent rapport, soumis au Conseil Municipal, constitue un état des lieux de l'accessibilité du territoire communal. Il traite de la question de l'accessibilité sous l'angle de la voirie et des espaces publics, des déplacements et de l'intermodalité, du cadre bâti et enfin il permet d'identifier un certain nombre d'initiatives portées par la Ville afin de favoriser l'intégration pleine et entière des personnes en situation de handicap dans la cité.

Ce rapport est, entre autres, le fruit des réunions des Groupes de Travail « *Mobilité* », « *Cadre Bâti* », « *Accès aux droits et à l'Information* », issus de la CCA et qui se sont réunis à plusieurs reprises en 2013. Ces groupes de travail ont pour mission d'inventorier les besoins et de proposer, dans une démarche partenariale et transversale,

des priorités d'intervention. Ils sont composés de représentants des services de la Ville directement concernés par les sujets, de représentants d'institutions partenaires et de représentants de personnes en situation de handicap.

Le rapport 2013 a été validé en CCA plénière le 11 septembre 2014. Après validation par le Conseil Municipal, il sera transmis à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Président du Conseil Général, au Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés. Il sera mis en ligne sur le site Internet de la Ville pour être consultable par tous les citoyens.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le présent rapport de la Commission Communale pour l'Accessibilité aux personnes handicapées
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Patricia MIRALLES : Bonsoir Monsieur le Maire, bonsoir à tous. Il s'agit effectivement d'approuver le rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité. Le rapport est l'une des obligations de la CCA. Il a été approuvé en CCA plénière le 11 septembre dernier. Cela a été créé en 2010 et il s'agit de son deuxième rapport. Elle regroupe des élus et des représentants des associations de personnes handicapées. Cette année, toutes les associations ont noté et apprécié la qualité du rapport, et il a été approuvé à l'unanimité. Ceci concerne la voirie et le cadre bâti. Cela permet aussi de travailler sur l'accès à la vie quotidienne, les transports collectifs et le soutien à l'emploi des personnes handicapées avec, aujourd'hui, d'ailleurs, la signature d'un dispositif appelé Handicharte qui permettra aux travailleurs et aux employeurs publics de travailler ensemble.

Audrey LLEDO : Monsieur le Maire bonjour. Merci de m'accorder la parole. Bonjour à vous aussi Mesdames et Messieurs les conseillers. Je tiens personnellement à intervenir sur ce point 25 car nous l'avons largement évoqué et développé lors des dernières municipales en proposant un programme concret et abouti. Je vous rappelle qu'à Montpellier, il y a 27 000 personnes en situation de handicap, soit 11 % de nos concitoyens. C'est dire à quel point il est important d'aménager tous les espaces publics afin que tous les Montpelliérains puissent y accéder et j'insiste sur le « tous ».

Avant de poser quelques questions pour lesquelles j'attends des réponses précises et réalistes, je tiens à vous parler de syntaxe. Drôle d'idée me direz-vous, mais il faut le dire. Je dis non à la stigmatisation gratuite que représentent certains termes employés régulièrement au sein des conseils, commissions et autres publications. Personne handicapée ou personne en situation de handicap ? Ceci est une vraie question. Effectivement, elle soulève de vives polémiques. Nous classerions volontairement ou plutôt bêtement, l'expression « en situation de handicap » parmi la foule d'expressions issue du politiquement correct. Mais il faut remettre les choses à leur place. Mesdames et Messieurs, elle ne désigne pas uniquement les personnes atteintes d'un handicap permanent mais élargit la notion de handicap à tous les individus pouvant éprouver une difficulté à accomplir une tâche dans un contexte donné. C'est bien à tous ces individus-là que la loi du 11 février 2005 fait référence. Je voudrais vous rappeler gentiment que nous demeurons tous libres et égaux en droit. Alors, trouvez-vous normal qu'aujourd'hui, et que d'ici le 1er janvier 2015, Montpellier ne puisse toujours pas respecter, 226 ans plus tard, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 ? Enfin bref, simple piqure de rappel.

Voici ma question. Passons au vif du sujet. Face à la certitude que les lieux publics ne pourront pas tous être aux normes d'ici à 2015, je pense notamment à nos facultés qui ne sont toujours pas équipées d'accès pour les personnes à mobilité réduite, mais aussi à nos musées, à nos cinémas, par exemple. Il y a également les écoles, comme l'a précisé le *Midi Libre* lors d'un article du 17 septembre où il fait témoigner de nombreux parents qui voient les portes des écoles se fermer à l'arrivée de leurs enfants. Il est vrai que l'État vous autorise un délai supplémentaire seulement si vous prévoyez un calendrier et donc une date butoir à la fin des travaux. Alors Monsieur le Maire, voici ma question : l'indifférence royale affichée autour des délais est-elle aussi de mise à Montpellier et quel délai prévoyez-vous ?

Monsieur le MAIRE : Mlle LLEDO, franchement, je suis très satisfait de votre question et de votre façon de la présenter car vous soulevez au travers de votre propos un problème essentiel des villes. Vous faites référence à la loi de 2005 qui demande aux villes de mettre en conformité tous les espaces publics afin qu'ils soient

accessibles. Si je participe de cette loi et si je considère que c'est une bonne loi qui va dans le sens du gommage des différences et qui va dans le sens de la démocratie, de la citoyenneté, de l'équité, elle est sur le fond extrêmement juste. Dans la pratique, elle impose aux villes des budgets phénoménaux. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille rien faire. Cela signifie qu'il faut adapter les règles de construction de la ville au handicap. C'est ce que nous avons fait avec Mme JANNIN lorsque nous avons modifié les normes des permis de construire des établissements nouveaux. Que ce soit les établissements publics, que ce soit les établissements privés, nous avons mis l'ensemble des règles nécessaires pour rendre tous les équipements accessibles à toutes les personnes atteintes de handicap. Et nous allons ainsi continuer la construction de cette ville et, au cas par cas, organiser l'accessibilité pour les immeubles qui existent déjà. Mais vous le savez autant que moi, dans les centres anciens, dans les lieux qui sont régis par des protections patrimoniales, malheureusement, nous ne pouvons pas toujours agir. L'accessibilité dépend un peu des limites de ce patrimoine déjà construit. Enfin, je voudrais vous confirmer que je suis en parfaite harmonie avec vos propos concernant la discrimination envers les personnes handicapées. C'est la raison pour laquelle j'ai créé dans le Conseil municipal, une vraie délégation pour lutter contre les discriminations, qu'elles soient sociales, physiques, morales ou culturelles. Ces discriminations sont inacceptables et il n'est pas du tout dans notre intention d'accepter, sur ce plan-là, les moindres dérapages. J'ai d'ailleurs demandé à M. Jérémie MALEK, conseiller municipal, d'assurer cette délégation contre toute forme de discrimination. Cela faisait partie de notre programme, il s'agissait du point n° 11. Nous y avons répondu et nous y répondons quotidiennement. Nous y avons répondu également dans la construction des nouveaux bâtiments. Après, ce sont des choses complexes qui doivent s'évaluer au cas par cas. Voyez-vous, lorsque nous parlons de handicap, nous avons toujours tendance à parler du handicap moteur. Mais celui-ci n'est qu'une seule facette du problème. Lorsque nous avons créé la médiathèque Émile Zola à Antigone, nous avons fabriqué des outils spécifiques pour pouvoir publier les photocopies en braille afin que les aveugles, par toucher digital, puissent lire comme les autres, les journaux du jour. Nous avons également positionné des bandes rugueuses sur la chaussée, sur l'espace public et j'en veux pour preuve que la double bande rugueuse qui se trouve sur le parvis de la mairie, sur la place Georges Frêche. J'ai eu l'occasion de la construire moi-même, lorsque j'étais adjoint à l'urbanisme, afin que les malvoyants puissent se repérer uniquement avec la canne par le toucher et avoir accès aux banques de la ville et à l'administration, comme les autres citoyens. Ce sont les boucles magnétiques pour les sourds et malentendants, ce sont les feux sonores dans la ville qui méritent d'être améliorés, j'en conviens. Il est nécessaire que cette pensée du handicap soit présente dans tous les actes que nous posons au niveau de la ville. Je recommande à Mme JANNIN d'en tenir compte, il faut toujours avoir cette pensée-là au moment où nous fabriquons de nouveaux bâtiments et de nouveaux espaces. Même si nous ne pouvons pas toujours le réaliser, il convient de laisser la porte ouverte à cette accessibilité qui est une preuve d'équité et de citoyenneté. J'ai eu l'opportunité de faire un très beau programme, celui qui se trouvait à proximité du tramway dans le PAE Mas de Calendas. J'ai proposé au président de la société Héraultaise de Construction des équipements mixtes avec, à proximité de l'arrêt de tramway, une crèche, Tom Pouce. Elle a été agrandie de 30 à 50 lits pour les enfants. Juste à côté, il y a des appartements pour les tétraplégiques, à 50 mètres de l'arrêt de tramway. Avec Languedoc Mutualité qui nous a aidés, ainsi que l'hôpital. Au-dessus, des logements sociaux. Une opération mixte, très sociale. Je partage votre point de vue là-dessus, quand nous construisons la ville, il faut avoir en tête cette idée en permanence. Mais c'est un long travail.

Christian DUMONT : Monsieur le Maire, vous venez d'apporter quelques développements utiles. À la suite du rapport de votre adjointe, vous avez conclu en disant que l'explication était claire. Je regrette, l'explication qu'a donnée votre adjointe n'était pas particulièrement claire. Dans la mesure où cette délibération nous demande d'approuver le rapport de la Commission Communale pour l'Accessibilité aux personnes handicapées, la moindre des choses est de cesser de parler de démocratie, de ceci, de cela. Ce sont des principes.

Monsieur le Maire : Monsieur DUMONT, vous ne pouvez pas m'empêcher de parler de démocratie.

Christian DUMONT : Le respect de la démocratie serait que vous donniez une information à vos conseillers municipaux. Quand vous les faites voter pour approuver un rapport, le minimum syndical est d'avoir le rapport.

Monsieur le Maire : Vous ne l'avez pas eu, Monsieur DUMONT ?

Christiane DUMONT : Bien sûr que non, nous n'avons pas eu le rapport, ni la synthèse de celui-ci. Nous supposons qu'il s'agit d'un rapport volumineux. On nous dit ceci : « Le rapport soumis au Conseil municipal constitue un état des lieux » - nous ne connaissons pas cet état des lieux – « Il permet d'identifier un certain

nombre d'initiatives porté par la ville ». Madame l'adjointe, de quelles initiatives s'agit-il ? Pouvez-vous les lister ? Vous venez d'en mentionner quelques-unes mais peut-être que Madame l'adjointe ne connaît pas bien son dossier et qu'elle n'a peut-être même pas lu ce rapport car nous ne l'avons pas eu. Ne venez donc pas nous parler de démocratie, de grands principes, etc. Donnez-nous un rapport ou une synthèse de celui-ci.

Monsieur le Maire : Monsieur DUMONT, vous savez bien que dans une ville, le maire est adjoint à tout : au social, à la culture, à l'urbanisme, au sport.

Christian DUMONT : Adjoint à tout pour pallier l'incompétence de votre Conseil.

Monsieur le Maire : Monsieur DUMONT, je vous ai donné un certain nombre d'éléments pouvant répondre à votre question qui est : le Maire a-t-il vraiment conscience du problème du handicap dans la ville ? Vous savez, j'ai été durant trois ans adjoint aux affaires sociales, cela m'a beaucoup marqué.

Christian DUMONT : A un débat sur le handicap lors des élections municipales, les dernières, il y avait un membre d'une association qui avait proposé aux élus, aux décideurs, la participation, lors des inaugurations, d'un handicapé, par exemple pour les aveugles et de procéder à l'inauguration de la mairie avec cette personne handicapée. Ceci afin de se rendre compte des problèmes que pouvait rencontrer cette personne. À chaque inauguration importante, il s'agissait d'inviter un membre ou faire en sorte qu'un élu se bande les yeux et soit confronté à ce problème de handicap. Je me souviens de cette proposition qui avait été faite par des associations de personnes handicapées.

Monsieur le Maire : Monsieur DUMONT, dans toutes les commissions d'accessibilité qui révisent les lieux publics, qui prennent acte des lieux ouverts au public, il y a des personnes atteintes de handicap au sein de la commission. Comme je vous le disais tout à l'heure, il y a souvent un malvoyant et une personne atteinte d'un handicap moteur. Je vous le répète encore une fois, le handicap revêt des formes extrêmement différentes. Ce ne sont que deux représentants d'un certain handicap qui participent à cette commission. Nous devons avoir une prise de conscience permanente du handicap. Une sorte d'infiltration permanente, consciente, de la pensée. J'ai été durant trois ans adjoint aux affaires sociales, j'étais passionné par les affaires sociales. Hélène MANDROUX m'a enlevé ma délégation et mon cœur en saigne encore. C'est vous dire. Vous le savez, je suis soignant de profession, je suis fils d'instituteur et d'infirmière. M'enlever les affaires sociales - je présidais le CHU, vous le savez - c'était pour moi m'enlever une grande partie de moi-même.

Christian DUMONT : Nous savons que vous êtes proche des « Sans dents », Monsieur le Maire. *Exclamations dans la salle.* Ce n'est pas ironique.

Monsieur le Maire : Nous ne pouvons pas reprocher à Monsieur DUMONT de suivre l'actualité. Je crois avoir répondu sur la forme et surtout sur le fond car le fond est important. L'orateur suivant est Monsieur DELAFOSSE.

Michaël DELAFOSSE : J'invite Monsieur DUMONT à regarder cet écran et se féliciter avec nous tous que les personnes qui sont en situation de déficience auditive puissent accéder à nos travaux. C'est un vrai progrès démocratique. J'invite Monsieur DUMONT à visiter un certain nombre de lieux de la ville de Montpellier qui ont été aménagés pour les personnes en situation de handicap. La Panacée où il y a des logements pour les étudiants en situation de handicap, le musée Fabre, et tant d'autres. C'est un chantier colossal. J'aimerais juste poser une question : Handi Comédie était l'une des manifestations importantes qui fédérait l'ensemble des associations et qui, l'année dernière, s'était déplacée sous les Arceaux, précisément au pied d'un lieu à forte valeur patrimoniale. Cette manifestation va-t-elle se poursuivre ? Je crois, Monsieur DUMONT, que c'est justement l'occasion de sensibiliser les personnes qui ne sont pas soumises à un handicap à ces problématiques. C'est une manifestation pleine d'intelligence que la Ville s'honorerait de poursuivre, ce dont je ne doute pas, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Handijob, 17 et 18 novembre, mairie de Montpellier.

Clare HART : C'est très bien de passer autant de temps sur ce sujet et je te crois très sincère dans tes propos, cela me fait très plaisir. J'aimerais aussi que nous pensions à l'accessibilité au niveau du logement, j'aimerais que

nous pensions ce soir à quelqu'un que nombre d'entre nous connaissent, il s'agit d'un jeune homme en fauteuil qui est atteint d'une sclérose en plaques. Il n'arrive pas à accéder à son appartement, il fait des demandes depuis très longtemps. C'est un exemple parmi beaucoup d'autres. C'est aussi notre travail de faire pression sur les bailleurs sociaux pour aider ces gens-là. Nous pouvons avoir une ville très accessible, mais il y a des personnes qui sont physiquement portées afin de pouvoir entrer dans leur logement. Il faudrait que nous parvenions à régler ce problème.

Monsieur le Maire : Je vous réponds en ce qui concerne le logement social car c'est important. Dans certains quartiers, il existe des logements sociaux réservés aux personnes handicapées et notamment sur le quartier d'Antigone qui a été conçu de cette façon, avec des bandes rugueuses pour les personnes malvoyantes, avec des boucles magnétiques sur les feux et des feux sonores pour les malentendants, mais également avec des appartements en bas d'immeuble qui sont très accessibles et qui sont organisés pour répondre au handicap moteur. Il n'empêche qu'il ne faut pas s'arrêter là. Il convient de veiller à ce que dans les ZAC, le pourcentage de logements attribués aux personnes atteintes de handicap soit maintenu. C'est un effort que nous devons mettre dans la programmation des ZAC, y compris au travers des discussions partenariales que nous avons avec les opérateurs sociaux. Comptez sur moi, je ne peux pas tout faire d'un coup car il y a eu beaucoup de tranquillité dans la gestion, nous allons le dire comme cela. Pudiquement.

Echanges inaudibles dans la salle.

Attendez les amis, nous n'allons pas régler ici les problèmes rencontrés dans les permanences. Ici, nous faisons de la politique au niveau municipal. Ne vous laissez pas embourber. Il s'agit de garder le cap. C'est-à-dire que dans les programmes des ZAC de Montpellier nous devons maintenir un certain pourcentage chez nos opérateurs sociaux, ceux qui travaillent avec nous et en partenariat avec le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier qui ne tardera pas à créer un service handicap spécifique, comme je l'avais fait lorsque j'étais président du CCAS de Montpellier. Le chargé de mission s'occupant du handicap, avec toutes les associations de la ville, n'était autre que M. Fabrice PALAU, adjoint au maire aujourd'hui, pour la dernière fois dans ce mandat. Nous n'en sommes pas à notre premier coup en la matière. Il est nécessaire de veiller à ce que les équilibres soient maintenus et cela doit se faire dans tous les conseils d'administration. Cela ne doit pas se faire en criant ou en reprochant. Cela doit se faire au travers de la politique municipale, en vérifiant les équilibres et en faisant des propositions qui sont mentionnées dans les procès-verbaux afin qu'il y ait une trace. Voilà comment cela fonctionne. J'en profite pour faire de la formation.

France JAMET : Sans vouloir polémiquer, je parle sous le contrôle de M. EL KANDOUSSI, il y a un aspect qui n'a pas été abordé, c'est celui des transports. Nous l'avions évoqué en commission transport au niveau de l'agglomération et je crois qu'il y a aussi de sérieux efforts qui sont à notre portée que nous devons faire à ce sujet.

Sur le fond, je comprends la colère de M. DUMONT mais elle me surprend en même temps. Même si je sais que vous appliquez stricto sensu la loi, il s'avère effectivement que la consultation des affaires ne peut se faire que dans les quarante-huit heures ouvrables précédant la séance. C'est aussi un point que j'avais soulevé hier au niveau du Conseil de l'agglomération et que je renouvelle encore une fois. N'ayant rien à nous cacher, il serait donc souhaitable que nous puissions avoir accès à ces informations, ne serait-ce que par un accès numérique, je l'ai dit encore hier, ou par e-mail parce que c'est aussi un support admis et reconnu par le CGCT. Donc, effectivement, M. DUMONT découvre que nous avons quarante-huit heures pour consulter les dossiers. Je le sais. Il ne faut pas forcément le dénoncer mais je pense qu'il serait souhaitable d'avoir à nouveau une réflexion là-dessus afin de pouvoir travailler tous ensemble et avoir accès à ces documents lorsqu'ils sont prêts ou un peu avant car ils sont au vu et au su de tous. En attendant, c'est un vœu pieux que je renouvelle, que j'ai fait hier et que je ne me lasserai pas d'exprimer. J'attends toujours une réponse de votre part.

Monsieur le Maire : Merci Madame JAMET. Je mets aux voix l'affaire n° 25.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 7

Adopté à l'unanimité.

26- Marathon de Montpellier Le dimanche 19 Octobre 2014 Convention d'occupation du domaine public

Fidèle à sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension nationale et internationale.

Le Montpellier Agglomération Athlétique Méditerranée (MAAM) organise, avec l'appui de la Ville de Montpellier, le « Cinquième marathon de Montpellier » le 19 Octobre 2014.

L'objectif de cet événement est d'organiser un des dix plus importants marathons de France en véhiculant des valeurs populaires et de convivialité.

Cette épreuve de course à pied se déroule entièrement sur le territoire de la ville de Montpellier sur une distance officielle de 42,195 kilomètres.

Le départ et l'arrivée auront lieu sur la place de la Comédie et le parcours forme une seule boucle desservant l'ensemble des quartiers de Montpellier.

Le parcours de l'édition 2014, extrêmement rapide et sans difficulté majeure, est inchangé par rapport à 2013, à l'exception d'ajustements à la marge permettant l'optimisation du confort des marathonniens.

Il combine le plus haut niveau et l'ensemble des coureurs populaires, à la recherche de la performance.

En même temps, un marathon relais est aussi organisé sous la forme d'une course de 42,195 kilomètres par équipe de 2 ou 6 relayeurs. Dans ce cadre, les coureurs se transmettent une puce dans des zones relais prédéfinis afin de contrôler le passage de relais et la performance chronométrique.

Par ailleurs, le MAAM, en lien avec la ville de Montpellier organise de nombreuses animations sportives et festives sur le parcours et au sein du village du marathon, situé sur l'Esplanade Charles de Gaulle les vendredi 17, samedi 18 et dimanche 19 octobre.

Afin de finaliser l'organisation de cette manifestation, une convention d'utilisation du domaine public de la ville, précisant la nature de l'autorisation, est nécessaire entre les organisateurs et la Ville.

Cette autorisation constitue une subvention en nature, eu égard à l'intérêt manifeste que représente cet événement.

Considérant que l'occupation du domaine public est de l'ordre de 5 000 m² (Esplanade et Comédie) et conformément à la délibération du Conseil Municipal du 16 Décembre 2013 fixant les tarifs 2014 applicables au domaine public occupé, le montant de la subvention en nature est de 82 500 € (5000m²*5.50 €*3 jours).

Celle-ci vient compléter la subvention de 62 500 € attribué au MAAM pour cet événement par délibération du Conseil Municipal du 26 Juin 2014.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ci-annexée, à titre gratuit pour la manifestation eu égard à l'intérêt local qu'elle représente et à l'établissement d'une redevance par le service des affaires commerciales pour les espaces commerciaux ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 82 500 € ;
- de dire que le montant ainsi valorisé sera inscrit au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut le l'Adjoint au Maire délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

27- Activités de Gymnastique

Convention de service

Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale

La Ville de Montpellier souhaite favoriser le bien-être des seniors et le maintien de leur autonomie, en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville.

L'importance des activités de gymnastique pour cette population n'est plus à démontrer. Elles permettent de réduire certains risques par la mise en place de programmes de prévention-santé tels que la prévention des chutes, d'entretien corporel, ou de maintien du lien social.

Depuis plusieurs années, des animations et activités sont proposées aux personnes âgées, retraitées, âgées d'au moins 60 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munie de la carte Age d'or délivrée gratuitement par le C.C.A.S.

Le C.C.A.S. ne possédant ni le personnel compétent, ni les structures en nombre suffisant et adaptées à cette pratique, la Ville peut apporter les concours et moyens nécessaires au fonctionnement de cette pratique sportive, de type « activités de gymnastique ».

Ainsi, la Ville peut mettre à disposition du C.C.A.S. des moyens humains (éducateurs et animateurs sportifs) et des installations, pour assurer ces activités, et ce par l'intermédiaire d'une convention fixant les modalités et contributions de chaque entité.

A ce titre, la contribution de la Ville est proposée à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre.

Cette contribution est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 47 500 € (salaires, mises à disposition de salles et matériels pédagogiques).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S.

Il est proposé de reconduire cette action pour la saison 2014/2015.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale pour la saison 2014-2015;
- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville pour les activités de gymnastique eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 47 500 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S. ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

28- CONVENTION DE PARTENARIAT LOCAL

CitésLab, le Réseau d'amorçage de projets

Le Service d'amorçage de projet porté par l'association Boutique de Gestion BGE Montpellier permet une intervention de proximité dans les quartiers prioritaires, définis dans le CUCS (Contrat Urbain de Cohésion Sociale), visant à développer le nombre de porteurs de projets de création, de reprise ou d'implantation d'entreprises ayant recours à l'accompagnement généraliste ou financier. Ce service permet de :

- Déterminer les potentiels de projets en adéquation avec le territoire,
- Favoriser l'information de proximité des dispositifs de financement de la création d'entreprise.
- Mettre en place des actions visant à éveiller l'intérêt de la population et des acteurs locaux pour la création d'entreprises,
- Informer la population et les acteurs locaux des services proposés,
- Faire s'exprimer sans les censurer des idées de création d'entreprises,
- Aider les personnes à formuler leur idée,
- Les faire entrer dans une démarche de construction de projet,
- Les orienter ensuite vers les services adaptés à leur besoin,
- Assurer, en tant que de besoin, une fonction d'intermédiation entre les porteurs de projets et les personnes ou les institutions ressources.

Cette action lancée en 2007 est soutenue par la Caisse de Dépôts et Consignation, l'Etat, le Conseil Général de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier dans le cadre de l'appel à projet du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

Compte tenu du bilan positif de cette action (576 contacts pris et 203 projets amorcés sur les 3 dernières années), il a été décidé par les différents partenaires de proposer la reconduction de cette convention de partenariat. Une nouvelle convention triennale 2014-2016, annexée en pièce jointe, précise donc le mode de fonctionnement de ce service et l'engagement des différents partenaires.

Il est donc proposé qu'au titre de cette action la Ville renouvelle ses précédents engagements, à savoir:

- Mettre à disposition du chef de projet CitésLab les locaux nécessaires à la tenue de ses permanences notamment au sein des Maisons pour tous, des quartiers concernés.
- Assurer l'accès aux informations, statistiques, études, diagnostics dont elle dispose concernant les quartiers,
- Appuyer la démarche du chef de projet CitésLab auprès des différents organismes intervenant sur chacun des quartiers concernés.
- Co-financer le fonctionnement du dispositif CitésLab sous réserve du vote annuel du budget.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjointe déléguée à signer cette convention et tout autre document relatif à cette affaire.

Pour : 60

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

29- Centenaire de la Guerre de 14/18

Mise en valeur des plaques commémoratives, Monument aux Morts.

Autorisation d'urbanisme

Dans le cadre du Centenaire de la guerre 1914-1918, et afin de rendre hommage aux enfants de Montpellier morts pour la France, la Ville de Montpellier a décidé de sortir les plaques énumérant leurs noms de la crypte du monument aux morts et de les fixer sur la partie extérieure du monument, visible de tous.

Le projet porte sur la pose de 19 plaques en marbre dont la maîtrise d'œuvre a été confiée à M. Nougaret, Architecte, en marché à procédure adaptée.

Avant de réaliser les travaux, il convient de déposer un dossier de déclaration préalable.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette opération ainsi que toutes les autorisations administratives nécessaires ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la ville de Montpellier ; ligne 24468 - chapitre 900, nature 2313,
- De solliciter les subventions les plus larges possible.

Monsieur le Maire : Nous faisons ce que nous avons promis aux Montpelliérains pendant la campagne. Le monument aux morts de la ville, aujourd'hui, comprend un monument extérieur aérien et une crypte fermée. Aucun nom des enfants de Montpellier qui sont tombés à Verdun en Lorraine, au Chemin des Dames, aucun n'est mentionné sur le monument aux morts, contrairement à toutes les villes et tous les villages. Ils sont inscrits sur de grandes plaques de marbre, à l'intérieur de la crypte et ils ne sont visibles que deux jours par an. Avec Lorraine ACQUIER et avec tous les élus de Montpellier, pour le Centenaire de la guerre de 14-18, nous allons les sortir, nous allons les proposer au regard des familles de Montpellier. Parce qu'une ville n'a pas le droit d'enfermer son passé. Elle doit le vivre pleinement, les instants de bonheur comme les instants de douleur. Il y a 19 plaques qui sont de tailles différentes, nous les avons conservées dans leur jus même si, esthétiquement, les dernières plaques sont un peu trop petites. Nous avons conservé l'ordre alphabétique qui était proposé dans la crypte. J'ai demandé à Lorraine ACQUIER d'inscrire trois points de suspension après le dernier nom figurant sur les plaques. Il y a beaucoup de Montpelliérains qui sont tombés en 1914. Ils n'ont pas été répertoriés et sont sur les archives nationales. Certains n'ont pas été restitués à leur famille, certains sont inconnus et d'autres ne portaient pas de nom. Nous avons symbolisé leur présence par ces points de suspension à la fin de la liste. Le 11 novembre, nous dévoilerons ces plaques avec des enfants qui à leur tour, feront ressortir de l'oubli tous ceux qui se sont battus au péril de leur vie pour notre liberté. C'est un instant grave et solennel, c'est un instant qui marque l'histoire d'une ville. Les familles de Montpellier ont beaucoup souffert de la guerre de 1914, comme les familles de l'Hérault. Elles ont tellement souffert que les monuments aux morts civils sont parfois construits dans les églises, comme à Pérols où le monument aux morts se trouve dans l'église au lieu d'être sur la place publique. Je vous renvoie à toutes les lectures qui jalonnent toute cette année avec les universités qui ont pris leur part où Bernard TRAVIER nous représente ainsi que Cédric de SAINT-JOUAN. Nous, Ville de Montpellier, nous réparerons les fractures de l'histoire et nous remettrons à l'air libre ceux qui dorment dans l'anonymat depuis bien longtemps.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme SALOMON entre en séance.

**30- Recensement de la Population 2015
Création de postes d'Agents Recenseurs
et rémunération de ces postes**

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de notre commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat.

Le nouveau chiffre légal de population au 1^{er} janvier 2011, publié le 1^{er} janvier 2014, est de 268 244 habitants. Dorénavant, la population légale de la Ville est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte.

Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débuteront le jeudi 15 janvier 2015 et se termineront courant mars 2015, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2015 étant estimé à environ 13 000, il est prévu de créer au tableau des effectifs 60 postes d'agents recenseurs.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

1-La rémunération de la formation dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer les fonctions d'agent de recensement et être désignés en cette qualité par arrêté municipal. Il est proposé de rémunérer la formation sur la base d'un forfait de 30 €.

2- La rémunération de la tournée de reconnaissance dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser. Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 40 €.

3- La rémunération de la collecte :

● Le tarif de base dans les termes de la délibération du 27/11/03, soit:

- Tarif de la Feuille de Logement : 0,48 €
- Tarif du Bulletin Individuel : 0,80 €

● La prime de résultat :

En ce qui concerne la prime de résultat ajoutée à ces deux éléments de base, il apparaît nécessaire, dans la mesure où la progression des montants unitaires fixés par l'article 30 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 pour chaque habitant et chaque logement est connue pour le recensement 2015, de s'aligner sur cette évolution et en conséquence d'appliquer une augmentation de 0,01 € par feuille de logement et par bulletin individuel, soit :

- Feuille de Logement : 0,70 €, contre 0,69 € l'année précédente
- Bulletin Individuel : 0,96 €, contre 0,95 € l'année précédente

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 60 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- d'approuver les éléments constitutifs de la rémunération sus-visée ;
- d'affecter les crédits correspondant à ces charges au budget communal;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Lorraine ACQUIER : Depuis 2004, le recensement a lieu tous les ans. En 2015, du 15 janvier à fin février se déroulera la collecte de recensement pour la ville de Montpellier. Pour cela, nous prévoyons d'engager soixante agents recenseurs afin de réaliser ce travail. C'est un travail essentiel pour nous car en fonction de notre chiffre légal de population, nous verrons notre dotation financière augmenter ou baisser. Il s'agit donc de faire les choses correctement et c'est pour cela que nous allons recruter soixante agents recenseurs pour faire ce travail.

Monsieur le Maire : Avez-vous des questions à poser à Lorraine ACQUIER ? Elle porte un joli prénom qui correspond à sa délégation.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

31- Agora des Savoirs 6ème saison Cycle de conférences 2014-2015

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé la création de l'Agora des savoirs. L'Agora des Savoirs est une grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle si nécessaire du chercheur dans nos sociétés, et souhaite contribuer à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Lors des cinq premières saisons, l'Agora des Savoirs a reçu plus de cent-vingt conférenciers et plus de 57.000 spectateurs. Des partenariats avec la radio associative Divergence FM et la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier ont contribué à élargir l'auditoire de la manifestation par des diffusions radiophoniques et des diffusions vidéos, sur internet.

Le programme de cette sixième saison 2014 - 2015 de l'Agora des Savoirs a été élaboré en lien avec le conseil scientifique composé d'une quarantaine d'enseignants et de chercheurs issus des trois universités et des centres de recherche de Montpellier. Ces conférences, au nombre de 24, se dérouleront au Centre Rabelais, les mercredis, du 5 novembre 2014 au 27 mai 2015. Les conférenciers invités sont au nombre de 27 étant donné que trois des conférences seront prononcées à deux voix.

Pour sa 6^e saison, l'Agora des Savoirs proposera un cycle de conférence autour du thème « (R)évolutions ». Chaque mercredi une conférence sera donnée sur un objet du savoir se rattachant à ce concept, et permettra de convoquer, semaine après semaine, de nombreuses disciplines.

Antoine Compagnon, historien de la littérature et Professeur au Collège de France, ouvrira cette 6^e saison par une leçon inaugurale sur le thème suivant : « Baudelaire, dépolitiqué ! », le mercredi 5 novembre 2014.

La Ville prendra en charge les frais de déplacements, d'hébergement et de restauration à concurrence d'une enveloppe maximum de 17 000 € pour l'ensemble de la saison. Le montant de la prestation par conférencier est fixé à 500 € pour 25 d'entre eux et à 1 000 € pour le conférencier invité à donner la conférence inaugurale, et celui invité à donner la conférence de clôture, soit un total de 14.500 euros pour l'ensemble de la saison.

Il convient donc d'établir pour chacun des intervenants une convention. Les 27 conférenciers sont les suivants : Antoine COMPAGNON, Priscilla BAYLE, Gilles BŒUF, Éliane VIENNOT, Vincent AZOULAY, Étienne GHYS (*sous réserve de confirmation*), Jean-Luc MARION, Olivier PICARD, Audé DÉRUELLE et Jean-Marie ROULIN, Sylvie CATELLIN, Mars LACHIÈZE-REY, Sylvie CHAPERON, Jacques LÉVY, Bernard STIEGLER, Heinz WISSMAN et Étienne KLEIN, Claudia SENIK, François JARRIGE, Virginie DUVAT, Philippe VAN PARIJS, Fabien GANDON, Nathalie HEINICH, Dominique SCHNAPPER, Sandra LAUGIER et Albert OGIEN, Michèle PERROT.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la signature des conventions avec les conférencier(ère)s pour un montant total de 14 500 € (quatorze mille cinq cent euros) TTC ainsi que la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration pour un montant maximum de 17 000 € pour l'ensemble de la saison ;
- De prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923.
- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Cédric de SAINT-JOUAN : Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs. L'Agora des Savoirs est un cycle de vingt-quatre conférences qui se déroulent à la salle Rabelais tous les mercredis soir à 20 heures. Ces conférences sont effectuées par des professeurs d'université qui proposent une vulgarisation assez exigeante de leur sujet. Ces manifestations, comme toutes les manifestations de la culture proposées par la Ville de Montpellier sont gratuites. Je recommande vivement d'y aller et je les recommande pour leur qualité et je recommande également d'arriver suffisamment tôt car c'est très souvent plein.

Monsieur le Maire : Nous pouvons aussi rajouter les différents partenariats liés à cette manifestation et notamment la retransmission en direct sur le site de la Ville.

Cédric de SAINT-JOUAN : Nous avons une retransmission directe, effectivement, sur le site de la Ville et avec une radio locale. Il me semble qu'il s'agit de Divergences.

Michaël DELAFOSSE : J'ai une question. Au-delà de la très belle programmation qui nous est proposée, le dispositif d'Agora des Savoirs junior qui consiste à intervenir dans les écoles primaires est-il reconduit ? Avec cette idée d'offrir un livre aux enfants pour conforter leur bibliothèque. Cet événement est-il maintenu ? Est-il révisé à l'aune de la réforme des rythmes scolaires et proposé dans le cadre des TAP ? Je suis convaincu que Dominique SCHNAPPER qui a écrit des ouvrages remarquables sur la citoyenneté ou Jacques LÉVY sur la géographie ou bien encore Baudelaire par Antoine COMPAGNON sont des gens que nous avons l'habitude d'entendre et qui sont capables de s'adresser aux plus petits.

Cédric de SAINT-JOUAN : Effectivement, c'est un projet qui est très cher au cœur de Michel MIAILLE qui est président de cette association et qui propose à tous les conférenciers de rester le lendemain matin pour présenter leur sujet à une classe. Cela ne rentre pas dans la réforme des rythmes scolaires car cela est propre à l'Agora des Savoirs.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

M. YOUSSEF sort de séance.

32- Dénomination du Théâtre de Grammont Théâtre des Treize Vents

Le Centre Dramatique National du Languedoc Roussillon est né en 1968. Jérôme Savary, en 1982, baptise le CDN Nouveau Théâtre Populaire de la Méditerranée et inaugure la salle Boby Lapointe construite sur le domaine municipal de Grammont par la Ville de Montpellier.

Jacques Nichet, de 1986 à 1997, dirige le CDN et le dénomme *Théâtre des Treize Vents*, du nom d'un lieu-dit de l'arrière pays.

Par délibération du 28 novembre 2002, l'équipement également désigné Théâtre de Grammont, est transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre de la compétence construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels. La Ville conserve toutefois la propriété du bâtiment lui-même.

A ce titre et afin de maintenir le lien avec l'histoire du lieu, il est proposé de confirmer la dénomination du bâtiment abritant le Centre Dramatique National : *Théâtre des Treize Vents*.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De maintenir la dénomination du théâtre situé sur le domaine de Grammont : *Théâtre des Treize Vents* ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Il faut cesser la polémique. C'est tout simple. Le théâtre des Treize Vents, c'est le bâtiment. Il reste le théâtre des Treize Vents. Rodrigo GARCIA a une société qui assure les spectacles qui s'appelle HTH, Humain Trop Humain. Auparavant, les spectacles étaient assurés par la société de M. NICHET lorsqu'il a créé les Treize Vents. Cela recouvrait à la fois les spectacles et les lieux. Là, nous avons différencié les deux : les lieux restent théâtre des Treize Vents et la société de M. Rodrigo GARCIA prend le nom qu'il a choisi, Humain Trop Humain. Qui demande la parole ? Je vais noter car cela intéresse beaucoup d'élus. Mme JAMET, Mme BONNET.

France JAMET : Vous vous doutez bien que ce sujet appelle plusieurs observations de notre part. Je vous trouve très conciliant. Je ne suis pas sûre qu'il le soit tout autant. Je pense qu'il s'agit avant tout de provocation, d'une façon ou d'une autre. Je souhaiterais savoir, au-delà de l'espace que nous mettons à sa disposition, s'il y a des subventions ou si nous avons une façon, éventuellement, non pas de proposer un cahier des charges mais en tout cas, certaines mesures à ne pas dépasser car la spécialité de M. Rodrigo GARCIA est la démesure. Je ne crains pas d'être violente ou en tout cas virulente sur ce sujet. Je rappelle qu'il a été nommé par la ministre Aurélie FILIPPETTI qui ne se trompe jamais. Elle soutenait « un artiste tumultueux et indépendant, à la sulfureuse aura ». Elle l'a donc choisi en toute connaissance de cause. Je me permets de reprendre les termes de *Inferno Magazine* qui est, je crois, un magazine assez connu et qui n'est pas de notre bord. Il se revendique comme intellectuel et artistique. Je ne sais plus à quelle date, sûrement au mois d'octobre, je cite : « Le théâtre des Treize Vents végétait jusqu'ici avec une programmation timorée et pour tout dire, inintéressante ». Il faut dire que BESSET avait été nommé il y a peu, par le fait du prince, en l'occurrence Frédéric MITTERRAND. Il me semble que Mme Aurélie FILIPPETTI a aussi nommé, par le fait du prince, M. Rodrigo GARCIA. « Sa programmation de copinage académique et anémique avait fini par lasser les Montpelliérains. Un tel bol d'air frais est un coup de pied dans le marécage des médiocrités dans lequel se complaisait jusqu'alors la scène montpelliéraine ». Je crois que vous apprécierez ces quelques lignes avec moi. D'autre part, je relève, lorsque nous voyons de tout ce qui se passe autour de ce sulfureux personnage, qu'il y a des mises en scène d'animaux, des mises à mort, il y a une violence qui est assumée, il y a le gaspillage de la nourriture. D'ailleurs, j'ai regardé plusieurs fois Golgota Picnic. C'est quand même assez intéressant. Il y a donc la mise à nu d'acteurs et certains critiques artistiques concèdent même que cela devient problématique lorsqu'ils sont mis en scène de manière incongrue, c'est-à-dire la tête en bas, servant de promontoire pour la danse d'une poule picoreuse, par exemple. Je note aussi que « ce metteur en scène d'un théâtre excessif répond point par point et à contre-pied au cahier des charges imposé par la multinationale catholique ». Nous y voilà. C'est pourquoi les comédiens se vautrent dans un symbolisme fait de merde, de sang, de larmes, de vomi et de sexe. Évidemment, on ne peut pas nous autoriser à avoir un avis ou faire un commentaire particulier. Je l'ai toujours dit, l'art ne se discute pas mais je pense qu'il y a des limites à ne pas dépasser.

Monsieur le Maire : Vous êtes extrêmement libérés au Front National.

France JAMET : Parce que vous croyez qu'il y a des choses qui me font peur ? En son temps, j'avais relevé durant la campagne les spectacles de M. HOCQUEMILLER où chacun se tenait par l'anus, où on le faisait avec un doigt dans l'anus ou pas. Ce sont des choses dont il faut parler avec beaucoup de liberté car sinon nous sommes coincés, un peu cathos. Au-delà de tout cela, il y a quand même des choses qui ne me font pas rire. Notamment, je lisais dans la Gazette, l'excellent journal de la Gazette, qu'il était question de ne pas procéder justement à un signalement particulier pour les spectacles où des nus apparaissaient. Cela me semble un peu risqué et aléatoire. Je crois qu'il serait bon, pour ces auteurs qui souvent réalisent des créations avec des

subventions publiques de spectacles sans spectateurs, de quand même respecter au moins certaines données. J'aimerais savoir si vous avez le pouvoir ou si vous avez la volonté d'intervenir ou en tout cas d'émettre certaines réserves.

J'ajoute une dernière chose. Je ne sais plus si c'est dans Golgota que le public du premier rang a le droit d'être recouvert d'un sac plastique parce qu'à la fin, les acteurs leur font pipi dessus. Celui-là, je ne l'ai pas vu. Ou alors, il faut peut-être le voir mais du dernier rang. C'est pour terminer avec un peu d'humour. Mais je dirais quand même au demeurant que faire pipi sur le spectateur qui a payé, admettons. Mais avec l'argent du contribuable et faire pipi sur les institutions comme il semble le faire, cela me semble d'une violence, d'une incongruité et d'une indécence que nous condamnons parfaitement. Au regard des difficultés quotidiennes de nos concitoyens, nous le voyons aujourd'hui, toujours dans le journal, le timbre, le gaz, l'électricité, les retraites qui n'augmentent pas, les allocations familiales qui sont supprimées, les impôts qui explosent, la dette qui explose, on leur demande de plus en plus d'efforts, et je pense qu'avec l'argent public, nous devrions quand même exiger de ce monsieur une certaine décence ou en tout cas une certaine réserve. Sans me permettre de faire une quelconque remarque sur, non pas le personnage, mais sur sa conception artistique, je souhaiterais savoir quelle est votre position mais je souhaiterais savoir comment vous allez gérer cela à l'avenir.

Françoise BONNET : Monsieur le Maire et tous les membres du Conseil municipal. Le discours du Front National me fait honte, moi qui suis très fière d'avoir un écrivain, un metteur en scène du niveau de Rodrigo GARCIA à Montpellier. Rien que pour cela, je crois que nous devrions baptiser ce théâtre Humain Trop Humain. Je vous demande de changer d'avis et de débaptiser le théâtre. D'ailleurs, il s'agit d'un CDN et il n'est pas rare que les Centres Dramatiques Nationaux changent de nom. Par exemple, pour rester dans l'actualité et traverser du Sénat au théâtre de l'Odéon. Ce dernier vient de changer de nom, il s'appelle aujourd'hui, depuis peu, Odéon-Théâtre de l'Europe. Parce que justement, les théâtres nationaux veulent s'ouvrir à l'Europe et c'est ce que fait Montpellier en prenant un auteur, un écrivain metteur en scène remarquable nommé Rodrigo GARCIA qui succède à un non moins remarquable auteur et metteur en scène, à savoir Jean-Marie BESSET. Mais dans un tout autre registre. Cela montre la richesse.

Monsieur le Maire : Mme BONNET, Jean-Marie BESSET, c'est Aurélie FILIPPETTI qui l'a mis dehors.

Françoise BONNET : Peu importe. Ce que je vous dis n'est pas politique, c'est culturel. C'est égal, moi j'ai beaucoup aimé le théâtre de Jean-Marie BESSET et j'aime beaucoup le théâtre de Rodrigo GARCIA. Cela montre que Montpellier est capable d'accueillir, comme toujours, du classique à l'avant-garde, avec l'argent du contribuable et tant mieux. Donc, je suis très heureuse que Rodrigo GARCIA soit là et j'aimerais que le théâtre s'appelle Humain Trop Humain. D'ailleurs, comme Mme JAMET doit le savoir, Humain Trop Humain est le titre d'un livre de Nietzsche qui s'appelle aussi « Un livre pour les esprits libres ». C'est ce que Rodrigo GARCIA est. Donc, pour cela, ce serait bien de changer de nom.

Monsieur le Maire : J'entends bien votre demande.

Bernard TRAVIER : Je crois, Monsieur le Maire et chers collègues que nous nous trompons de lieu pour discuter de cette question. Pourquoi ? Parce que la Ville de Montpellier est propriétaire des bâtiments. À ce titre, Monsieur le Maire, vous êtes opposé, à juste titre, à ce que nous modifions le titre du bâtiment qui s'appelait théâtre de Grammont. Vous avez à cette occasion, rappelé qu'il devrait désormais se nommer le théâtre des Treize Vents. Voilà pour la Ville. Le rôle de la Ville pour le moment s'arrête là. Le reste relève de l'Agglomération et non pas de la Ville. Je m'explique : M. Rodrigo GARCIA, que vous appréciez ou non son œuvre et son talent, n'a pas été choisi par l'équipe actuelle de l'Agglomération. Il a été choisi par les services de l'État, par l'équipe antérieure qui était à l'Agglomération, par la Région, Mme BIGAS. Qu'est-ce qui a justifié la démarche de Mme BIGAS qui s'est énormément engagée dans cette affaire ? Je ne peux pas vous le dire. Pourquoi ? Parce que lorsque je suis arrivé dans mon bureau à l'Agglomération, j'ai trouvé quarante boîtes totalement vides avec théâtre des Treize Vents, Cinemed, etc. Pas un seul document. Ce qui est un signe d'honnêteté intellectuelle et politique très fort que j'ai parfaitement apprécié.

Monsieur le Maire : A ce propos, nous avons reçu une lettre du Préfet de l'Hérault nous demandant de spécifier comment nous avons récupéré les archives de l'Agglomération. Ma réponse a été elliptique.

Bernard TRAVIER : Il y a eu des discussions à la DRAC où le directeur de la Culture, Marc DANIEL et moi avons fait un certain nombre d'observations, de façon à préserver tous les publics. Nous l'avons dit, de manière très modérée, en respectant fondamentalement le droit de l'artiste et je rappelle, Monsieur le Maire, que vous m'avez demandé également de faire un certain nombre d'observations qui ont été faites. Ceci étant, je ne vois pas ce que nous pouvons faire, le contrat a été signé, les conditions d'engagement prévues et tout ceci était fait avant notre arrivée. C'est tout ce que je peux dire.

Cédric de SAINT-JOUAN : Nous pouvons aimer ou ne pas aimer Rodrigo GARCIA, c'est une affaire de goût et je ne reviendrai pas dessus. Il est surtout important de savoir ce que nous sommes en train de construire dans le théâtre de Montpellier et comment nous organisons l'œuvre théâtrale à travers ce territoire. À Montpellier, nous avons le HTH, effectivement, qui, grâce à l'arrivée de Rodrigo GARCIA, atteindra une renommée internationale en faisant venir des troupes d'envergure internationale. Or, à Montpellier, nous avons beaucoup de théâtres. Nous avons le théâtre Jean Vilar pour la ville, nous avons la Vignette à l'UM3, nous avons le Domaine d'Ô, le théâtre Jacques Cœur. Le fait d'avoir un théâtre qui se positionne avec une telle exigence permettra à d'autres théâtres de trouver leur positionnement et d'offrir aux Montpelliérains une œuvre théâtrale assez complète. Aujourd'hui, nous avons simultanément trois nouveaux directeurs de théâtre, c'est un hasard du calendrier. Ce sont Rodrigo GARCIA, Nicolas DUBOURG à la Vignette et Frantz DELPLANQUE à Jean Vilar. Aujourd'hui, il y a une concertation, ces gens se voient, se concertent afin de pouvoir construire une œuvre théâtrale complète, comme nous essayons de construire notre territoire. Le théâtre aujourd'hui à Montpellier est un peu à l'image de ce que nous essayons de construire à l'Agglo et sur le territoire.

Monsieur le Maire : Je complète les propos de Cédric en disant que le théâtre de Sète doit aussi faire partie de cette offre parce qu'avec le TER, nous sommes à Sète en dix minutes et le cadencement à vingt minutes. Donc, lorsque nous parlons de territoire pour le théâtre nous faisons allusion à tous les théâtres de l'Agglo, de la ville ainsi que des villes alentour qui ne sont pas dans l'Agglo. Néanmoins, elles sont très proches en temps et elles font partie de l'offre possible. Voilà donc la conclusion. HTH est la société qui produit et les Treize Vents ce sont les murs. Je mets aux voix.

Pour : 61

Contre : 2

Abstentions :

Adopté à la majorité.

33- Cinéma Municipal Nestor Burma organisation d'un concours de nouvelles liées au cinéma, dans le cadre du prix national Jean Lescure

Chaque année, l'Association Française des Cinémas d'Art et Essai (AFCAE) et le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée (CNC) proposent le prix Jean Lescure, concours national de nouvelles, auquel les salles de cinéma peuvent s'inscrire pour inciter leurs usagers à participer.

Pour la deuxième année, le Cinéma Municipal Nestor Burma participe à ce prix Jean Lescure en proposant aux cinéphiles de remettre, avant le 30 septembre, une nouvelle de 10 pages maximum sur le thème du cinéma. Cette participation permet au Cinéma Nestor Burma, salle de cinéma de proximité de l'ouest montpelliérain, d'impliquer le public dans une démarche de création amateur, répondant ainsi aux objectifs de la politique culturelle de la Ville de Montpellier.

A l'instar des autres salles participantes, le Cinéma Nestor Burma sélectionnera un lauréat dont la nouvelle sera soumise au jury national composé par l'AFCAE et le CNC.

Cette première sélection par le Cinéma Nestor Burma permettra au lauréat du concours de bénéficier d'une année de projection gratuite au sein du cinéma municipal, sachant que le prix d'une place est de 6 €.

Les résultats de ce concours en région seront proclamés avant le 30 octobre. Au niveau national, le jury retiendra trois lauréats au cours du mois de janvier 2015.

Les prix remis par l'AFCAE et le CNC aux trois lauréats sont :

- Premier prix : un séjour pour une personne au festival de Cannes 2015
- Deuxième prix : un laissez-passer d'un an, valable pour deux personnes dans toutes les salles Art et Essai de France (adhérents AFCAE)
- Troisième prix : des ouvrages de cinéma

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'approuver l'organisation de ce concours au sein du Cinéma Municipal Nestor Burma ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 63

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

M. YOUSSEF entre en séance.

M. LARUE sort de séance.

**34- Convention de partenariat pour l'organisation du cycle
"projeté - architecture & cinéma"
entre la Ville de Montpellier, la DRAC, l'ENSAM, l'Ordre des Architectes et
la Maison de l'Architecture**

Créé en 2011 à l'initiative de la Maison de l'Architecture, « Projeté – Architecture & Cinéma » est un cycle de conférences et de projections mettant en évidence la place importante que tiennent les concepts architecturaux dans le cinéma. Chaque année, un thème est le fil conducteur des rencontres. Ainsi pour la saison 2013/2014, le thème retenu était « Lumière, lumières » et a permis notamment la projection de *Ordet*, de Carl Theodor Drewyer ou de *la Belle et la Bête*, de Jean Cocteau.

Pour cette édition 2014/2015, « Projeté - Architecture & Cinéma » mettra à l'honneur « le lieu » et proposera quatre projections, au sein du Cinéma municipal Nestor Burma, de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier et sur l'espace public, comme c'est le cas chaque année sur la place Sainte Anne à Montpellier.

Pour la Ville de Montpellier, ville au patrimoine culturel et architectural très fort, ces rencontres alliant à la fois images cinématographiques et réflexion architecturale sont une belle opportunité d'offrir aux Montpelliérains un cycle de projections et de conférences dont la qualité est une exigence. Cinéphiles, architectes, curieux, néophytes ou étudiants sont ainsi invités à découvrir ou redécouvrir de grands classiques du cinéma sous un nouvel angle, non plus seulement narratif mais architectural.

La Ville de Montpellier soutient depuis son origine ce projet porté par la Maison de l'Architecture, aux côtés de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier et de l'Ordre des Architectes. Outre un accompagnement en termes de communication, la Ville de Montpellier met à disposition de la Maison de l'Architecture, le Cinéma Municipal Nestor Burma qui prend en charge les coûts de location et de projection du film présenté.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 63
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

35- Convention de mise à disposition de l'auditorium de la Panacée au Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des 13 vents

La Ville de Montpellier, dans sa politique culturelle, a la volonté de rapprocher les institutions culturelles du territoire afin de diversifier les événements proposés au public et assurer des croisements entre les différentes disciplines de l'art et de la culture.

La Panacée, centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier, dispose d'un auditorium de 188 places pour la programmation de conférences, lectures ou diffusions. L'utilisation de l'auditorium est intégrée à la programmation artistique et culturelle de la Panacée, dans le cadre de la politique culturelle de la Ville de Montpellier.

Le Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des 13 vents, propose au public une programmation artistique et culturelle dans le domaine du spectacle vivant. Pour la saison 2014-2015, le Théâtre des 13 vents élargit sa programmation et organise un cycle de conférences thématiques avec des intervenants spécialisés.

Les conférences proposées, gratuites et ouvertes à tout public, sont les suivantes :

Mercredi 15 octobre 12h30	Intervenant : Isabelle Ginot Titre spectacle lié : <i>Matadouro</i> de Marcelo Evelin
Jeudi 16 octobre 12h30	Intervenant : Jan Fabre Modératrice : Rosita Boisseau Titre spectacle lié : <i>Le pouvoir des folies théâtrales</i> de Jan Fabre
Vendredi 21 novembre 12h30	Intervenante : Beatriz Preciado <i>Le manifeste contra-sexuel</i>
Jeudi 27 novembre 12h30	Intervenant : Jan Lauwers Modérateur : Yvon Tranchant Titre spectacle lié : <i>Needlapb / What do you mean</i> de Needcompany Jan Lauwers
Mercredi 21 janvier 2015 12h30	Intervenant : Robert Pfaller Titre spectacle lié : <i>Et balancez mes cendres sur Mickey</i> de Rodrigo García

L'interdisciplinarité étant au cœur du projet artistique et culturel de la Panacée et du projet d'établissement, un premier partenariat avec le Centre Dramatique National permettrait de poser les jalons de collaborations plus fortes entre le Centre Dramatique National et la Ville de Montpellier. Ce premier partenariat porterait ainsi sur la mise à disposition gracieuse de l'auditorium.

Cette mise à disposition correspond à une subvention en nature de 69.63 € par jour d'utilisation de l'auditorium (195.5 m2, 130 € par m2 et par an, soit 69.63 € par jour) ; cette somme sera inscrite dans le compte administratif de la Ville ainsi que dans les comptes du bénéficiaire de la mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la mise à disposition gracieuse de l'auditorium de la Panacée au Centre Dramatique National pour l'organisation de 5 conférences
- D'approuver la convention jointe en annexe de la présente délibération
- D'inscrire la valorisation de cette mise à disposition dans le compte administratif de la Ville ainsi que dans les comptes du bénéficiaire ;
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition de locaux à titre gracieux selon les termes de l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Pour : 60

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Mme NAVARRE sort de séance.

36- Théâtre Jean Vilar, programmation 2014-2015 Demandes de subventions

Depuis le 1er janvier 2011, le théâtre Jean Vilar, implanté dans le quartier Mosson, est un service municipal rattaché à la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Les spectacles, projets et activités proposés par le théâtre Jean Vilar, à destination du grand public comme des établissements scolaires ou des compagnies théâtrales, sont susceptibles de bénéficier de subventions de fonctionnement octroyées par l'Etat, les collectivités territoriales ou certaines associations.

Il convient donc d'autoriser le dépôt de demandes de subventions au titre de la programmation 2014-2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le dépôt de demandes de subventions le plus large possible pour le fonctionnement du théâtre Jean Vilar ;
- De dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

37- Théâtre Jean Vilar demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)

Le théâtre Jean Vilar organise depuis de nombreuses années des activités artistiques et théâtrales en milieu scolaire ; ces activités sont susceptibles d'être subventionnées par l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication). Il convient donc de déposer la demande de subvention au titre de la programmation 2014-2015.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication), conformément au budget du théâtre relatif aux activités en milieu scolaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 62

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mme NAVARRE et M. LARUE entrent en séance.

38- Boutographies 2014

Acquisition de tirages réalisés par Jan Q. Maschinski, lauréat du Prix du Jury

Depuis la création des Boutographies, rencontres photographiques de Montpellier, la Ville est un partenaire privilégié de cette manifestation.

Le Prix du Jury, créé en 2009, récompense un jeune photographe européen dont la démarche est jugée particulièrement digne d'être encouragée. Depuis 2010, la Ville a choisi d'enrichir son fonds photographique par l'acquisition de tirages provenant de la série primée.

Le lauréat du prix du jury 2014 est Jan Q. Maschinski, de nationalité allemande, né à Dortmund en 1983. Il a suivi des études de graphisme, design et arts à l'université de Bielefeld (Westphalie).

La Ville a ainsi choisi d'acquérir quatre tirages de la série Vortex, qui *« met en connexion des moments introspectifs et les regards spécifiques qui leur sont associés. En évitant les histoires personnelles – le travail ne concerne pas les expériences intimes des individus en particulier – je peux révéler des sentiments refoulés et des étrangetés intangibles, qui sont le vrai propos de mes images. L'esthétique morbide des 'scènes de crime', est accentuée par une mise en scène assumée et l'utilisation de fonds très colorés. Le spectateur découvre ainsi une image à la fois hyper-réaliste et improbable, qui fait référence à un passé mis à distance, tout en laissant place à ses propres évocations »* (Jan Q. Maschinski).

« Jan Q. Maschinski saisit ce que l'extase fait du corps, et n'en fait pas mystère. L'instant est d'une intensité sourde et douloureuse, mais n'invoque ni pardon ni élévation. Ici, la mort n'est pas le chemin unique et obligé vers un au-delà où tout serait racheté, mais la petite mort impardonnable, celle de la répétition voulue à l'infini. Cet instant-là ne prétend pas à la transcendance, il accepte le corps comme seul refuge de l'émotion, sous peine de n'en retenir -sous les cieux vides, dans l'absence des regards- que la chair, les veines, la peau... la stricte matérialité de sa présence au moment, à la lumière, à la couleur » (Christian Maccotta, Directeur Artistique des Boutographies).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la signature du contrat de vente de photographies, joint en annexe, pour un montant global de 2 500 € nets ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Audrey LLEDO : Je prends la parole aujourd'hui pour vous demander si vous avez bien regardé les Boutographies de M. MASCHINSKI.

Monsieur le Maire : Je n'ai pas raté une édition des Boutographies en vingt ans.

Audrey LLEDO : Comme vient de le dire mon cher collègue, effectivement, ce sont des photos de visages en gros plan, avec des regards « suggestifs ». Tout dépend de l'interprétation bien sûr. Je pense notamment à celle-

ci. Trouvez-vous cela beau, sincèrement ? Cela était tout à l'heure affiché en gros plan, cela n'y est plus. Voilà. Vous pouvez la voir, c'est magnifique. Où comptez-vous mettre ceci ? Dans votre bureau ou peut-être dans le salon de Mme BONNET ? Je suppose qu'elle aimerait bien que ce soit payé aux frais du contribuable.

Monsieur le Maire : Nous n'allons pas commencer ce type de débat dans cette enceinte. L'art a toujours transgressé les idées reçues, que ce soit en matière de philosophie, en matière de sexualité et sur d'autres matières. C'est normal. Mlle LLEDO, samedi après-midi, si vous n'avez rien d'autre à faire, je vous invite à visiter le musée languedocien, rue Jacques Cœur. Vous y verrez de magnifiques vases étrusques en poterie rouge, sigillés, dessinés en noir sur lesquels vous verrez des scènes bien pires que celles que vous nous montrez. Elles datent de trois siècles avant Jésus-Christ. Vous y verrez également toute une série de scènes de la vie quotidienne agrémentées par le regard de l'artiste. Eh bien là, nous sommes dans le même cas de figure. Il faut accepter que l'art dépasse un peu les limites, sinon nous sommes dans une société aseptisée. Je n'en veux pas de cette société aseptisée. Il faut laisser la liberté. *Applaudissements.*

Nous faisons attention à l'argent public, ne vous inquiétez pas. Si Anticor m'a donné le prix de l'éthique en politique en janvier 2014, en pleine élection municipale, c'est qu'ils ont considéré que j'avais des qualités hors du commun.

Michaël DELAFOSSE : Tout d'abord, je salue cette politique d'acquisition car la Ville commence à avoir une collection photographique année après année. Ce choix a été celui du jury avec de grandes personnalités de la photographie comme chaque année pour les Boutographies depuis treize ans, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : M. DELAFOSSE, c'est moi qui les ai financées la première fois parce que j'étais conseiller général à ce moment-là. Avec votre amie Mme DOMBRE-COSTE que j'ai amenée dans la liste de Georges FRÊCHE en 1995.

Michaël DELAFOSSE : Tout à fait et c'est très bien. Nous pouvons considérer ensemble que les Boutographies sont un festival de renommée, pleinement arrivé à maturité. Au-delà de cela, je crois qu'il est important et vous l'avez fait, nous partageons cette conviction. Nous voyons le Front National gérer des mairies et nous retrouvons le retour de la censure, cette volonté de faire des expositions où nous sélectionnerions les artistes à partir d'opinions politiques. Les artistes sont libres, nous devons les défendre et je crois que c'est l'honneur de la Ville de Montpellier de faire en sorte que les talents puissent s'exprimer dans cette ville. Là, par le choix que le jury propose – j'espère que le Conseil municipal sera unanime – nous pouvons soutenir ce festival et ces choix parce que les attaques contre la culture, nous les connaissons à travers l'histoire, nous les voyons aujourd'hui à travers la gestion d'un certain nombre de villes. Excusez-moi, mais le choix de mettre de l'argent public et de soutenir des gens qui, par leur liberté, nous tirent précisément vers le haut, nous élèvent, nous interrogent. Montpellier doit conserver cette ambition. Le Front National, en la matière, n'a aucune leçon à donner à cette ville.

Monsieur le Maire : M. DELAFOSSE, souvent je ne partage pas vos points de vue mais là, je vous donne raison. Je mets aux voix.

Pour : 61

Contre : 3

Abstentions :

Adopté à la majorité.

39- Création d'une chaussée réservoir avenue Paul Rimbaud Autorisation de demande de subvention

Le projet de renouvellement urbain du quartier du Petit Bard comprend un volet de rénovation du patrimoine bâti et s'accompagne d'une requalification des espaces publics visant à désenclaver le quartier, introduire la mixité et enrichir les espaces. Cette opération s'étend sur une emprise de 20 ha située dans la partie amont du bassin versant du Rieucoulon particulièrement exposé aux phénomènes de ruissellement urbain et de saturation des réseaux d'assainissement des eaux pluviales.

Ces travaux d'aménagement urbain représentent ainsi une opportunité de promouvoir la rétention à la source en mettant en œuvre des techniques innovantes de collecte des eaux pluviales visant à compenser l'imperméabilisation de ce secteur densément urbanisé.

Malgré l'étroitesse des emprises disponible, la Ville a privilégié la rétention à la source en aménageant 6 bassins enterrés par un procédé innovant de structure alvéolaire ultralégère (SAUL), compatibles avec les équipements de surface. Ces bassins sont situés sous les squares, terrains de sports et aires de jeux. Ces travaux ont été réalisés en 2013 et 2014.

En accompagnement, la Ville réaménage également l'avenue Paul Rimbaud. Dans ce cadre, un 7^{ème} bassin de type « chaussée réservoir » d'un volume de 900 m³, destiné à recueillir les eaux de ruissellement de la voirie, sera réalisé en 2015. Le coût du projet s'élève à 750 000€ HT. Les crédits de paiements sont inscrits au programme pluriannuel d'investissement en 2015.

Dans le cadre de l'appel à projets lancé par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour la « Lutte contre la pollution pluviale », les actions visant à retenir les eaux pluviales à la source par des techniques alternatives peuvent être subventionnées à hauteur de 50 %.

Sous réserve de l'obtention des aides, la répartition du financement de l'opération sera la suivante :

- Agence de l'Eau (50 % du montant HT) : 375 000 € HT
- Ville de Montpellier (50 % du montant HT) : 375 000 € HT

En conséquence, nous vous proposons :

- de solliciter l'aide financière auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Gérard CASTRE : Il s'agit d'une demande d'autorisation de subvention auprès de l'Agence de l'Eau, Rhône Méditerranée Corse, pour la création d'une chaussée réservoir avenue Paul Rimbaud. Le coût du projet s'élève à 900 000 € TTC et pourrait être subventionné à hauteur de 50 % par la ville et 50 % par l'Agence de l'Eau.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

40- Convention Constitutive de groupement de commandes Ville de Montpellier - Communauté d'Agglomération de Montpellier Autorisation de signer les documents

Aménagement de réseaux nécessaires dans le cadre du PAE Saint- Lazare : Avenue de Castelnau, Avenue St-Lazare, Rue de Ferran, rond-point du Souvenir Français, avenue de la Reine d'Italie Réalisation des réseaux d'eaux pluviales Reprise des réseaux d'eaux usées et d'eau potable

Par délibération du 6 février 2012, le Conseil Municipal a approuvé le Programme d'aménagement d'ensemble (PAE) de l'îlot Saint-Lazare.

Ce projet d'aménagement prévoit la requalification des espaces et équipements publics d'infrastructure (voirie, réseaux) en particulier pour les voies suivantes : Avenue de Castelnau, Avenue St-Lazare, Rue de Ferran, rond-point du Souvenir Français, avenue de la Reine d'Italie.

Dans le cadre de ce projet, la Ville doit réaliser la pose de réseaux d'eaux pluviales pour assurer l'assainissement pluvial des chaussées. La Communauté d'Agglomération de Montpellier doit également procéder à la rénovation des conduites d'eaux usées et d'eau potable.

L'encombrement du sous-sol et l'imbrication de ces projets sont tels qu'ils nécessitent, pour des raisons économiques, de planning et de phasage des travaux, la réalisation de travaux de terrassement commun et des travaux de pose de réseaux et d'aménagement de surface à l'avancement. Il devient alors souhaitable de passer un marché unique pour la réalisation des travaux de pose de ces canalisations.

Ce marché unique permettra notamment de réaliser des tranchées communes pour les réseaux et de réaliser à l'avancement les terrassements de voirie, et la pose des réseaux humides.

Pour ce faire, il est envisagé de constituer un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics.

Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet. La Ville sera désignée coordonnateur du groupement.

Elle sera chargée de conduire la procédure d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter chaque marché de travaux.

La Commission d'Appel d'Offres de la Ville sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ce marché. Le président de la Commission d'Appel d'Offres de la Ville pourra désigner les représentants de chacune des collectivités pour assister aux séances d'ouverture des plis et d'attribution des marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement.

- **580 000 € HT soit 696 000 € TTC** pour le réseau d'eaux pluviales à la charge financière de la Ville,
- **271 500 € HT soit 328 800 € TTC** pour la part des réseaux d'eau potable à la charge financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;
- **356 000 € HT soit 427 200 € TTC** pour la part des réseaux d'eaux usées à la charge financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention constitutive de groupement de commandes avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les travaux d'aménagement dans le cadre du PAE Saint-Lazare, jointe en annexe;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer cette convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

**41- Convention de remise par GrDF
à son concédant
de canalisations de gaz combustible abandonnées
Rue Aristide Olivier**

GrDF assure la distribution de gaz combustible sur la commune de Montpellier en vertu d'un traité de concession en date du 19 février 1997.

L'article 13 de ce traité de concession fixe les dispositions suivantes : « au titre des dispositions que le concessionnaire est tenu d'adopter lorsqu'une canalisation du réseau concédé, à l'exception des branchements et des conduites montantes, est mise hors exploitation, comptent les actions suivantes dans l'ordre de priorité(...) »

4) la remettre à l'autorité concédante comme bien de retour avant le terme de la concession pour un autre usage que celui du service concédé, sous réserve de son acceptation. La remise de la canalisation abandonnée fera l'objet d'une convention avec plan annexé entre l'autorité concédante et le concessionnaire.

La Ville, par ailleurs, est à l'initiative de la reconquête de la friche située rue Du Guesclin par une opération d'urbanisation comprenant près de 5.200 m² de commerces et de services et 79 logements dont 37 logements locatifs sociaux, dotée de 128 places de stationnement dont 74 ouvertes au public fréquentant les commerces. Dans le cadre de cette opération, il est nécessaire de dévier le réseau d'adduction d'eau potable de l'assiette foncière à libérer pour cette opération. Ce dévoiement implique, pour l'Agglomération de Montpellier, la réhabilitation du réseau d'adduction d'eau potable en franchissement sous le domaine ferré. L'abandon de la conduite de gaz à cet endroit constitue une opportunité, techniquement et financièrement, pour réaliser ces travaux de réseaux à moindre coût pour la collectivité et pour minimiser la gêne aux riverains et aux usagers durant ces travaux.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention, tel que prévu au traité de concession GrDF, actant de la remise de cette conduite abandonnée, située rue Aristide Olivier, à la collectivité ;
- De dire que cette remise se fait naturellement à titre gracieux ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à la conclusion et à l'exécution de cette convention.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

42- REDEVANCE SPECIALE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES 2014

Convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier

Par délibération en date du 19 septembre et du 16 décembre 2005, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a instauré la Redevance Spéciale pour les déchets non ménagers. La loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 la rend obligatoire pour les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale qui n'ont pas institué la redevance d'enlèvement des ordures ménagères, mais qui ont opté pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), ce qui est le cas de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette Redevance Spéciale concerne les personnes morales de droit public et les personnes morales de droit privé. Elle est calculée en fonction du service rendu et notamment de la quantité de déchets éliminés. Elle permet ainsi de ne pas faire supporter aux ménages le coût de l'élimination des déchets pris en charge par la collectivité publique, qu'il s'agisse des déchets produits :

- par les établissements publics, exonérés de droit de la TEOM,

► par les établissements privés commerciaux ou artisanaux dont les quantités de déchets présentées à la collecte sont souvent beaucoup plus importantes que celles des ménages.

Une convention doit être signée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier. Elle a pour objet de définir les conditions générales portant règlement de la Redevance Spéciale, ainsi que les conditions particulières et le prix des prestations d'élimination des déchets assimilés auxquels s'applique cette redevance. A Montpellier, les sites concernés sont : les écoles publiques, les crèches, les maisons pour tous et les maisons de quartier, et autres bâtiments municipaux...

Le montant de la redevance annuelle pour 2014 s'élève à 604 104, 01 € TTC. La convention est conclue pour un an à compter du 1^{er} janvier 2014.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'adopter cette convention,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

43- Mandat spécial, présentation de missions opérationnelles de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de la loi 92-125 du 6 février 1992, dont le titre IV 5 est consacré à la coopération décentralisée.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages et l'adhésion à des réseaux de coopération décentralisée.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et des acteurs locaux.

Mission à Chengdu du 19 au 26 Octobre 2014

Dans le cadre du cinquantenaire des relations diplomatiques franco-chinoises, et suite à la réalisation de différents projets communs initiés par les Villes de Montpellier et de Chengdu, une délégation de la Ville de Montpellier composée d'Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à l'Education, Fabien ABERT, Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et aux Sports, et Robert COTTE, Conseiller Municipal délégué aux Jumelages, se rendra à Chengdu afin de représenter la ville lors de différents événements.

L'Ecole de Montpellier à Chengdu, construite à la demande du maire de Chengdu, M. GE Honglin, sur le modèle de l'école Chengdu à Montpellier, sera inaugurée à cette période. Cet établissement accueille, depuis le mois de septembre, 1600 élèves et compte parmi ces enseignements, six classes de français à destination des jeunes chinois.

Se déroulera également, du 24 au 26 Octobre, la première édition du Festival International des Sports Extrêmes en Chine et plus particulièrement dans la ville jumelle de Montpellier. Cet événement sera l'occasion d'enrichir les échanges, de soutenir les initiatives culturelles et sportives entre la France et la Chine, et plus particulièrement entre Montpellier et Chengdu.

Du 23 au 26 Octobre aura lieu la Foire Internationale de la Chine de l'Ouest en présence d'environ 1000 entreprises françaises et chinoises dont des entreprises de l'Agglomération de Montpellier, représentant dix secteurs d'activités.

Cette mission permettra aussi de faire le point avec les services de la Ville de Chengdu sur les projets de coopération en cours avec les partenaires chinois (sport, éducation, médecine, urbanisme, tourisme....).

D'autres délégations de partenaires locaux se rendront à Chengdu sur cette période tels qu'une délégation de l'Agglomération de Montpellier; une délégation du Rectorat, de l'architecte montpelliérain André ARRIOTTI et des élèves des collèges Fontcarrade et Rabelais qui suivent depuis l'année dernière des enseignements de chinois pour l'inauguration de l'école Montpellier à Chengdu; de représentants des universités UM1 et UM2; d'une délégation du CHRU qui viendra signer une convention sur un projet de Centre Alzheimer et de diabète.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal:

- D'accorder à Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à l'Education, Fabien ABERT, Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et aux Sports, et Robert COTTE, Conseiller Municipal délégué aux Jumelages, un mandat spécial pour le déplacement à Chengdu du 19 au 26 Octobre 2014;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs invités par M. le Maire;
- D'autoriser Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à l'Education, Fabien ABERT, Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et aux Sports, et Robert COTTE, Conseiller Municipal délégué aux jumelages à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale;
- De prélever les dépenses inhérentes à ce déplacement (estimées à 11 300 €) sur le budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920).

Monsieur le Maire : Il s'agit là de la mission en Chine à Chengdu où trois de nos collègues nous représenteront aux alentours du 24 octobre, durant six jours. Il y en aura trois de l'Agglomération et trois de la Ville. Pour ce qui est de l'Agglomération, il s'agit de Mme Chantal MARION, au titre de sa vice-présidence au développement économique, M. Jean-Luc MEISSONNIER au titre de sa vice-présidence des sports et M. Yvon PELLET, maire de Saint Geniès des Mourgues au titre de sa délégation à la viticulture. Pour la Ville : Fabien ABERT adjoint au maire chargé des sports, Robert COTTE, chargé des relations internationales et Isabelle MARSALA, adjointe au maire chargée de la réussite éducative. Les frais sont partagés moitié Ville, moitié Agglo. Le coût total est de 9 300 € pour la Ville. Nous essayons de trouver les meilleurs prix car il s'agit de l'argent public. Pourquoi Robert COTTE, relations internationales ? Pourquoi Isabelle MARSALA ? Parce qu'il y a l'inauguration de l'école de Montpellier à Chengdu. Et pourquoi Fabien ABERT et Jean-Luc MEISSONNIER ? Parce qu'il y a le nouveau projet d'extension internationale du FISE qui a été vendu à la Chine. Cela fait trois bonnes raisons. En ce qui concerne Chantal MARION, il y a six entreprises qui l'accompagneront. Allez-y Mme MARION, répondez car c'est important.

Chantal MARION : Il y a six entreprises qui nous accompagneront. Il en avait huit sur le papier mais deux ne viendront pas. C'est la raison pour laquelle c'est un peu plus coûteux pour l'Agglo car nous emmenons une personne de chaque entreprise.

Monsieur le Maire : Tout est modéré, tout passe par le filtre pour autorisation spéciale. Pour les jumelages, bien sûr que la Ville et l'Agglo doivent avoir un rayonnement international. Mais il faut garder raison. Nous ne sommes pas là pour faire quarante voyages et pour aller nous promener aux antipodes avec l'argent des Montpelliérains. Moi je n'y vais pas car j'ai peur en avion. Je ne ferai que Palerme aller-retour, en un jour et demi. Uniquement pour saluer le maire. Ils n'y vont pas en vacances mais pour représenter la Ville et l'Agglomération sur des actes précis. C'est bien que Montpellier soit représenté à l'international, même les jumelages du type Sherbrook et Rio de Janeiro. Je les réduirai mais ne les éteindrai pas. Ce seront des conventions d'amitié entre les villes car il est important que nous ayons un rayonnement international. Par contre, il est nécessaire de réactiver Barcelone. Il n'y a rien qui se fait avec Barcelone. Rien du tout. C'est pourtant notre ville jumelle ainsi que Fès, Tlemcen avec qui nous avons énormément de relations sur le plan culturel. Il faut dépasser tout cela et nous tourner vers les plans économique et universitaire, surtout sur la Méditerranée. Nous devons refaire un vrai plan d'action en ce qui concerne les relations internationales et c'est la

raison pour laquelle je n'ai pas nommé d'adjoint. Il n'y a qu'un conseiller municipal et le reste est managé par mon cabinet. Cela me permet de surveiller tous les frais.

Perla DANAN : Monsieur le Maire, chers collègues, je vais préciser ici ce que j'ai dit hier, à savoir que les jumelages ne sont pas synonymes de voyage et que l'impact économique et culturel des jumelages est important. Nous avons 3 000 étudiants chinois à Montpellier qui consomment et qui sont des ambassadeurs de la ville, là-bas. Donc, cela me semble très important. Un point d'information aussi : lorsque j'ai négocié le transfert du FISE à Chengdu, il avait été promis par la société, sur ma demande, qu'à terme deux riders de Montpellier sélectionnés au FISE de Montpellier puissent être invités à Chengdu. Je trouve que pour des jeunes, c'est vraiment une très belle initiative de pouvoir les envoyer participer au FISE de Chengdu. Voilà. C'était un petit rappel, cela me semble important. Deuxième point : il y a des accords importants avec les hôpitaux. Je n'ai pas vu dans la délégation quelqu'un des hôpitaux ou alors j'ai mal regardé.

Monsieur le Maire : A ma connaissance, il n'y en a pas cette fois-ci. Mme DANAN, je vous rassure, il y aura bien deux riders. Il y aura un cow-rider, Jean-Luc MEYSSONNIER, et un snowboarder, Fabien ABERT.

France JAMET : Je vais me répéter car effectivement, nous sommes sur les mêmes sujets qu'hier. Hier je vous rappelais que, contrairement à ce que vous avez promis pendant toute la campagne, vous mettez vos pas dans les pas de vos prédécesseurs. La position de Mme DANAN s'explique car vous ne faites que prolonger la politique qu'elle avait déjà entamée sous une autre ère. Nous voterons donc contre pour les raisons évoquées hier : cela coûte cher et l'impact économique n'est pas aussi évident que vous avez l'air de le dire même si hier, il était question de « mentalité chinoise ». Je me demandais s'il s'agissait de la corruption ou des problèmes inhérents à la Chine. J'ai rappelé également les conditions de démocratie et la liberté d'expression dans un pays que personne ne condamne jamais. Par ailleurs, la Région y va, le Département y va, vous y allez tous. Il n'y a même pas de mise en commun des moyens pour essayer d'économiser si vraiment il y avait une efficacité.

Monsieur le Maire : Merci Mme JAMET. Simplement vous dire que nous recevrons plusieurs ambassadeurs de pays étrangers dans les semaines à venir. Notamment l'ambassadeur de Palestine qui viendra à Montpellier le jour où je rencontrerai le Président de la République. C'est moi qui devais le rencontrer officiellement. J'ai demandé à Mme JANNIN, première adjointe, de le rencontrer protocolairement, comme un maire doit rencontrer un ambassadeur. Vous savez que les cérémonies protocolaires avec les ambassadeurs sont très normées. Nous recevrons aussi l'ambassadeur de Malte et nous avons reçu avec Robert COTTE l'ambassadeur de Chine à Paris, il y a quelque temps. Je mets aux voix.

*Pour : 61
Contre : 3
Abstentions :
Adopté à la majorité.*

44- Mise à disposition de locaux associatifs

Autorisation de signer les avenants aux conventions d'occupation du domaine public

Approbation de redevances minorées

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations développant des projets en lien avec les jumelages existants et de nature internationale en général. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux et l'apport d'aides logistiques.

Les associations locataires de bureaux à l'Espace Jacques Premier d'Aragon, voient leurs conventions arrivées à échéance. A ce titre, la Ville de Montpellier souhaite maintenir la location de ces locaux aux associations présentes, à compter de la date de signature jusqu'au 31 décembre 2014, date à laquelle l'ensemble des mises à disposition de locaux associatifs seront revues.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée.

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Casa Amadis	117 rue des Etats Généraux	9191 €	35 €	9156 €
Colonia Espagnola	117 rue des Etats Généraux	4004 €	35 €	3969 €
Iberia Cultura	117 rue des Etats Généraux	4004 €	35 €	3969 €
Casa de España	117 rue des Etats Généraux	4004 €	35 €	3969 €
Amigos de Europa Centre Valenciano del exterior Gransur	117 rue des Etats Généraux	3861 €	35 €	3826 €
Amitiés Franco-colombiennes de Montpellier	117 rue des Etats Généraux	4147 €	35 €	4112 €
Montpellier Cuba Solidarité	117 rue des Etats Généraux	4147 €	35 €	4112 €
Senzala	117 rue des Etats Généraux	2383 €	35 €	2348 €
Theavida	117 rue des Etats Généraux	1911 €	35 €	1876 €
Hispanothèque	117 rue des Etats Généraux	3679 €	35 €	3644 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les avenants n° 1 de prolongation des conventions joints en annexe ;
- D'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

45- Réforme du régime des concessions de logement

Par délibération en date du 6 février 2012, il a été procédé à l'actualisation de la liste des logements de fonction de la Ville de Montpellier

Le décret 2012-752 du 9 mai 2012 modifie le régime des concessions de logement. Les mesures de ce décret doivent s'appliquer au plus tard le 1^{er} septembre 2015. Elles s'appliquent immédiatement pour les agents ayant obtenu une attribution de logement après la parution du décret 2012-752.

La présente délibération a pour objet d'établir les conditions de mise en œuvre de ce décret pour les logements ne disposant pas de compteur individuel et ne pouvant de ce fait relever d'une application automatique du décret. Une réponse à une question parlementaire (n°39435) précise en effet qu'il appartient à l'organe délibérant d'apprécier le mode de répartition qu'il souhaite mettre en place.

Rappel des modifications introduites par le décret

- Les logements pour nécessité absolue de service

Il est mis fin au principe de la gratuité de la fourniture des fluides, à savoir l'eau, l'électricité et le gaz. De plus, les arrêtés d'attribution individuels devront désormais préciser la superficie des locaux, le nombre et la qualité des personnes à charge.

- Les logements pour utilité de service prennent une nouvelle appellation et deviennent avec « occupation précaire avec astreinte ». La redevance doit être égale à 50% de la valeur locative réelle des locaux occupés.

Au regard des contraintes d'application technique, deux modalités du paiement des fluides sont mises en place :

- Un paiement direct de l'agent à l'opérateur (compteur individuel)
- Un paiement en fonction de ratios (en raison de l'absence de compteur individuel). Le service Energie prend alors en charge le paiement global des fluides et indique aux services des finances les bases de calcul pour la refacturation à l'agent.

Le mode de calcul proposé pour les logements sans compteur individuel sont les suivants :

- Chauffage/gaz/électricité/ : Le service Energie se base sur les données de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) établissant la consommation moyenne des ménages en kwh/m2. Cette consommation moyenne est ensuite multipliée par le coût du kwh payé par la ville de Montpellier l'année N-1 (en €TTC /kwh). Le forfait payé par l'agent résulte de la multiplication de cette facture moyenne au m2 par le nombre de m2 du logement occupé. A titre indicatif elle est pour 2014 de 15.96€TTC/m2/an pour le chauffage et de 3.51€TTC/m2/an pour l'électricité.
- Eau : les données nationales fixent la consommation moyenne annuelle par personne à 50m³. Le ratio est donc = 50m³ * prix du m³ de l'eau (fixé par les services de l'eau de l'agglomération). A titre indicatif, le prix de l'eau en 2014 est de 3.32 €/m3. Le forfait payé par l'agent résulte de la multiplication de ce ratio par le nombre de personnes occupant le logement. Ainsi en 2014, ce ratio est de 166€ par personne et par an.

L'annexe jointe à la délibération fixe la liste des modalités de paiement des fluides par type de logement.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter les dispositions ci-dessus présentées
- D'adopter la liste en annexe.

Pour : 61

Contre :

*Abstentions :
Adopté à l'unanimité.*

46- Modifications du tableau des effectifs

I – Créations de postes :

Filière médico-sociale :

Infirmier cadre de santé : création d'un poste suite nomination concours

Filière sportive :

Educateur APS : création d'un poste suite nomination concours

Filière technique :

Ingénieur : création de deux postes suite à réintégration congé parental et recrutement sur un grade différent

Adjoint technique de 1^{ère} classe : création de deux postes suite à nomination concours

II – Suppressions de postes :

Filière administrative :

Attaché : Suppression d'un poste de coordinateur des interventions sur le territoire au cabinet et de deux postes à la direction de la communication (chargé de mission communication et chargé de communication et des relations publiques), vu l'avis du Comité Technique Paritaire modifiant les organigrammes de ces directions pour des motifs d'organisation des services (la suppression interviendra à la date effective de départ des agents occupant les fonctions susmentionnées).

Filière animation :

Adjoint d'animation de 2^{ème} classe : Suppression d'un poste suite nomination concours

Filière médico-sociale :

Puéricultrice de classe normale : Suppression d'un poste suite à avancement de grade

Infirmier de classe normale : suppression d'un poste suite nomination concours

Auxiliaire de puériculture de 1^{ère} classe : Suppression de deux postes suite à avancement de grade

Filière sportive :

Educateur APS principal de 2^{ème} classe : Suppression d'un poste suite à avancement de grade

III - Ouverture de poste à des agents non titulaires :

Direction de la Communication :

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant sur des fonctions de Directeur de l'information. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Abdi EL KANDOUSSI : Monsieur le Maire, nous sommes sur une procédure classique qui permet de réajuster les effectifs de la ville. Pour un bon fonctionnement de l'administration, nous créons et supprimons des postes, suite à nominations au concours ou avancements de grade. Cela est mécanique et se fait en toute transparence depuis le début du mandat.

Pour : 58
Contre :
Abstentions : 3
Adopté à l'unanimité.

47-Convention de servitude de passage au profit de E.R.D.F **Parcelle cadastrée HW 98**

Dans le cadre de la mise en esthétisme des réseaux aériens de la rue Général Maureilhan, Electricité Réseau Distribution France (ERDF) souhaite installer un câble aérien d'une longueur de 6 mètres sur la façade du bâtiment rue Général Maureilhan à Montpellier, parcelle cadastrée HW 98, propriété de la Ville. Ce bâtiment abrite l'école élémentaire Gambetta.

Par conséquent, ERDF propose à la Ville une convention de servitude de passage sur cette parcelle.

Cette convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par le notaire de la société ERDF à ses frais.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la Ville à signer une convention de servitude avec ERDF pour le passage en façade d'un réseau électrique sur la parcelle cadastrée HW 98, moyennant une indemnité forfaitaire de 50 euros ;
- De dire que ladite convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par le notaire de la société ERDF, à ses frais ;
- D'imputer la recette au budget de la Ville ;
- D'autoriser le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

48- Convention de servitude de passage au profit de E. R. D. F **Quartier Méditerranée (secteur 3)**

Dans le cadre du projet de renouvellement partiel du réseau Basse Tension rue de la Méditerranée (secteur 3) sur la commune de Montpellier, Electricité Réseau Distribution France (ERDF) souhaite installer un câble Basse Tension aérien d'une longueur de 36 mètres sur la façade du bâtiment rue de la Méditerranée à Montpellier, parcelle cadastrée HL 99, propriété de la Ville. Ce bâtiment abrite l'école préélémentaire Florian. Par conséquent, ERDF propose à la Ville une convention de servitude de passage sur cette parcelle.

Cette convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par le notaire de la société ERDF à ses frais.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la Ville à signer une convention de servitude avec ERDF pour le passage en façade d'un réseau électrique sur la parcelle cadastrée HL 99, moyennant une indemnité forfaitaire de 50 euros ;
- De dire que ladite convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par le notaire de la société ERDF, à ses frais ;

- D'imputer la recette au budget de la Ville ;
- D'autoriser le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

49- Convention de servitude de passage au profit de E. R. D. F Parcelle cadastrée HW 100

Dans le cadre de la mise en esthétisme des réseaux aériens de la rue des soldats, Electricité Réseau Distribution France (ERDF) souhaite installer un câble aérien d'une longueur de 40 mètres sur la façade du bâtiment rue des soldats à Montpellier, parcelle cadastrée HW 100, propriété de la Ville. Ce bâtiment abrite l'école maternelle Francis Garnier.

Par conséquent, ERDF propose à la Ville une convention de servitude de passage sur cette parcelle.

Cette convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par le notaire de la société ERDF à ses frais.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la Ville à signer une convention de servitude avec ERDF pour le passage en façade d'un réseau électrique sur la parcelle cadastrée HW 100, moyennant une indemnité forfaitaire de 50 euros ;
- De dire que ladite convention sera enregistrée à la Conservation des Hypothèques par le notaire de la société ERDF, à ses frais ;
- D'imputer la recette au budget de la Ville ;
- D'autoriser le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

50- LES DIMANCHES DU PEYROU: Marché à la Brocante et aux Antiquités - Modification Tarifaire

La Ville de Montpellier organise depuis deux ans les Dimanches du Peyrou, marché de brocante et d'antiquités.

Ce marché se déroule tous les dimanches matin depuis le 23 septembre 2012, avec plusieurs journées continues au moment des fêtes de fin d'année, de ventes thématiques comme le Vintage au mois de juillet, ou encore des grands déballages pouvant réunir jusqu'à 100 exposants.

Sur l'année 2013 et le premier semestre 2014, la manifestation a accueilli une quarantaine d'exposants en moyenne. Il s'agit donc d'un véritable succès pour ce marché de qualité qu'il convient toutefois de soutenir afin d'en assurer la pérennité.

En effet, une offre d'abonnement (20€ par dimanche soit 260€/trimestre) a été mise en place depuis le début de l'année mais à ce jour seuls cinq exposants ont souscrit à cette offre, les commerçants préférant venir en tant que journalier. Cette faiblesse de l'abonnement fragilise le marché puisque les exposants ne sont pas fidélisés.

Afin de favoriser la présence de commerçants réguliers, la Ville de Montpellier propose une nouvelle tarification à destination des antiquaires brocanteurs professionnels qui souhaitent s'abonner.

Le tarif proposé est donc volontairement attractif, 175.50 €/trimestre, puisqu'il abaisse le prix du dimanche à 13.50 € et permet la participation aux grands déballages sans surcoût.

Le tarif pour les journaliers restant sur la base suivante : 25€ par dimanche et 50€ la participation aux grands déballages.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter le nouveau tarif d'abonnement à 175,50€ par trimestre ;
- de supprimer le tarif « supplément grand déballage pour les abonnés »
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 61

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

51- Attribution et modification d'attribution de subventions - Exercice 2014

1) Attribution de subventions

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

○ Dans le cadre de la thématique SOCIAL :

• COHESION SOCIALE :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
	PIL'EMPLOI	CUCS	Période préalable de socio-professionnalisation dans le cadre du CIPI	1 000 €
TOTAL				1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498 fonction 925

• SOLIDARITE :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
64	ADAGES	Fonctionnement		11 500 €
TOTAL				11 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497 fonction 925

• EXCLUSION :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
------	-----------	--------	---------------	---------

3090	ASSOCIATION INITIATIVE SOLIDARITE SITUATIONS URGENCES SOCIALE (ISSUE)	Fonctionnement		9 000 €
TOTAL				9 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966 fonction 925

○ **Dans le cadre de la thématique ENFANCE :**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
689	ASSOCIATION LANGUEDOCIENNE POUR LA JEUNESSE ALPJ	Fonctionnement		6 000 €
TOTAL				6 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1963 fonction 925

○ **Dans le cadre de la thématique ECONOMIE :**

• EMPLOI :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
4853	UNION PROFESSIONNELLE ARTISANALE DE L'HERAULT	Fonctionnement		1 500 €
TOTAL				1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390 fonction 929

○ **Dans le cadre de la thématique ECOLOGIE URBAINE :**

• QUALITE ESPACE PUBLIC :

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
5417	ASSOCIATION DU SALON DES METIERS ET DES PROFESSIONNELS DE L'ECOLOGIE	Projet	Salon de l'écologie 2014	500 €
3620	UNIVERSITE MONTPELLIER I	Projet	PRIMAVERA 2014	1 500 €
4612	ASSOCIATION DES PARCS ET JARDINS	Projet	Temps des jardins en Languedoc Roussillon	603 €
6058	SAUVEGARDE DU JARDIN DE LA REINE	Projet	Journées Européennes du Patrimoine	1 000 €
TOTAL				3 603 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375 fonction 928

○ **Dans le cadre de la thématique REUSSITE EDUCATIVE :**

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
	ACADEMIE DE MONTPELLIER	Projet	Mise en œuvre d'un environnement numérique de travail	4 255,50 €
	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE VICTOR HUGO	Classes découvertes	Classes vertes centre équestre Grammont	5 000 €
TOTAL				9 255,50 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495 fonction 922

○ Dans le cadre de la thématique JEUNESSE & SPORT:

• SPORTS:

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
4890	ASSOCIATION OMNISPORTS DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	Fonctionnement		3 000 €
928	MUC FOOTBALL	Projet	Animation de la Ville	1 900 €
TOTAL				4 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776 fonction 924

• JEUNESSE:

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
4790	ASSOCIATION CBS2 ETUDIANTS DE L'ECOLE DOCTORALE	Projet	Organisation de la 23 ^{ème} édition du colloque des thésards du CRBM	500 €
6057	ASSOCIATION DES NOUVEAUX INTERNES DE MONTPELLIER NÎMES	Projet	Cérémonie de remise des diplômes médecine	500 €
TOTAL				1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937 fonction 924

○ Dans le cadre de la thématique SANTE:

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
5940	FRAMMSE - FORMATION RECHERCHE ACTION A MONTPELLIER MEDITERRANEE EN SANTE ET ENVIRONNEMENT	Projet	Les chercheurs : le Midi en action	500 €
1220	ASSOCIATION CREMATISTE DE MONTPELLIER ET SON AGGLOMERATION	Fonctionnement		500 €
4207	ALCOOL ET LES PROCHES	Fonctionnement		500 €
TOTAL				1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563 fonction 925

○ Dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE:

Code	Structure	Nature	Nom du projet	Montant
122	MAJORETTES DE MONTPELLIER DITES MAJOR'S GIRLS	Projet	15 ^{ème} FESTIVAL INTERNATIONAL DE GIULIANOVA	3 000 €
TOTAL				3 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260 fonction 920.

2) Modification d'attribution de subventions

- Par délibération du 17/02/2014 la Ville a attribué à l'association Collectif rue Pierre Cardinal une subvention d'un montant de 4 000 €. L'association ayant changé de dénomination il convient de modifier l'attribution de cette subvention comme suit :

5765	H2M	Fonctionnement	4 000 €
TOTAL			4 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498 fonction 925;

- Une subvention de 12 350 000 € a été attribuée au Centre Communal d'Action Sociale pour l'exercice 2014. Chaque année, une partie du résultat excédentaire d'exploitation est affecté en section d'investissement au moment du budget supplémentaire afin d'autofinancer de nouveaux investissements. Cette année, du fait d'encaissements de crédits importants en investissement grâce au FCTVA, il n'a pas été nécessaire d'affecter une partie du résultat d'exploitation en section d'investissement lors du budget supplémentaire. Cela a permis de dégager des recettes nouvelles en fonctionnement qui, par sincérité budgétaire ont été proposées pour partie en diminution de la subvention de la ville. Ainsi il est proposé au conseil municipal de procéder à une minoration de la subvention pour un montant de 350 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ou des lettres d'engagement ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus,
- D'approuver les modifications d'attribution de subvention telles que définies ci-dessus ;
- D'approuver l'avenant à la convention, pour la modification de la subvention au CCAS, annexé à cette délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

Mme HART et M. TRAVIER entrent en séance.

Mme BARTHAS-ORSAL sort de séance.

52- Admission en non-valeur Exercice 2014

Monsieur le Trésorier Municipal a transmis à l'ordonnateur l'état des titres qui s'avèrent irrécouvrables.

La Ville après analyse donne suite à cette demande pour un montant total de :

- 234 272.44 € acceptés en non valeur (la liste des titres est annexée à la présente délibération).

Il s'agit de titres correspondant aux exercices de 2005 à 2010.

- 82 896.72 € acceptés en créances éteintes (la liste des titres est annexée à la présente délibération).

Il s'agit de titres correspondant aux exercices de 2006 à 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

De donner suite à la proposition du Trésorier Municipal pour un montant de :

- 234 272.44 € pour les admissions en non valeur
- 82 896.72 € pour les créances éteintes

Dont les listes sont jointes à la présente délibération, montant prévu au budget 2014 au chapitre 931.

Gérard LANNELONGUE : Il s'agit d'une intervention que j'ai déjà faite en commission des finances. J'ai eu toutes les explications mais s'il y a bien une contribution que j'aimerais laisser dans ma brève carrière politique, ce serait quand même que, une bonne fois pour toutes, je vous l'ai rappelé tout à l'heure, que nous gérons les fonds publics comme des fonds privés. En l'occurrence, j'ai l'impression qu'en ce qui concerne les admissions en non-valeur, nous considérons que c'est comme ça. Évidemment, par rapport au budget de la Mairie, ce n'est pas beaucoup. Nous l'avons évoqué en commission des finances. Mais indépendamment des entreprises en faillite, dont bien évidemment les admissions en non-valeur sont justifiées, je pense qu'il y a quand même un certain nombre de débiteurs qui sont des gens dits introuvables. Nous pourrions faire mieux car au total, chez n'importe quel privé cela paraîtrait beaucoup. Nous passons aujourd'hui en non-valeur 320 000 €. C'est beaucoup d'argent. Je pense que nous pouvons faire mieux, en tout cas cela pourrait être une politique affichée de dire que, finalement, les mauvais payeurs devront quand même payer et nous irons jusqu'au bout. Voilà l'intervention que je voulais faire sur le sujet afin que tous les collègues y soient sensibles, comme je pense que vous l'êtes dans la mesure où vous le rappelez. 300 000 €, ce n'est pas une fatalité, nous devons pouvoir faire mieux.

Monsieur le Maire : Même si je partage une grande partie de votre point de vue, M. LANNELONGUE, la plupart des non-valeurs que nous votons sont dues à des problèmes sociaux et des problèmes de pauvreté. Notamment pour les cantines de la ville qui représentent un pourcentage important. La Ville de Montpellier a toujours fait le choix de ne pas mettre dehors les enfants, même si les parents avaient des difficultés à payer. Je ne vais pas le claironner sur tous les toits parce que cela initierait des vocations. Nous avons toujours pris l'habitude d'avoir ce côté social qui finalement, vis-à-vis des enfants, nous élève. Je comprends par ailleurs la difficulté que vous pointez du doigt et je la partage. En effet, les règles doivent également être respectées. Il s'agit d'un équilibre à trouver entre les deux, nous pouvons peut-être l'améliorer, j'en conviens.

Hervé MARTIN : Merci Monsieur le Maire. La réponse que vous venez d'apporter à M. LANNELONGUE me satisfait totalement. Donc, j'aimerais juste préciser que quand M. LANNELONGUE dit qu'il faudrait gérer l'argent public comme nous gérons l'argent privé, je dis non, ce n'est pas possible. Les entreprises privées choisissent leur clientèle et cela leur arrive d'avoir des différents de créances qu'elles ne peuvent recouvrer. Nous, nous rendons des services publics à l'ensemble des citoyens de Montpellier et vous avez très bien décrit la situation sociale de certains de ces citoyens. C'est bien pour cela que l'argent public ne se gère pas comme l'argent privé.

Patrick VIGNAL : Mes chers collègues, je crois que M. MARTIN a tout dit ou une bonne partie au sujet de la réflexion de M. LANNELONGUE. Effectivement, même si la collectivité doit faire de plus en plus attention aux deniers publics – c'est quand même la collecte de nos impôts – je pense qu'il y a une valeur sociale ajoutée qui est différente de l'entreprise. Je crois qu'un maire d'une commune avait interdit à un enfant de déjeuner à la cantine parce que les parents ne payaient pas. Je ne connais pas un seul élu ou un adjoint au maire qui serait capable - qu'il soit de Montpellier ou de l'Agglomération - de refuser à un enfant le droit de déjeuner, tout simplement parce que les parents n'ont pas les moyens. Après, effectivement, j'espère aussi, Monsieur le Maire, qu'avec la réforme territoriale que nous mettrons en place, nous tenterons de réfléchir à qui fait quoi. Je pense en effet que nous ne pourrions pas dépenser doublement ce que la République ne peut plus se payer. Dans la réflexion des jumelages, dans la réflexion des déplacements, je pense qu'il sera nécessaire de définir qui fait quoi. Je pense qu'au niveau de la Ville c'est la proximité et au niveau de l'Agglomération et de la future métropole ce sera tout ce qui est économique. C'est un peu ce que nous reprochent les citoyens : à un moment donné, nous faisons tout mais nous ne faisons pas tout bien. J'espère que dans la prochaine réforme, nous donnerons à chaque collectivité un échelon de réponse qui permettra que les citoyens comprennent ce que nous faisons.

Monsieur le Maire : Merci M. VIGNAL, je partage votre point de vue sur les admissions en non-valeur et sur la réforme territoriale. D'ailleurs, j'annonce officiellement au Conseil municipal de Montpellier – j'attends que la presse soit attentive – que la seizième commune a voté favorablement la métropole. Il s'agit de Murviel-lès-Montpellier et de mon ami Isabelle TOUZARD, maire de Murviel. *Applaudissements.*

Maintenant, ne parlons plus de la métropole jusqu'à ce que toutes les communes aient voté. Ensuite, nous ferons un conseil extraordinaire avec une seule affaire à l'Agglo, à l'ordre du jour. Chacun pourra ainsi s'exprimer.

Gérard LANNELONGUE : J'aimerais juste répondre à Messieurs VIGNAL et MARTIN. C'est tellement facile de présenter les choses comme cela. Vous ferez comme moi, Messieurs, l'effort de regarder l'intégralité de ces non-valeurs et vous verrez que ce n'est pas la grande majorité, ces petites sommes des familles nécessiteuses de Montpellier. C'est trop facile de faire pleurer dans les chaumières en disant : « Regardez ce vilain ». Non, ce n'est pas cela que nous demandons. Nous expliquons clairement que notre démocratie, aujourd'hui, a besoin de clarté, de transparence et de montrer à tous les gens qui paient des impôts dans cette ville que nous gérons leur argent correctement. C'est cela que nous voulons montrer et non pas que nous sommes évidemment des barbares avec les enfants qui sont les plus nécessiteux. Je ne veux pas que nous présentions les choses ainsi car ce n'est pas la bonne présentation. Et vous lirez la liste des créances.

Monsieur le Maire : Je suis partagé parce que, franchement, je suis d'accord avec les deux. Je crois que ce n'est qu'une affaire de présentation. Je crois aussi que finalement, vous dites la même chose un peu différemment. Je mets aux voix.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

53- Commission Communale des Impôts Directs

Complément à la liste de contribuables proposée par le Conseil Municipal

le 22 mai 2014 (DCM n° 2014/185)

La liste des 32 contribuables adoptée par Délibération du Conseil Municipal du 22 mai 2014 qui a été communiquée à la Direction Générale des Finances Publiques pour la constitution de la Commission Communale des Impôts Directs (CCID) de Montpellier doit être complétée de deux noms, soit un commissaire titulaire et un commissaire suppléant domiciliés en dehors de la Commune et inscrits au rôle des impôts locaux de la Commune.

Sont proposés pour compléter la liste initiale,

- comme commissaire titulaire : Monsieur LAUSSEL Jérôme, né le 28 mars 1963 à Montpellier, gérant de société, domicilié 545 avenue des Genévriers à Saint-Clément de Rivière (34980) et contribuable à la taxe foncière sur les propriétés bâties à Montpellier,
- comme commissaire suppléant : Madame DELBOSC Evelyne, née le 25 novembre 1958 à Paris, hôtelière, domiciliée 2 rue Toscane à Lattes (34970) et contribuable à la taxe foncière sur les propriétés bâties, ainsi qu'à la contribution économique territoriale à Montpellier.

En outre, compte tenu des déplacements que les Commissaires sont amenés à faire pour siéger à la CCID, il paraît souhaitable de leur remettre sur demande une carte de transport public de 10 trajets pré-payés. Cette carte pourra être renouvelée sur restitution de celle entièrement utilisée toutes les 5 CCID.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- proposer à Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques les deux noms des ci-dessus, en complément de ceux portés sur la liste initiale,
- demander à Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques de bien vouloir désigner les 8 commissaires titulaires et les 8 commissaires suppléants au moyen du complément présentement ajouté à la liste initiale,
- autoriser l'envoi d'une carte de transport public de 10 trajets qui sera jointe à la première convocation de la Commission aux commissaires qui en feront la demande.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

55- Maison de la Justice et du Droit (MJD) Désignation du représentant de la Ville

Les Maisons de Justice et du Droit (MJD) ont été créées par la loi du 18 décembre 1998, relative à l'accès au droit et à la résolution à l'amiable des conflits.

La Maison de Justice et du Droit de Montpellier, a été prévue dans le Contrat local de sécurité de la Ville de Montpellier, en date du 5 juillet 1999 et a été inaugurée le 28 avril 2000. Depuis l'année dernière, le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance en assure la gestion et le suivi, en remplacement de la Direction de la Cohésion sociale, en lien avec le Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD), groupement d'intérêt public, qui a pour mission essentielle de définir et de mettre en œuvre une politique de développement de l'aide à l'accès au droit.

Les MJD sont des lieux de Justice et d'information juridique, gérés par du personnel judiciaire (en général un Greffier). Elles sont créées, dans des communes ou des quartiers éloignés des Palais de Justice, pour une Justice plus proche des habitants et plus rapide.

Différents acteurs (magistrats, policiers, éducateurs, travailleurs sociaux,) assurent une présence judiciaire, répondant à la petite délinquance quotidienne (actions de prévention, d'insertion et de réinsertion, mesures alternatives aux poursuites pénales).

Des professionnels du droit (avocats, Huissiers, notaires) et des associations spécialisées de juristes notamment dans le domaine des petits litiges civils (logement, consommation, surendettement) ainsi qu'en matière familiale en proposant des solutions à l'amiable (conciliation, médiation...), assurent une mission d'information juridique.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de désigner un représentant de la Ville.

A été élue :

- **Maud BODKIN**

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

56- Adoption de l'avenant à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier (G.I.P – D.S.U.A Montpellier)

Le Groupement d'intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier (GIP-DSUA) a été créé par l'arrêté n°2001/01/2168 du 6 juin 2001.

Les principales missions du GIP sont :

- le pilotage du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) sur les territoires Politique de la Ville,
- la mise en œuvre des projets territoriaux de cohésion sociale sur les territoires Mosson, Cévennes et Centre,
- l'articulation du volet social avec l'intervention sur l'urbain, le logement et le développement économique (animation du volet emploi dans les quartiers en rénovation urbaine dont les clauses sociales, suivi financier des PRU et de la convention de gestion urbaine de proximité sur le PRU Centre, suivi du programme urbain intégré FEDER).

Sur la base d'une nouvelle géographie prioritaire proposée fin juin 2014 comprenant de nouveaux quartiers, l'Etat a lancé la phase de préparation des nouveaux contrats de ville qui sont appelés à succéder aux CUCS et qui constitueront le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville pour la période 2015-2020.

Pour assurer à la fois l'élaboration du contrat de ville jusqu'à sa signature au cours du 1^{er} semestre 2015, la mise en œuvre des premières mesures du contrat et de l'appel à projets 2015 auprès des opérateurs, la poursuite des actuelles missions du GIP liées au CUCS, aux PRU (suivi des engagements financiers et des clauses sociales) et au Programme urbain intégré FEDER, il est proposé que le GIP soit prorogé pour une durée de 2 ans à compter du 1^{er} janvier 2015.

La mise en œuvre opérationnelle du contrat de ville après signature nécessitera un ajustement des missions qui sera débattu le moment opportun.

Enfin, dans le cadre de la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014, l'Etat a souhaité que le pilotage stratégique du futur contrat de ville soit assuré au niveau de l'Agglomération. Afin de tenir compte de cette évolution, il est proposé de modifier la répartition des droits statutaires entre la Ville de Montpellier et Montpellier Agglomération. Les autres membres conservent leurs droits statutaires actuels.

Une proposition de modification de la convention constitutive a donc été validée lors du Conseil d'Administration du GIP-DSUA le 26 août 2014.

Plusieurs articles sont concernés :

- *Article 5 : Délimitation géographique*

Modification de la délimitation géographique du groupement dans les termes suivants : « *Le groupement a compétence sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier et plus particulièrement sur les quartiers prioritaires et/ou en renouvellement urbain* ».

- *Article 6 : Durée*

Modification de la durée du groupement dans les termes suivants : « *Le groupement a pris effet et donc acquis la personnalité morale, à la date de publication de l'arrêté préfectoral d'approbation, soit le 1^{er} juillet 2001, pour une durée de 7 ans. Il a été prorogé une première fois et ce jusqu'au 31 décembre 2013, puis une seconde fois jusqu'au 31 décembre 2014. Il est prorogé une troisième fois jusqu'au 31 décembre 2016* ».

- *Article 11 : Droits et obligations*

Evolution des droits statutaires pour prendre en compte l'obligation fixée par la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014 : « *Dans leurs rapports entre eux, et à compter du 1^{er} janvier 2015, les droits statutaires des membres du groupement sont répartis comme suit :*

Droits statutaires	[en %]
Montpellier Agglomération	37
Etat	20
Ville de Montpellier	18
Département de l'Hérault	18
C.C.A.S	3
C.D.C	2
S.C.E.T	1
C.A.F	1

- *Article 19 : Assemblée générale*

Evolution de la composition des membres de l'assemblée générale du groupement dans les termes suivants : « *L'assemblée générale est composée de l'ensemble des 8 membres du groupement ayant nommément désigné 15 représentants selon les modalités suivantes, à compter du 1^{er} janvier 2015 :*

- *3 représentants de l'Etat (M. le Préfet ou son représentant, M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ou son représentant, Mme la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer ou son représentant) ;*
- *4 représentants de la communauté d'agglomération de Montpellier ou leurs suppléants ;*
- *2 représentants de la Ville de Montpellier ou leurs suppléants ;*
- *2 représentants du Département de l'Hérault ou leurs suppléants ;*
- *1 représentant du C.C.A.S ;*
- *1 représentant de la C.D.C ;*
- *1 représentant de la S.C.E.T ;*
- *1 représentant de la C.A.F. »*

- *Article 19.2 : Modalités de vote*

Modification des modalités de vote au sein de l'assemblée générale du groupement dans les termes suivants : « *Les modalités de vote sont définies conformément à la répartition des droits statutaires fixés à l'article 11 selon la méthode suivante, à compter du 1^{er} janvier 2015 :*

Droits statutaires	[en %]
Montpellier Agglomération	37
Etat	20
Ville de Montpellier	18
Département de l'Hérault	18
C.C.A.S	3
C.D.C	2
S.C.E.T	1
C.A.F	1

- *Article 20.2 : Conseil d'administration - Composition*

Evolution de la composition des membres du conseil d'administration du groupement dans les termes suivants : « *L'assemblée générale est composée de l'ensemble de 10 membres, élus par l'assemblée générale ou désignés, pour la même durée que le groupement ou pour une durée inférieure et renouvelable, selon les modalités suivantes, à compter du 1^{er} janvier 2015 :*

- *2 représentants de l'Etat ;*
- *2 représentants de la communauté d'agglomération de Montpellier ou leurs suppléants ;*
- *1 représentant de la Ville de Montpellier ou leurs suppléants ;*
- *1 représentant du Département de l'Hérault ou leurs suppléants ;*
- *1 représentant du C.C.A.S ;*
- *1 représentant de la C.D.C ;*

- *1 représentant de la S.C.E.T ;*
- *1 représentant de la C.A.F. »*

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant à la convention constitutive annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Patrick VIGNAL : Merci Monsieur le Maire. J'aimerais me féliciter qu'effectivement, nous puissions passer la cohésion sociale, non pas sur la Ville, mais sur le périmètre de l'Agglomération. C'est comme l'urbanisme, effectivement, je pense que nous devons le traiter à une échelle d'agglomération, et donc de métropole demain. Je me félicite donc de cette convention qui suivra, et j'espère que vous en ferez un vrai service au sein de la future métropole.

Pour : 59

Contre :

Abstentions : 3

Adopté à l'unanimité.

Mme BARTHAS-ORSAL et M. DELAFOSSE entrent en séance.

57- Protection fonctionnelle de Monsieur Philippe SAUREL, Maire de Montpellier

Le 24 aout dernier une fusillade meurtrière se déroulait à Montpellier dans le quartier Lemasson posant de manière dramatique la question du caractère suffisant des effectifs de police déployés sur le territoire communal.

Monsieur le Maire s'est fortement investi sur cette problématique en débattant avec le ministre de l'Intérieur et en sollicitant de ce dernier des moyens supplémentaires permettant de prévenir l'escalade de la violence et de la criminalité.

Dans son édition en date du 26 aout, le quotidien Libération traitait le sujet de manière grossière dans un article, titré en gros et gras caractères: " Cazeneuve balaye Al Capone de Montpellier"

Ce titre est injurieux.

Il injurie monsieur le Maire et, à travers lui, la légitimité du débat démocratique sur les questions de sécurité publique.

A ce titre, monsieur le Maire a souhaité attaquer en justice le directeur de la publication de Libération.

En application de l'article L 2123-35 du code général des collectivités territoriales, la commune est tenue de protéger le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

Cette protection fonctionnelle inclut notamment la prise en charge de tous les frais de procédure et de représentation en justice nécessaires.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver, pour l'affaire ci-dessus exposée, la protection fonctionnelle de la Commune au bénéfice de monsieur Philippe Saurel, Maire de Montpellier.

- D'approuver la prise en charge par la Commune de tous les frais de procédure et de représentation en justice nécessaires.
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227 - 920 200

Monsieur le Maire : Il s'agit de la protection juridique, notamment en ce qui concerne la mise en demeure que j'ai demandée pour *Libération*. Quand le journal *Libération* me traite d'Al Capone, c'est considéré par le droit comme injurieux. J'ai donc attaqué le journal. J'adore les Siciliens, Mme JAMET, Palerme d'abord, et il y en a trois ici dans l'assemblée. Mme MARSALA, M. TORTORICI, M. DI RUGGIERO. C'est le clan des Siciliens. Mais il y a les Siciliens et il y a Al Capone, c'est différent.

Christian DUMONT : À la suite de la venue de M. CAZENEUVE, *Midi Libre* titrait à la une : « L'astuce de CAZENEUVE ». Tout le monde avait compris que les vingt-cinq policiers que vous aviez appelés de vos vœux, syndicat Alliance de police avec le problème des départs à la retraite et des personnes qui ont été réaffectées, en réalité, de vingt-cinq c'était simplement trois policiers. Alors que la pression était un peu retombée, vous aviez reconnu dans l'interview de *Midi Libre* - j'ai retenu l'expression - que vous aviez eu « une réaction épidermique ». Décidément, Monsieur le Maire, vous avez l'épiderme un peu sensible pour un premier magistrat. Pourquoi ? Parce que là, vous critiquez les excès de plume mais ces derniers ne sont que la conséquence de vos excès verbaux. Lorsque, rentrant d'Argentine, vous avez découvert ce fait divers, il s'agissait simplement d'un règlement de compte entre deux malfrats notoirement connus à Montpellier. C'est-à-dire qu'il n'y avait eu aucun dégât collatéral et il n'était pas nécessaire, dans ces circonstances, que le Ministre de l'Intérieur vous appelle le soir pour vous témoigner sa solidarité. Il n'y avait pas eu de dégât. Vous avez voulu mettre la pression en comparant Montpellier à Marseille : « Je ne veux pas que Montpellier devienne Marseille » ou Chicago, ce qui est pire. Ce qui vous vaut l'appellation d'Al Capone. Les professionnels de la délinquance à Montpellier savent très bien que la délinquance de Montpellier est totalement différente de celle de Chicago ou de Marseille. Vous étiez dans l'outrance et vous avez voulu l'être pour interpellier le ministre. D'ailleurs, vous lui avez dit, et vous avez un peu joué les gros bras à la FRÊCHE : « Si vous venez et que vous n'avez pas vingt-cinq policiers dans vos valises, je ne vous recevrai pas ». Ce sur quoi M. CAZENEUVE vous a répondu. Il est venu et tout le monde a compris qu'il n'y aurait pas vingt-cinq policiers. Vous avez donc dû faire marche arrière. Là, vous attaquez de nouveau. La jurisprudence de la Cour de Cassation en la matière, s'inspire de la jurisprudence des cours européennes. Elle est très expansive avec les politiques et une autre partie de la population, les comiques, ceux qui font de l'humour leur métier. Votre procès n'est pas gagné. J'ai un conseil à vous donner : si vous ne voulez pas vous attirer les foudres de la presse et si vous voulez avoir bonne presse à travers *Libération* qui est un journal de gauche, vous devriez arrêter la polémique. Vous savez, quelquefois, il convient de gouverner pas toujours en montrant les pectoraux mais un peu avec sa tête.

Monsieur le Maire : Il faut que chacun puisse s'exprimer. Je vais répondre sur la forme et sur le fond. M. DUMONT soulève un problème très important. C'est celui de la sécurité dans la ville. Je comprends que l'on puisse avoir eu quelques doutes sur les vingt-cinq policiers que le ministre Bernard CAZENEUVE a proposés à Montpellier. Cependant, je vous laisse faire le calcul vous-même, M. DUMONT, si je n'avais rien dit, l'effectif serait à combien ? Il faut enlever les vingt-cinq. Nous en aurions perdu vingt. Cela s'appelle de la mathématique. Donc, heureusement que je suis intervenu. D'ailleurs, les syndicats de police m'ont soutenu à fond. Alliance, Bruno BARTOCETTI, m'a soutenu sur France 3, sur Télé Sud, sur France Bleu Hérault et sur *Midi Libre*. Après, je comprends que cela puisse vous énerver qu'à peine je tousse le Gouvernement soit malade. Parce que le ministre de l'Intérieur a entendu le cri désespéré d'un maire de province. Il s'est rappelé qu'à Marseille ça flingue tous les soirs, Toulouse deux meurtres et le procureur de Toulouse qui déclare avoir peur que cela se généralise. Et là, Montpellier, deux personnes qui s'entre-tuent dans une cage d'escalier au Lemasson. J'étais au football le soir où cela s'est produit. J'ai été appelé en urgence, j'ai quitté le stade et je m'y suis rendu avec mon épouse. J'étais au milieu des deux corps gisants, j'étais sur le terrain, M. DUMONT, et je sais ce que m'ont dit les voisins. Je sais ce que m'ont dit les enfants, je sais ce que m'ont dit les forces de l'ordre, je sais c'est ce que m'a dit la déléguée du Procureur qui était là. La réaction épidermique était normale et j'ai été mesuré, j'aurais pu utiliser d'autres termes. Cela a été utile pour la ville. Le ministre CAZENEUVE est venu, il est d'ailleurs revenu il y a trois jours. Il se plaît à Montpellier. Les députés étaient là, ils ont eux aussi voulu récupérer le bébé en se mettant au premier rang. Mais qui a fait la démarche ? C'est le Maire de Montpellier, ce ne sont pas des députés, ce ne sont pas les sénateurs, c'est personne d'autre. À un certain moment, il faut avouer les choses. Je comprends que cela vous énerve que je m'occupe de la sécurité des Montpelliérains. Traditionnellement, la sécurité n'est pas

une vertu de la gauche. Mais moi je suis un peu atypique à gauche, vous l'avez compris M. DUMONT. Moi, je m'intéresse à la sécurité, je suis du courant Manuel VALLS. La sécurité n'est ni de gauche ni de droite. C'est la République. Tout simplement. J'ai fait mon devoir de Maire. Après, le ministre de l'Intérieur l'a un peu mal pris, je peux le comprendre. Il a été touché dans sa susceptibilité, nous nous sommes téléphoné et nous nous sommes rabibochés. Il est arrivé avec vingt-cinq policiers. Je le remercie au nom des Montpelliérains et je le remercie aussi d'avoir déclaré en état de catastrophe naturelle le territoire de la ville et de l'agglo. Ainsi, les Montpelliérains et les habitants de l'agglomération, auprès de leurs assureurs, pourront faire valoir leurs droits et récupérer l'ensemble des dégâts qu'ils ont subis. S'il n'y avait pas eu de déclaration d'état de catastrophe naturelle, ils n'auraient pas pu le faire. Vous ne pouvez pas me reprocher de faire mon travail, M. DUMONT. Vous ne pouvez pas me reprocher d'avoir été présent au Mas Drevon à minuit, dans un hall d'immeuble blafard avec des lampadaires qui clignotaient, avec des sirènes de pompiers, avec des gyrophares partout. C'est mon rôle. Comme durant les inondations. C'était mon rôle d'être présent toute la nuit. C'est normal.

Pour en revenir à *Libération*, vous comprenez bien que quand le journal me traite d'Al Capone alors que j'ai fait le contraire, il y a un problème. Je peux considérer qu'il s'agit d'une maladresse de style mais en droit, c'est injurieux. C'est diffamatoire. Je me suis renseigné avant de faire cela, j'ai téléphoné à mes avocats et j'ai fait valoir mes droits. Il n'y a aucune raison pour qu'un journal, quel qu'il soit, dépasse la limite avec un élu. Sinon, il ne faut pas demander aux citoyens d'être exemplaires. Le comportement de *Libération* a été inadmissible et nous verrons bien qui gagnera le procès. Même si je connais la lenteur de la Justice. L'avocat que j'ai contacté, Me GAUER, s'occupe de mon cas et il s'occupe aussi de celui de *Libération*.

Alex LARUE : A titre personnel, je voterai contre cette résolution car j'estime que le principe de la liberté de la presse est un principe absolu. J'ai lu l'article. Celui-ci ne mentionne en aucun cas votre personne. En ce qui concerne le titre, effectivement, « CAZENEUVE, AL CAPONE », je trouve qu'il n'y a pas d'attaque contre vous, je suis désolé. Effectivement, il s'agit d'un retour de boomerang sur la référence à Chicago. À titre personnel je voterai donc contre cette résolution pour respecter le principe de la liberté de la presse.

Djamel BOUMAAZ : Nous allons vous soutenir par rapport à cette démarche. C'est au-delà des clivages politiques. Aujourd'hui, c'est vous et demain cela peut être nous. Nous sommes donc prêts, en tant qu'élus, à vous soutenir jusqu'au bout. Au-delà de se faire une idée sur la liberté d'expression. Par contre, vous pourriez me permettre, maintenant ou un peu plus tard, d'avoir un droit réponse par rapport au Conseil municipal du 24 juillet dernier durant lequel Maître DUMONT a essayé plus ou moins de faire une OPA sur le stade des Tritons. Vous m'aviez laissé entendre, durant ce Conseil que j'ai vu de chez moi, que j'aurais un droit de réponse. Donc, c'était pour savoir si je pouvais répondre maintenant ou après la validation de cette question.

Monsieur le Maire : Pourquoi le stade des Tritons ? Je ne comprends pas.

Djamel BOUMAAZ : C'était le 24 juillet, je ne sais pas si vous vous en souvenez. C'est un droit de réponse. Nous en avons pour deux minutes. Donc, lors de ce Conseil du 24 juillet dernier, Maître DUMONT a fait une intervention avec un esprit plus que zéléteur, pour ne pas dire zélator, voire mystique. Cette entremise de Maître DUMONT, personne dite de l'opposition, me laisse très perplexe. Mais bon, que voulez-vous Monsieur le Maire, il n'est que la continuité de cette image déplorable qu'est ce parti politique où nous ne pouvons que constater, jour après jour, cette porosité avec le PS, d'où l'UMPS, slogan phare du Front National. Ce parti qui, au niveau local, était prêt à tout pour fusionner avec votre liste lors des dernières élections municipales. Drôle d'opposition entre boudin et couscous, Nadine MORANO qui envoie des tweets, nous ne savons plus ce que nous appellerons fachos. Ensuite, j'aimerais simplement préciser à Maître DUMONT que je m'appelle bien Djamel BOUMAAZ et non pas « BOUMAAAAZ ». Djamel avec un « d » est un héritage de l'administration française, une erreur de frappe car il est vrai que l'on dit Jamel en arabe. Mais si Maître DUMONT a du mal à prononcer mon nom et mon prénom, je suis prêt à lui présenter un orthophoniste ou sinon de lui donner des solutions trucs et astuces comme dans les magazines : 1) Il peut m'appeler James, souvenez-vous quand nous étions en cours d'anglais, nos petits surnoms. 2) Il peut m'appeler Amel, c'est en hébreu pour ceux qui en doutent. Pour conclure, Monsieur le Maire, sur le fond de cette affaire, je ne fais aucun parallèle avec Monsieur le Maire, vous-même ni avec votre enfance ni avec votre cursus scolaire et professionnel. C'était un simplement parallèle de citoyen à citoyen, de Montpelliérain à Montpelliérain. Maître DUMONT, en voulant vous différencier des Montpelliérains qui habitent à la Paillade, confirme ces propos et ce n'est que le reflet de son parti. Quand on voit Nadine MORANO, rappelez-vous avec ses tweets, nous voyons qu'il y a des citoyens de

seconde zone et cela ne nous convient pas, nous, véritable opposition que nous sommes, opposition constructive et non pas soumise. Je tiens à vous rappeler Monsieur le Maire qu'à aucun moment, depuis le début de cette mandature, j'ai entendu des élus de l'opposition, à part nous, défendre tel ou tel quartier. Il y a vous et votre majorité qui défendez le quartier de Montpellier. Mme BOUALLAGA, tout récemment, qui a défendu les quartiers des Cévennes, du Petit Bard et de la Pergola et Mme HART que je salue et qui défend les quartiers des Roms. Je termine Monsieur le Maire en saluant notre adjoint délégué aux sports, M. ABERT qui a pris le dossier à bras-le-corps et au vu des retours positifs des associations qui ont été reçues par lui-même et que j'ai rencontrées plus tard sur le terrain, je ne peux que le soutenir en espérant que le stade des Tritons sera aussi beau que le stade Prévot et ce, bien sûr, avec les mêmes stabilisés.

Patrick VIGNAL : Le groupe votera les frais d'avocat pour Monsieur le Maire mais moi, à titre personnel, je pense qu'il n'y a rien de plus vieux qu'un journal de la veille et je pense que ce n'est peut-être pas la peine d'attaquer *Libération*. Mais cela est votre choix donc, nous voterons cette mesure. Ensuite, la sécurité c'est sérieux. Je ne relève pas le fait que les députés soient mis à la brèche. J'ai l'habitude, Monsieur le Maire, car la sécurité est un sujet plus que sérieux. Par contre, il convient de se poser les bonnes questions. Uniquement la sécurité, cela n'est pas suffisant et il faut dire aux Montpelliérains la vérité. Il n'y aura pas vingt-cinq policiers de plus car il y aura vingt-quatre départs à la retraite. Il faut dire aussi que la ville de Montpellier est sous dimensionnée en termes de police nationale. Je ne jetterai pas la pierre à vos prédécesseurs, c'est un constat. Par contre, je pense que la sécurité n'est pas suffisante, c'est un triptyque éducation, prévention et répression. C'est un sujet sérieux et ce qui s'est passé à Lemasson pourrait se produire demain dans n'importe quelle ville en France et nous nous devons de l'aborder d'une manière encore plus sérieuse. Je pense que le fait que nous soyons capables aujourd'hui de mettre autour d'une table les bailleurs sociaux, les commerçants, les entreprises, les collectivités. Que nous soyons capables, non pas d'avoir qu'un seul médiateur Monsieur le Maire, qui fait un boulot fabuleux mais c'est une trentaine de médiateurs. Il y a 80 % des petites incivilités qui pourraient se régler au bas des immeubles. Je peux vous faire confiance, et je l'espère, Monsieur le premier magistrat, c'est que nous inventerons aussi une ville sociale, une ville certes sur la sécurité, une ville certes où nous serons capables de mettre des caméras, une ville certes où nous mettrons de la police de transport et de sécurité dans le tram et également une ville qui sera capable de travailler sur ce triptyque. S'atteler uniquement à la répression, cela ne fonctionne pas. J'ai comme exemple, avec votre ami Manuel VALLS, nous avons mis en place la ZSP de Lunel et de Mauguio. C'est la première de France qui fonctionne. Certes, elle est en territoire de gendarmerie, certes nous n'avons que quatre cent policiers à Montpellier et il y a six cent gendarmes mais je pense qu'il faut que très sérieusement, nous nous appuyions sur ce triptyque. Je crois que les quatre jours et demi au niveau de l'éducation feront du bien, le monde sportif aussi. Les bailleurs sociaux doivent également venir à la table ainsi que les assistantes sociales et notamment le secret partagé. Qu'est-ce que le secret partagé ? C'est lorsque nous savons qu'un gamin est obligé d'être en bas de l'immeuble car le grand frère l'oblige à surveiller quand les trafiquants de drogue viennent, c'est aussi quand il y a des difficultés familiales. Nous avons fait un super-projet sur la ZSP de Lunel et je pense, Monsieur le Maire, qu'il faudra s'en inspirer pour qu'effectivement, faire en sorte que sur Montpellier nous puissions aussi assurer la sécurité. Ce n'est pas de droite, ce n'est pas de gauche, c'est tout simplement régalien.

Monsieur le Maire : Merci M. VIGNAL. Une seule question en retour. Vous dites que le groupe votera pour, mais c'est qui, le groupe ? Je vous pose la question pour que l'ensemble du Conseil municipal le sache. Je suis en droit de me poser des questions quand même. Vous êtes trois, trois et trois. Cela fait neuf. Qui représente le groupe PS Europe Écologie les Verts ?

Patrick VIGNAL : Monsieur le Maire, je pense que vous savez lire, vous avez reçu une lettre. Il y a le groupe constitué de M. MOURE, M. VIGNAL et M. MAJDOUL qui s'excuse car il est malade. Nous sommes trois dans ce groupe. Vous savez, Monsieur le Maire, nous faisons comme vous, nous démarrons petit et nous finirons loin.

Monsieur le Maire : Oui mais les six restants, où sont-ils ? Ces groupes sont volatils. Ne faudrait-il pas créer un second groupe ? Organisez-vous si vous voulez que je vous aide. Cessons la plaisanterie. Je mets aux voix.

Pour : 59

Contre : 5

Abstentions :

Adopté à la majorité.

54- Commission d'Evaluation des Transferts de Charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Désignation des représentants de la Ville

L'article 836 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 a organisé la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre. Cette procédure est codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies CIV).

La loi dispose qu'il est créé entre les communes et l'établissement public de coopération intercommunal une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Ce dispositif a pour objectif de permettre un juste calcul des attributions de compensation.

Les membres de cette commission doivent être désignés par les Conseils Municipaux en leur sein. Un conseiller municipal siégeant au Conseil de Communauté peut également être membre de cette commission.

Le Conseil de Communauté d'Agglomération a délibéré dans sa séance du 24 juin 2002 sur la création, la composition et le règlement intérieur de la commission locale d'évaluation des transferts de charge.

COMPOSITION de la COMMISSION

La Commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est composée de 92 membres désignés en leur sein par les Conseils Municipaux.

La répartition des sièges entre les communes s'effectue selon des modalités identiques à celle de la représentation au Conseil de Communauté, à la représentation proportionnelle de la population, chaque commune devant bénéficier d'un représentant, aucune commune ne pouvant avoir plus de la moitié des sièges.

Le nombre de délégués par Conseil Municipal au sein de la commission est égal au nombre de sièges que possède la commune au Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Notre commune dispose donc de **46 représentants titulaires et 19 suppléants**.

REGLEMENT INTERIEUR de la COMMISSION

La commission est convoquée à sa première séance par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La commission élit, dès sa première réunion, un Président et un Vice-Président. Elle élit, également à cette même séance, en son sein, un groupe de pilotage de 38 membres qui aura pour objectif d'élaborer le rapport qui sera soumis au vote de la commission.

La commission peut faire appel à un expert indépendant.

Le projet de rapport, élaboré par le groupe de pilotage, est soumis à la commission qui en débat et doit l'approuver à la majorité simple.

Le rapport établit, commune par commune, le coût net des charges transférées à la communauté d'agglomération et le cas échéant, des charges transférées aux communes.

Le Président de la Communauté d'Agglomération saisit immédiatement les Conseils Municipaux des communes membres qui ont un mois pour se prononcer sur le rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

L'approbation de ce rapport est soumise aux conditions habituelles de majorité qualifiée des conseils municipaux (2/3 des conseils municipaux représentant plus de 50 % de la population ou 50 % des conseils municipaux représentant plus de 2/3 de la population) prévues à l'article L 5211-5 II du C.G.C.T.

Une fois ce rapport approuvé, le montant des attributions de compensation est recalculé commune par commune.

A la suite du renouvellement de l'assemblée délibérante et de l'élection du Maire et des Adjointes, il est proposé au Conseil municipal de désigner les représentants de la ville de Montpellier auprès de cette instance.

Monsieur le Maire : Il faut que tout soit clair. J'avais demandé aux représentants des groupes politiques en conférence des présidents que nous établissions la liste sur les élus à l'agglomération. C'est-à-dire, pour la majorité 32, pour Europe Écologie les Verts 6, pour UMP 6 et pour le Front National, 2. C'était la composante de l'agglomération que je vous avais proposée comme référence pour la construction de la liste. Étaient d'accord : vous en tant que présidente du groupe Front National, M. MOURE en tant que président du groupe PS Europe Écologie les Verts et l'UMP était absent. Et nous, évidemment. Comme l'UMP était absent, ils n'ont pas entendu la proposition que j'ai faite. Aujourd'hui, vous avez deux possibilités : ou vous présentez une liste. Dans la liste, il y en a cinq. Ce serait mieux si nous faisons comme je l'ai dit au début. Je vous propose donc la liste suivante :

Titulaires :

SAUREL Philippe
JANNIN Stéphanie
LEVITA Max
SANTARELLI Marie-Hélène
EL KANDOUSSI Abdi
MARSALA Isabelle
TRAVIER Bernard
BODKIN Maud
CASTRE Gérard
MIRALLES Patricia
BARRAL Guy
YAGUE Annie
ABERT Fabien
ACQUIER Lorraine
COUSQUER Jean-Luc
DASYLVA-PEYRIN Titina
YOUSSEF Rabii
MARION Chantal
KRZYZANSKI Pascal
PHOUTTHASANG Khanthaly
TORTORICI Sauveur
KERANGUEVEN Sonia
MALEK Jérémie
BOUALLAGA Sabria
COTTE Robert
DRAY-FITOUSSI Michèle
COUR Christophe
BARTHAS-ORSAL Valérie
DE VERBIZIER Henri
LEVY-RAMEAU Chantal
DI RUGGIERO Jean-Marc
NAVARRE Caroline
MOURE Jean-Pierre
FRECHE Julie
MAJDOUL Mustapha
VIGNAL Patrick
PEREZ Véronique

DOMERGUE Jacques
BRISAUD Anne
DEMON Véronique
LANNELONGUE Gérard
DANAN Perla
CANAUD Nancy
DUMONT Christian
JAMET France
BOUMAAZ Djamel

Suppléants :

ROUSSEL-GALIANA Brigitte
CHARDES Mylène
DE SAINT-JOUAN Cédric
ALBERNHE Luc
PALAU Fabrice
RIVAS Patrick
SALOMON Samira
ASSIE Rémi
MARTIN-PRIVAT Dominique
HALUSKA Vincent
LIZA Nicole
MAILLET Henri
KNAPNOUGEL Anne-Louise
DELAFOSSÉ Michaël
BONNET Françoise
MARTIN Hervé
HART Clare
LARUE Alex
LLEDO Audrey

La liste est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie. Bonne soirée à tous.

Pour : 64

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 21h15.

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

Numéro de la décision Synthèse de la décision

2014/0021	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ AGENCE SAINT PIERRE
2014/0199	Après consultation, la Ville de Montpellier décide de confier la prestation des obsèques des personnes dépourvues de ressources à l'entreprise "Services Funéraires de Montpellier-Agglomération" pour un montant de 65 220 € HT.
2014/0212	La Ville a conclu un groupement de commande avec l'agglomération, Veolia, ErDF, GrDF et Free pour coordonner les travaux de réfection de tranchées et les investigations complémentaires relatives à la présence de réseau dans le sous-sol. En tant que coordonnateur de ce groupement de commande, la ville a, comme suite à la consultation des entreprises, attribué ce marché de travaux à l'entreprise COLAS pour un montant annuel minimum de 300 000 € HT et maximum de 1 200 000 € HT.
2014/0220	Renouvellement de la cotisation annuelle à la société Française d'Evaluation pour 2014 pour un montant de 1000 € TTC.
2014/0223	D'attribuer le marché de location d'un écran géant pour la retransmission du festival Radio France et de la finale de la coupe du monde (son et vidéo) le 13 juillet 2014 sur la place de la Comédie à la société Videlio Events pour un montant de 30 000 € HT et à la société Audio Technic pour un montant de 300 € HT.
2014/0227	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire d'occupation illégale de terrains situés au Domaine de Grammont sur le terrain du Bois de la Chaumière
2014/0228	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville d'occupation illégale de terrains situés 3024 avenue Albert EINSTEIN
2014/0229	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SODIFRA
2014/0230	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ X
2014/0231	La Ville de Montpellier décide de renouveler son adhésion à l'association AMO

	Languedoc-Roussillon pour un montant de 800 € pour l'exercice 2014.
2014/0232	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Clément DI CIOCCIO
2014/0233	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Ilias AIT LAMKADEM, Younes BOUAZZA, Mehdi BOUTIHIL
2014/0234	Après consultation, la Ville décide de confier à l'entreprise INTERSPORT, le marché "Achat de Vêtements de Sports", pour un montant de 14 455.10 € H.T.
2014/0236	La Ville décide de prolonger la mise à disposition du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi par l'Université Montpellier 1, sur le parquet de la halle des sports, les mardis 1er et 8 Juillet ainsi que les jeudis 3 et 10 Juillet 2014 de 20h à 22h et ce, à titre gracieux.
2014/0237	Autorisation d'occupation temporaire du domaine public sur l'Espace Grammont au Bois de la Chaumière concernant la mission évangélique du 13/07/2014 au 20/07/2014
2014/0238	Autorisation d'occupation temporaire du domaine public sur l'Espace Grammont au Bois de la Chaumière concernant la mission évangélique du 20/07/2014 au 27/07/2014
2014/0239	Après consultation, la ville de Montpellier décide de confier la prestation de reliure des registres d'état civil à l'entreprise L'oeil de Chat pour un montant de 25 000 € H.T pour une durée de 1 an à compter de la notification, et reconductible 3 fois.
2014/0240	D'attribuer le marché de «Maintenance des écrans publics interactifs (Citymedia) – Montpellier Territoire Numérique» à la société BYPE SAS pour un montant total maximum de 80 000 € HT et une durée d'un an tacitement reconductible une fois.
2014/0241	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'Achat d'une mini pelle avec équipements" (4B0072)" à la société FERRAT pour un montant total de 30 000.00 € HT. C'est un marché unique ponctuel, la durée d'exécution du marché se confond avec la date de notification.
2014/0242	D'attribuer le marché "Filtrage URL" à la Société SYNEXIE pour un montant total maximum de 60 000 € HT et une durée de deux ans renouvelable une fois par tacite reconduction
2014/0243	La régie de recettes et d'avances Lieux d'art et d'Histoire se compose de quatre sites bien distincts, il convient de modifier l'acte constitutif des sous-régies en y ajoutant un quatrième site.
2014/0244	D'attribuer le marché concernant la publicité externe d'offres d'emplois sur site spécialisé dans les annonces au sein des CT à la société Groupe Moniteur pour un montant de 25 570 € HT
2014/0245	Attribution d'un marché à bons de commande sans minimum ni maximum, appel d'offres ouvert pour le mandat de gestion de la Maison des Syndicats, de divers locaux du domaine de la Ville et de logements à usage de logements de fonction, pour une durée initiale d'un an à compter de la notification, pouvant être reconduit par périodes successives de un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. La Commission d'Appel d'offres dans sa séance du 8 juillet 2014 a attribué le marché à la société ICADE PROPERTY MANAGEMENT
2014/0246	D'attribuer le marché à bons de commande concernant l'accompagnement et la protection rapprochée, sans minimum, mais avec un montant maximum annuel de 20 000,00 Euros

	H.T. à la société SP PROTECTION-SEMIN Patrice sur une période initiale d'un an reconductible 3 fois
2014/0247	La Ville a décidé de passer des avenants avec les entreprises titulaires du marché « Aménagement et entretien des espaces verts » pour les 7 lots, afin de prolonger pour une période de 4 mois la durée qui vient à expiration le 14 juillet 2014, dans l'attente des résultats d'une nouvelle consultation. Pour le lot n°2 l'avenant a pour objet d'augmenter également le montant du marché car le montant maximum est atteint, donc d'apporter une plus-value de 61 000 € HT. Les termes du contrat restent inchangés pour tous les lots.
2014/0248	Il s'agit de l'attribution du marché à bons de commande "ASSISTANCE TECHNIQUE POUR DES ETUDES DE CIRCULATION" à TRANSITEC pour un montant de 2000 € HT minimum et 45 000 € HT maximum
2014/0249	Dans le cadre du marché "prestations topographique et mission géomètre", la Ville a besoin de réaliser des prestations de levé topographique par aérotriangulation. Pour réaliser cette prestation il est nécessaire de créer des prix nouveaux. Le montant du contrat reste inchangé. L'avenant est conclu avec le groupement d'entreprises SIRAGUSA SARL – BILICKI DHOMBRES OSMO SCP – CABINET PAGES TIP SARL
2014/0250	Il convient de modifier l'acte constitutif de la régie d'Occupation du Domaine Public Temporaire et Manifestations, en supprimant les encaissements des bulles de ventes.
2014/0251	Après consultation, la Ville décide d'attribuer le marché "Ouverture et fermeture des parcs et square de la Ville de Montpellier " à l'entreprise T2S Gardiennage pour un montant annuel de 178 596 € H.T. et pour une durée de 1 an reconductible 3 ans.
2014/0252	Marché public : plan de conservation, restauration et valorisation de l'église Saint Roch, relance du lot n°3 pour un montant de 4225 € HT attribué à Mme Béatrice Girault-Kurzemann.
2014/0253	Suite au changement de lieu de la régie de recettes du marché aux puces et à la brocante, il convient de modifier son adresse.
2014/0254	Attribution d'un MAPA concernant la réalisation des contrôles techniques et périodiques répartis en 2 lots distincts. Lot 1 : Contrôles techniques périodiques des véhicules, SARL AUTO CONTROLE Saint Jean de Védas Lot 2 : Contrôles périodiques obligatoires du matériel de levage, Société CAV Pierre OLIVIER D'une durée d'un an reconductible 3 fois un an sans minimum mais avec un maximum de 85 000 € HT. Dont 55 000 € HT pour le lot n° 1 et 30 000 pour le lot n°2.
2014/0255	Attribution de la mission d'audit du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier au prestataire CALIA Conseil, pour un montant HT de 31 500 €.
2014/0256	La Ville de Montpellier décide d'attribuer le marché pour l'achat de prestations de service à la Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme, dans le cadre des Championnats du Monde de Sauvetage Sportif à la piscine Olympique d'Antigone de Montpellier pour les épreuves en piscine, et à la Grande Motte pour les épreuves côtières, du 13 au 29 Septembre 2014 pour un montant de 33 333.33 € HT.
2014/0257	Convention de participation entre la Ville, la SERM et la société SNC MARIGNAN RESIDENCES, pour la construction d'un bâtiment à usage d'habitation collective, de 60 logements correspondant à 3260 m² de SDP (lot 22 - Tranche 5)

2014/0258	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Mathias ZILIMWABAGABO
2014/0259	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES « ESPACE PITOT PARKING »
2014/0260	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "l'Achat de matériel de bureau" n° 4B0108, à la société DACTYL BURO pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 80 000.00 € HT. C'est un marché unique passé pour une durée d'exécution de 4 ans à compter de sa date de notification.
2014/0261	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de peintures automobiles, produits et fournitures complémentaires" à la société DUBOIS SAS pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 30 000.00 € HT. C'est un marché unique passé pour une durée d'exécution de quatre ans à compter de sa date de notification.
2014/0262	Renouvellement de la cotisation au Réseau Français des Villes éducatrices et versement de la cotisation 2014 d'un montant de 1100 €
2014/0263	Pour la construction du groupe scolaire A. Malraux, le lot « Aménagements Extérieurs » est attribué à l'entreprise COLAS, pour un montant de 62 867,90 € HT. Le lot « Ascenseur » est attribué à l'entreprise CFA, pour un montant de 28 734 € HT.
2014/0264	Théâtre Jean Vilar, saison 2014-2015 Contrat de coproduction (20 000 €) et contrat de cession (20 000 € pour deux représentations) du spectacle Alwane.
2014/0265	Marché de contrôle électrique des installations d'éclairage public attribué à l'entreprise "BUREAU DE CONTROLE FEDERAL" pour un montant maximum de 220 000 € HT annuel pour une durée initiale de 1 an, renouvelable 3 fois.
2014/0266	La Ville de Montpellier décide d'attribuer le marché pour l'achat de prestations de service, à la SASP Montpellier Hérault Rugby Club, dans le cadre du Championnat de France et H Cup, saison 2014 - 2015, pour un montant de 135 000 € HT.
2014/0267	La Ville de Montpellier décide d'attribuer le marché pour l'achat de prestations de service, à la SASP Montpellier Hérault Sport Club, dans le cadre du Championnat de Football, saison 2014 - 2015, pour un montant de 110 730 € HT.
2014/0268	La Ville de Montpellier décide d'attribuer le marché pour l'achat de prestations de service, à l'EUSRL Montpellier Agglomération Handball, dans le cadre du Championnat de France et d'Europe, saison 2014 - 2015, pour un montant de 120 233.40 € HT.
2014/0269	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame CANO MARTINEZ
2014/0270	La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire d'AREAS - Cabinet PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ OLIVET
2014/0271	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Copropriété 4/6 boulevard du Jeu de Paume
2014/0272	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI LES QUATRE VENTS

2014/0273	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Copropriété 33 boulevard du Jeu de Paume
2014/0274	Dans le cadre du PIS (Plan d'Intervention et de Sécurité) du tunnel de la Comédie, la Ville de Montpellier a l'obligation réglementaire d'intégrer le génie civil de cet ouvrage dans son plan de surveillance d'ouvrage. A ces fins, il est nécessaire de contracter avec un bureau d'ingénierie spécialisé dans le diagnostic des tunnels routiers en termes de génie civil. Après consultation, il est proposé de conclure ce marché d'ingénierie avec la société SITES pour un montant de 6.775,00 € H.T.
2014/0275	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI L'ISLE DURAND
2014/0276	Après consultation, la Ville décide d'attribuer le marché "Nettoisement des espaces verts " à l'entreprise SUD SERVICE pour un montant maximum annuel de 760 000 € H.T. et pour une durée de 1 an reconductible 3 ans.
2014/0277	Il y a lieu de procéder à un MAPA, à bons de commande, pour un montant minimum de 15 0000 € HT et un montant maximum de 84 000 € HT afin de choisir un prestataire en vue de la maintenance des portails multi-sites internet-intranet (lot1) ainsi que l'intégration d'un moteur de recherche sémantique (lot2) pour un montant minimum annuel de 2 000 € HT et 10 000 HT maximum
2014/0278	Il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour participer à la 66 ^{ème} foire de Montpellier du 10 au 20 octobre 2014, cette participation se concrétise essentiellement par une réservation d'espace permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité ; qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 II du code des marchés publics, la SAEML Montpellier Events a présenté une offre économiquement avantageuse.
2014/0279	Il y a lieu de procéder à un MAPA, à bons de commande, avec un montant maximum de 88 000 € HT, afin de choisir un prestataire pour la fabrication du stand pour la Foire Internationale de Montpellier du 10 au 20 octobre 2014; à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées la société Graphic Design a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.
2014/0280	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat, livraison, installation et récupération de sapins de Noël 2014 " pour le lot n°1, Sapins de différentes tailles, à la société La Roseraie des Costières Sandiflor pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 33 000.00 € HT, pour le lot n°2, Sapin de 11m de qualité prestige, pour la Place de la Comédie, à la société Abies Décor pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 7 000.00 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une période d'exécution maximale de sa date de notification jusqu'au 31 mars 2015.
2014/0281	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat confection et livraison de gouters de Noël 2014 " à la société COCKTAIL N'Co pour un montant de commandes sans minimum et avec un maximum de 30 000.00 € HT. C'est un marché unique pour une durée d'exécution de trois mois à partir de sa date de notification.
2014/0282	Il convient d'apporter des précisions dans l'acte constitutif de la régie en précisant l'encaissement des pénalités.
2014/0283	Afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie du Théâtre Jean Vilar, il est nécessaire

	d'élargir les encaissements autorisés en intégrant les chèques vacances.
2014/0284	Travaux de réalisation d'ouvrages et d'équipements en vue de l'alignement de l'avenue du Pont Trinquat. Attribution du marché à l'entreprise RAZEL-BEC pour un montant de 588 633,45 € HT.
2014/0286	Attribution du marché de mission de maîtrise d'oeuvre pour la conception et la réalisation d'ouvrages de génie civil suite à alignement dans le PAE MARQUEROSE à INERVIA Etudes pour un montant de 21 280€ HT pour la tranche ferme et pour un montant de 13 720€ HT pour la tranche conditionnelle.
2014/0287	Pour assurer le bon fonctionnement de la régie des marchés permanents, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie de recettes, en élargissant les modes d'encaissement autorisés et en modifiant l'adresse de la régie.
2014/0288	Pour assurer le bon fonctionnement de la régie des concessions, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie, en élargissant les modes d'encaissements autorisés.
2014/0290	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Noé ROUBY
2014/0291	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. ou Mme Arnaud VENTURI
2014/0292	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ REFERE PREVENTIF de démolition au 1240 rue du PIOCH DE BOUTONNET
2014/0293	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Philippe et Katia DERENNES
2014/0294	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Martine SUIRE
2014/0295	La Ville de Montpellier décide de signer la convention d'accès au service du Nœud de Raccordement Optique et d'utilisation de connectivités optiques, entre la Ville de Montpellier et BLUE NETWORKS TECHNOLOGIES pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans.
2014/0296	Dans le cadre du réaménagement de la zone technique du Zoo du Lunaret, le lot 4 (cloisons, doublages, faux-plafonds) du marché a été attribué à la société CUARTERO pour un montant de 89 974,11 € HT.
2014/0297	Etude hydrologique du bassin versant du massif du Lunaret, marché attribué à ARTELIA Eau & Environnement pour un montant total de 21 160 € HT.
2014/0298	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Jean-François BARRY
2014/0299	Location Ecran Géant et sonorisation festival radio France et finale de la coupe du monde de football – Annule et remplace la décision n° 2014/0223 en raison d'une erreur matérielle.
2014/0300	Exposition Ayso lo comessamen-Thalamus : écritures et mémoires du Montpellier médiéval - Prise en charge du transport et de l'assurance des documents prêtés.

2014/0301	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ PENCIOLELLI Antoine
2014/0302	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ARNAUD François
2014/0303	Il convient de modifier l'acte constitutif de la régie d'avances lieux d'Arts et d'Histoire, en supprimant les quatre sous régies.
2014/0304	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ VAGNON Lionel
2014/0305	Il convient de modifier l'acte constitutif des sous régies de la régie Prestation de Proximité en y apportant une précision sur les recettes que les sous régies sont habilitées à percevoir.
2014/0306	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ GOURIOU Catherine
2014/0307	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ COGOLUEGNES (CONSORTS)
2014/0308	Convention de participation aux équipements publics de la ZAC Nouveau Saint Roch, à établir entre la Ville, SOGEPROM SUD REALISATIONS et la SERM en vue de la construction d'un programme de logements étudiants et de commerces.
2014/0310	De conclure l'avenant n°1 pour augmenter le montant du contrat passé avec l'entreprise Cougnaud concernant les modules préfabriqués (lot n°3) pour un montant de 26 266,40 € HT soit 2,57% d'augmentation.
2014/0312	L'avenant n° 2 au contrat d'urbaniste architecte-coordonateur de la ZAC République vise à transférer et anticiper de la mission 3 à la mission 1 la réalisation et le financement d'une fiche de lot (Cavalade Ouest) rendue nécessaire par le lancement du concours d'architecture pour la construction d'un internat (Région Languedoc-Roussillon). Le montant global du marché demeure inchangé.
2014/0313	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts et ceux de M. COSSON Mickaël par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SEHAKI Reynald
2014/0315	Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Location de tentes et de matériels de réception, de cabines WC autonomes et bungalows" pour le lot n°1(location de tentes et de matériels de réception) à la société Spectacle Méditerranée Location pour un montant total minimum et sans maximum de commandes de 120 000 € HT, pour le lot n°2 (location de cabines WC autonomes et bungalows) à la société SEBACH France SA pour un montant total minimum et sans maximum de commandes de 30 000 € HT. Ce sont des marchés uniques conclus pour une durée d'un an et renouvelable trois fois à partir de la notification du marché.
2014/0316	Conclusion d'un avenant au marché d'un montant de 13 350 € HT relatif à une mission d'accompagnement de la Ville de Montpellier pour la préparation et la mise en œuvre du PEDT avec l'entreprise KPMG.
2014/0319	Il s'agit d'exercer le droit de préemption sur la propriété TORTON située 11 rue l'Université, cadastrée section HR 90, pour un montant de 50.000 €.

